La météo

Aujourd'hui: Averses en matinée suivies d'éclaircies

Minimum 12° Maximum 23°

Demain: Nebulosité croissante, suvie de pluie

DETAILS CAHIER SPORT

La Presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTRÉAL 350e

LAUZON Blainville
430-1460
1384, boul. LABELLE
Autoroute 15
Sortie 25

● MONTRÉAL, JEUDI 4 JUIN 1992 108e ANNÉE Nº 221 72 PAGES, 6 CAHIERS

Îles de La Madeleine: 1.00 50¢ Taxes en sus

Aujourd'hui

B 1 AUTOCHTONES

Selon Joe Clark, les provinces pourront refuser d'adhérer à l'entente constitutionnelle sur l'autonomie gouvernementale des autochtones.

B 1 CARTE ÉLECTORALE

Le directeur général des élections, Pierre F. Cote, propose que soient fusionnes en trois circonscriptions six comtes de l'île de Montreal.

A 13 CEGEPS

Dix-huit cegeps finiront l'annee avec un deficit si Quebec maintient sa decision de sabrer 16 millions dans le budget de ces institutions.

D 1 STEINBERG

Des proprietaires de franchises Steinberg affirment qu'ils ne sont pas en droit de modifier leur enseigne ce week-end tel que prevu.

Sommaire

Annonces classees
immobilier C5 a C7, D9 à D11
marchandises..... D11, D12
emplois..... D12
automobiles ..... D12 à D14
propositions d'affaires..... D8

Arts et spectacles
informations..... E1 à E5
cine-horaires..... E4, E5
tele-horaires..... E2
chronique tele..... E1

Bandes dessinees C7
Bridge..... D14
Décès..... D16
Économie..... D1 à D8
Éditorial..... B2
Etes-vous observateur? ... C5
Feuilleton..... D11
Horoscope..... C6
Le monde..... C8, E6 à E8
Loteries — résultats:..... A4
Mots croisés..... D10
«Mot mystère»..... D12

TABLOÏD SPORTS
Mots croisés..... S12
Réjean Tremblay..... S5

Une brèche entre Bourassa et Mulroney

Le référendum national d'Ottawa s'étendra aussi aux Québécois

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

De sérieures divergences d'opinions sont apparues au grand jour hier entre Québec et Ottawa. Au premier ministre Bourassa qui soulignait qu'un référendum fédéral pourrait éviter le Québec, son homologue fédéral, Brian Mulroney a répliqué qu'une consultation populaire pancanadienne s'appliquerait aussi à cette province.

Hier à l'Assemblée nationale, M. Bourassa a rappelé l'engagement de Brian Mulroney «de ne pas se substituer à la volonté de l'Assemblée nationale». En cas de référendum canadien, «notre référence (...) c'est la loi québécoise», a dit le premier ministre.

Faisant face aux questions du député péquiste Jacques Brassard, il a par la suite rappelé que le projet de loi fédéral prévoyait, à l'article 3, que «le référendum pourrait ne s'appliquer qu'à certaines provinces». Pour M. Bourassa, cette disposition «n'entre pas en contradiction avec les déclarations faites par les autorités fédérales, permettant au Québec de tenir son référendum selon ses propres lois».

Mis en face de ces déclarations, le premier ministre Mulroney fut toutefois plus catégorique. «La raison de tenir un référendum serait de consulter tout le monde. Les Québécois sont des citoyens canadiens. Ils vivent au Canada. Si nous tenons un référendum, nous le tiendrons dans tout le Canada», a-t-il dit, ajoutant qu'il n'était pas question pour Ottawa d'usurper le droit légitime du gouvernement du Québec de tenir une consultation populaire sur son propre territoire.

Inversement, Ottawa n'a jamais cédé son droit de consulter la population «à travers ce qui s'appelle le Canada et qui comprend bien sûr le Québec» a dit M. Mulroney.

VOIR DIVERGENCES EN A2

■ Le gouvernement ecarte l'idee de creer des comites-parapluie. *Page B 1*

Jean-Claude Lauzon a l'après-Cannes amer

LUC PERREAULT

Même s'il répugne à l'admettre, Jean-Claude Lauzon paraît plutôt amer. *Léolo* a beau être revenu de Cannes sans avoir décroché de prix, il se serait néanmoins attendu à plus de reconnaissance. Or, déplore-t-il, personne n'était là pour l'accueillir à Mirabel.

«Il y avait vingt hélicoptères de l'armée pour attendre le p'tit gars qui avait été vite en patins. Tout ce que je veux dire, c'est qu'on a décidé que nos héros, c'est les joueurs de hockey américains. On dit qu'on veut se séparer pour la différence culturelle. Si c'est ça, ce pays-là, je vous le donne!»

Léolo, tout le monde le reconnaît, a suscité à Cannes un courant de sympathie exceptionnel. Le film est déjà vendu dans 21 pays. Lauzon était encore à Cannes quand il a reçu des offres de la Warner. Plus récemment, Disney l'a appelé pour visionner ses premiers films. Le journal français *Libération* parle de lui comme d'un cinéaste de l'avenir. *Le Monde* et le magazine *Time* fustigent le jury pour l'avoir oublié au palmarès. Le *New York Times* le qualifie de découverte majeure. Bien peu de films québécois ou canadiens peuvent se vanter d'un tel exploit.

«Historiquement, ça arrive une fois par 100 ans au Québec», estime, sans fausse modestie, le réalisateur. Dans le petit bureau d'Alliance où nous avions rendez-vous, on le sent fébrile, survolté. Il a envie de se vider le coeur. Face à ce qui constitue à ses yeux un phénomène social, il trouve l'attitude des médias du Québec trop prudente et trop tiède à son égard. Il leur reproche, entre autres, d'avoir négligé de parler de l'accueil exceptionnel réservé à *Léolo* lors de la projection de gala du 17 mai au soir.

Jean-Claude Lauzon

«Y a-t-il quelqu'un qui a dit qu'il y avait eu une *standing ovation*, que je me suis arrêté en sortant de la salle parce que je n'étais plus capable de prendre ce qui m'arrivait? Faut-il que je descende avec une hache sur la rue Sainte-Catherine et que je tue 45 enfants pour vous intéresser?» lance-t-il à l'endroit des médias.

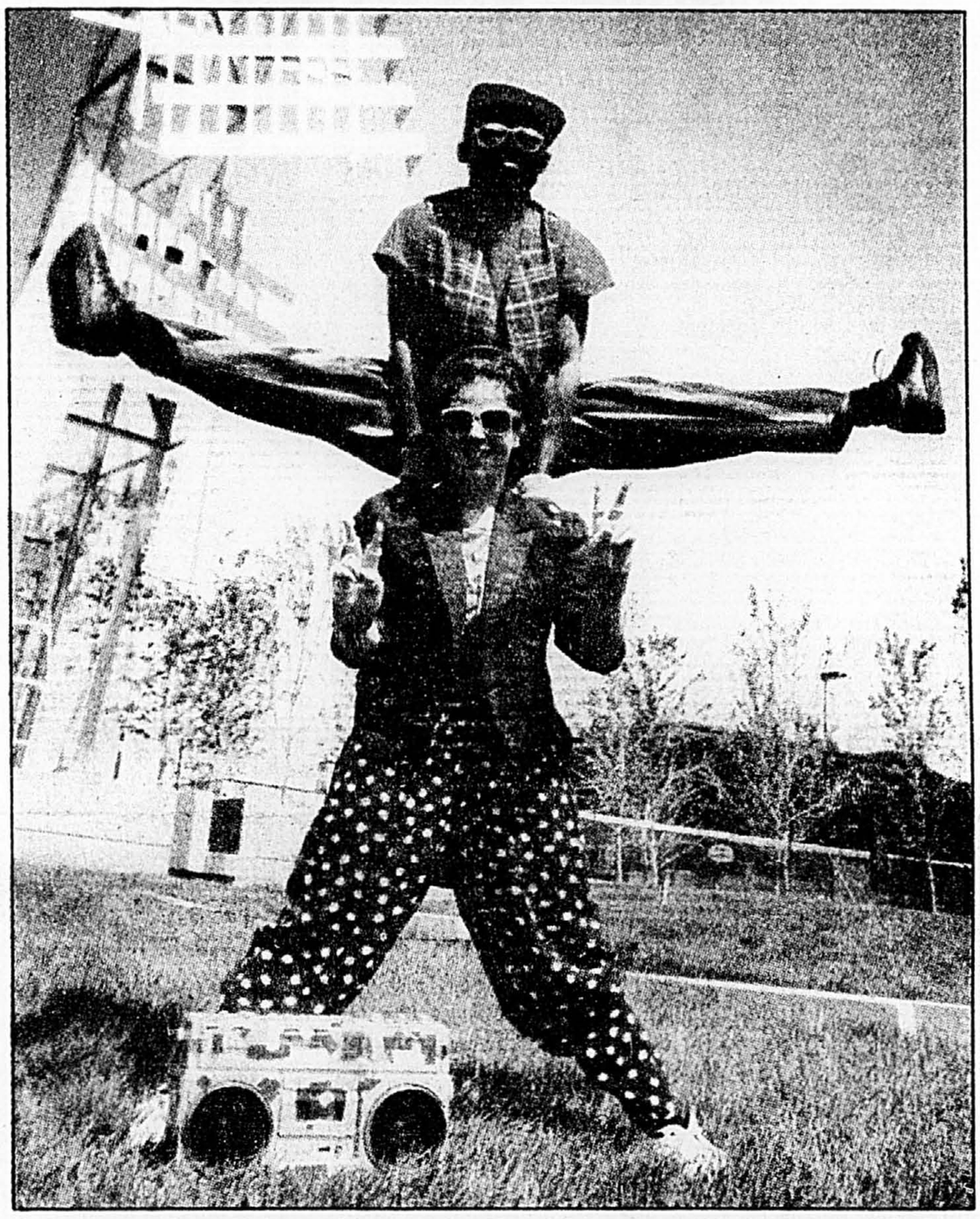
Il regrette presque de n'être pas né à Toronto. Là, on s'intéresse plus à la culture. Les Canadiens anglais rêvent d'avoir un cinéaste de la trempe de Denys Arcand. Des dentistes, des comptables ou des avocats seraient prêts, selon lui, à venir en aide aux artistes.

«Tandis qu'au Québec, la culture, c'est comme la rouille. Personne ne l'encourage. Notre culture, c'est comme un cancer: elle

VOIR CINEMA EN A2

■ Une ovation pour la premiere quebecoise de *Léolo*. *Page A 2*

POUR UN ÉTÉ «SAUTÉ»!



Les «rapeux» Eugene Toku et Jessica Goldberg — la femme forte! — sont du nombre des 2500 artistes et amuseurs publics qui envahiront cet été la place Berri, qui devient du 12 juin au 6 septembre, le coeur des Fêtes du 350e. Du mardi au dimanche et de midi à minuit, pendant douze semaines, les activités et les spectacles les plus variés s'y succéderont, du bingo au cinéma en plein air, du cirque au théâtre pour enfants, du récital de musique classique au concert rock. Les détails de la programmation en **page E 1.**

PHOTO MICHEL GRAVEL, *La Presse*

Rio: appel pathétique pour sauver la planète

ANDRÉ NOËL
envoyé spécial
La Presse *À RIO DE JANEIRO*

Le Sommet de la Terre — la plus grande conférence des Nations unies — a commencé hier parmi des appels pathétiques à la coopération internationale pour sauver la planète. Mais les premières manifestations de la réunion montrent que l'histoire devra repasser.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a prononcé le discours d'ouverture, essentiellement en français: «La Terre est à la fois malade du sous-développement et du sur-développement, a-t-il dit. Les pays du Nord et les pays du Sud ne respectent pas l'esprit du développement durable.»

M. Boutros-Ghali a appelé les pays riches à cesser de dépenser autant dans l'armement afin d'aider les pays pauvres à se développer. Il a indiqué que la préservation de l'environnement mondial passait par l'éradication de la pauvreté.

Le secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, le Canadien Maurice Strong, a eu des mots encore plus durs envers les pays industrialisés: «Aucun endroit sur la planète ne peut rester une île d'affluence dans un océan de misère», a-t-il déclaré.

«Nous allons sauver la planète ensemble ou personne ne va être sauvé. Nous devons désormais suivre le même chemin. Un pays ne peut pas à lui seul stabiliser le climat. Un pays ne peut pas unilatéralement préserver sa biodiversité. Une partie du monde ne peut pas vivre dans une orgie de consommation effrenée pendant que le reste du monde détruit son environnement pour survivre.»

M. Strong a rappelé les grands objectifs du Sommet de Rio, auquel participent presque tous les pays de la terre:

- signature d'une convention sur la protection du climat;
- signature d'un traité sur la biodiversité, afin de stopper l'extinction des espèces animales et végétales;
- signature de l'Agenda 21, un ambitieux plan d'action pour assurer le développement durable de la planète jusqu'au XXIe siècle et ralentir l'explosion démographique du tiers-monde;
- l'engagement des pays riches à augmenter de façon substantielle leur aide aux pays pauvres. Les Nations unies estiment qu'il

VOIR ONU EN A2

La nouvelle taxe du Québec sur les services sème la confusion

MAURICE JANNARD

À quelques semaines de son entrée en vigueur, la nouvelle taxe de vente québécoise de quatre p. cent sur les services sème la plus grande confusion chez les entrepreneurs.

Une autre preuve en a été fournie hier, lorsque la firme de comptables Samson Bélair Deloitte & Touche a organisé une conférence sur la nouvelle TVQ. Plus de 1 100 entrepreneurs ont assisté à la réunion dans un hôtel du centre-ville de Montréal.

«Nous avons mis sur pied la rencontre en l'espace d'une semaine seulement et nous avons dû refuser des centaines de personnes», a déclaré à *La Presse* M. Yves Bellemare, coordonnateur au marketing et aux communications de Samson Bélair Deloitte & Touche.

«Si nous avions réservé une troisième salle, nous aurions pu réunir 1 500 personnes, a-t-il ajouté. Les gens sont inquiets devant le fait qu'il n'y a pas harmonisation avec la TPS. On s'aperçoit que les gens sont très mêlés.»

Son collègue, le fiscaliste Robert Demers, renchérit: «On s'attendait, avec la nouvelle TVQ, à une simplication du système, mais ce n'est pas le cas».

Le principe de la TVQ sur les services est connu depuis longtemps. Son entrée en vigueur a été même retardée une première fois par Québec.

C'est dans le discours du budget du 14 mai dernier que le ministre des Finances Gérard D. Levesque a annoncé que la TVQ sur les services entrerait en vigueur le premier juillet prochain.

Pour convaincre les entreprises d'adhérer au nouveau régime fiscal (TPS-TVQ), il y a deux ans, les gouvernements fédéral et provincial ont vanté le fait que la taxe payée par les entreprises leur serait remise. La taxe de vente sur

VOIR TAXE EN A2

▶ REPÈRES

Jusqu'où ira la lassitude des électeurs américains?

GILLES TOUPIN

Le non-candidat à la course à la Maison Blanche, Ross Perot, a lancé hier deux bombes qui ont semé la panique aussi bien dans le camp des républicains que dans celui des démocrates.

À peine 24 heures après la clôture de la saison des élections primaires, l'ancien directeur de campagne de Ronald Reagan, Ed Rollins, et l'ancien directeur de campagne de Jimmy Carter, Hamilton Jordan, ont annoncé hier à Dallas, fief de Ross Perot, leur

décision de rejoindre l'équipe du milliardaire texan en vue de la propable candidature de ce dernier à l'élection américaine de novembre.

«Je crois en cet homme», a déclaré M. Jordan qui conduisit la campagne victorieuse de Jimmy Carter en 1976. «Je vois venir un nouveau mouvement (...) qui traverse le pays et que je n'avais jamais vu avant. C'est un mouvement qui va en s'amplifiant», a estimé pour sa part M. Rollins. Ce dernier s'occupera des opérations quotidiennes de la campagne de M. Perot et M. Jordan prendra les fonctions de «stratège en chef».

Le coup — car c'en est un! — de Ross Perot ne pouvait pas tomber plus mal pour le président Bush qui apprenait aussi hier que la femme de M. Rollins, Sherrie, quittait son équipe à la Maison Blanche pour se joindre aussi à celle de Perot. Au moment où son taux de popularité est au plus bas dans les sondages, si bas qu'il approche celui du président Carter lors de sa course infructueuse à la réélection en 1980, le président Bush n'a vraiment pas de quoi pavoiser. Les stratèges de sa campagne semblent désemparés et n'ont pas encore arrêté de plan d'attaque. «C'est toujours en discussion», a déclaré Mme Torie Clarke, porte-parole de l'équipe électorale de Bush. Faut-il rester «présidentiel», c'est-à-dire au dessus de la mêlée, au moins jusqu'à la convention républicaine d'août, ou bien attaquer de front l'adversaire?

Côté democrate, la surprise de Perot n'est pas pour contribuer à redorer l'image de Bill Clinton. Bien sûr, le gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton a remporté un nombre suffisant de délégués au cours des dernières élections primaires de mardi pour s'assurer la nomination démocrate de New York le mois prochain. Le républicain George Bush, de son côté, avec 38 victoires sur 38 élections primaires aurait du être aux anges et ne pas se soucier outre mesure de sa réélection en novembre.

Mais voilà, l'ombre du petit milliardaire texan Ross Perot est

VOIR USA EN A2

SUITE DE LA UNE

DIVERGENCES

Une breche entre Bourassa et Mulroney

À l'Assemblée nationale, par ailleurs, M. Bourassa s'est réjouit qu'Ottawa et les provinces aient respecte l'échéance québécoise, qu'ils se soient ralliés à «la stratégie» de la loi 150, qui prévoit qu'on proposera la souveraineté aux Québécois à la fin octobre.

Mais dans une entrevue diffusée à TVA hier soir, le premier ministre Bourassa a laisse entendre qu'il n'avait pas l'intention de déclencher un référendum sur la souveraineté, même s'il n'y avait pas d'offres fédérales ou qu'elles etaient inacceptables.

Un référendum sur les offres «était le premier choix» du Parti liberal du Québec. Même les jeunes du PLQ endossent le rapport Allaire, qui dit clairement que le referendum sur les offres est le premier choix du gouvernement.

«Ce qu'on souhaite, c'est une entente qu'on pourrait proposer aux Québécois, a dit M. Bourassa. S'il y a pas d'offres acceptables, il faudra examiner les options qui s'offrent à nous, examiner quel type de question on pourrait poser, mais ce qui est certain, c'est que comme chef des Québécois, à cette période cruciale, je n'ai pas l'intention de jouer les apprentis sorciers ou les kamikazes. Je connais bien le Québécois; il est réaliste, et il est prudent. La carte de la souveraineté, il aime mieux la garder dans sa manche.»

Le Québécois comprend bien qu'il contrôle sa langue, ses fonds de pensions, son immigration et son système légal, a rappelé le premier ministre. «Je vais me battre pour l'affirmation des pouvoirs du Québec, mais on peut le faire de façon réaliste, sans détruire le Canada» a-t-il dit, en ajoutant qu'«on peut appliquer une souveraineté partagée à l'interieur de la structure canadienne».

S'il n'y a pas d'offres?

«J'ai déjà mentionné des hypothèses, depuis 25 ans que je suis en politique, j'ai toujours soutenu que nous ne pouvons, au Québec, nous retirer de l'économie canadienne; on ne peut contribuer à désintégrer l'économie du Canada», a-t-il ajouté, une allusion à son projet de souveraineté politique assortie d'une superstructure économique.

«C'est la souveraineté partagée, qui peut prendre différents noms, a-t-il précisé. C'est la vision du PLQ; on considère que la souveraineté pure et dure ne correspond pas aux intérêts des Québécois.»

Robert Bourassa reste indifférent au mouvement Souveraineté Québec lancé par Jean Campeau. «Il est peut-être pour la souveraineté, mais le rapport Bélanger-Campeau prédit un déficit de 9 milliards. Si je dois débattre avec lui, je lui demanderai où on prendra l'argent, a-t-il lancé. Si les Québécois veulent des passeports canadiens, des tarifs (douaniers) canadiens et la monnaie canadienne, ils doivent avoir des députés canadiens.»

Dans l'entrevue enregistrée vendredi dernier, M. Bourassa a prédit des offres fédérales «dans les prochains jours». Le discours tenu hier aux Communes par le ministre Joe Clark correspondait fidèlement aux explications données à huis clos aux fonctionnaires québécois.

Pour certains québécois, des progrès importants ont été réalisés, bien qu'il n'y ait toujours pas d'ententes sur des questions majeures comme le Sénat.

Chose certaine toutefois, Québec ne partage pas l'impression de déroute qui se dégageait dans les médias à la fin de la conférence de Toronto, samedi dernier.□

CINÉMA

Jean-Claude Lauzon a l'apres-Cannes amer

est forte et elle pousse partout. Personne ne s'en occupe, personne n'y fait attention. Si j'avais été un jeune juif, les Bronfman seraient arrivés en me disant: touche pas à la publicité. Tu prends le temps qu'il faut pour ton prochain film. C'est pas pour rien que Woody Allen et Polanski sont rendus où ils sont.»

Bien qu'il reconnaisse gagner fort bien sa vie en tournant des spots publicitaires, il envie ses collègues comme Spike Lee ou Wim Wenders, pour qui l'argent ne pose pas de problème. Lee a trois millions à sa disposition pour se concentrer sur son prochain film, soutient Lauzon. Tandis que lui, entre deux films, va aller tourner, comme il le dit, des annonces de beurre.

«J'ai le talent de Gretzky dans le cinéma canadien et j'ai pas le salaire de Yuppie dans le stade des Expos!»

Il ne conteste pas par contre sa réputation de cinéaste turbulent et trouble-fête.

«Coppola, Scorsese, Orson Welles, pensez-vous que c'est des doudounes? Pensez-vous que je suis la soeur volante? J'suis un tyran, un fasciste, un monstre. Losique, c'est un monstre aussi. Ça prend des monstres pour faire des choses comme ça. Je ne m'en cache pas. On fait ce que je veux sur le plateau. Le boss, c'est moi!»

Il soutient qu'il faut être un tyran pour diriger des stars de la trempe de Ginette Reno et Pierre Bourgault.

«As-tu déjà essayé, toi, de diriger 25 enfants avec un chat sur une table? As-tu déjà essayé de faire ce que tu veux avec Pierre Bourgault? Demandez à n'importe quel cinéaste québécois d'essayer Ginette Reno. Je vous la donne. Elle a fait un film avec moi. Elle est partie pour le cinéma. Je l'aime beaucoup mais je vous la donne. C'est sûr que ça prend du *drive*. Le film ne serait pas rendu là si je n'avais pas de *drive*. Ça prend un caractère.»

Et *Léolo*? «C'est un grand mensonge, reconnaît-il, basé sur un fond de vérité. Mais il n'y a peut-être que 10 p. cent de vrai là-dedans. J'ai mis du monde à l'hôpital qui n'y était pas. Mais je n'ai pas de pudeur. Les gens ne m'impressionnent pas. Tout nu sur une scène avec 6000 personnes, ça ne me dérange pas.»

Il pense qu'il y aura de plus en plus de films éclatés comme le sien. Le seul problème, à son avis, c'est de prendre de la distance par rapport à la réalité.

«L'essence de mes bibittes, c'est très loin mais il y a eu cette transposition. Je pense que la qualité d'un artiste, c'est d'arriver à cette transposition. Si tu ne la fais pas, tu restes dans tes vraies bibittes et ça devient plate.

Quant à la réaction du public québécois, il n'essaie pas de la prévoir. Au contraire, en ce moment, deux choses seulement l'intéressent: son avion et la pêche.

«Ce matin, je changeais l'huile de mon avion. Je ne pense qu'à ça. J'ai volé en fin de semaine. J'ai coupé des branches dans le bois autour de mon camp de chasse. Si je n'avais pas à donner d'entrevue, je serais peut-être sur mon avion.»□

15 millions de plus que prévu pour rémunérer les policiers

GILLES GAUTHIER

■ L'entente intervenue récemment entre la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et ses policiers coûtera environ 15 millions de plus que prévu aux contribuables.

Les policiers, qui se prononcent aujourd'hui sur cet accord dans six bureaux de scrutin, ont obtenu des hausses de 9,4 p. cent étalées sur 1991 et 1992 alors que la CUM avait inscrit dans ses budgets des augmentations de 4 et 2 p. cent respectivement pour ces deux années.

Le trésorier de l'organisme, Michel Bélanger, a expliqué hier soir, en marge d'une réunion de la commission de l'Administration et des Finances de la CUM, que la hausse de la facture s'explique également par les modifications apportées au régime de retraite.

La CUM, a-t-il ajouté, puisera dans ses surplus pour payer ce coût additionnel de 15 millions et n'aura pas à faire appel aux municipalités qui la composent.

Les policiers peuvent se prononcer sur l'entente entre 7 heures et 19 heures aujourd'hui dans des bureaux installés au quartier général et dans les postes 14, 15, 34, 42 et 54. Les résultats seront connus dès ce soir.

L'accord de principe, conclu le 15 mai, prévoit des hausses de 3 p. cent au début de 1991 et de 2,13 p. cent en avril de la même année. Pour 1992, 4 p. cent répartis en deux tranches, dont une en septembre prochain.

Ces augmentations sèment la rancoeur parmi les employés de la Ville de Montréal entre autres, qui doivent se contenter de 2 p. cent en 1992. «La hausse des policiers, on l'avale de travers», lançait hier une employée syndiquée de l'hôtel de ville. L'amertume se manifeste aussi à la CUM, tant chez ceux qui sont assujettis à une convention collective et à la règle du 2 p. cent que parmi des non syndiqués.

La CUM avait enregistré en 1991 un excédent de 23,3 millions dont une partie, a précisé hier M. Bélanger, n'avait pas encore été utilisée à des fins précises. Il ajoute qu'un surplus pourra être dégagé cette année, quitte à effectuer certaines compressions budgétaires.

La commission de l'Administration et des Finances a par ailleurs entériné un projet de politique de remboursement des dépenses encourues par les employés de la CUM, y compris les policiers, dans l'exercice de leurs fonctions. Fait surprenant, c'est la première fois que cet organisme se dote de règles précises en cette matière.

Il ne s'y est plié qu'à la suite de la révélation par un quotidien montréalais de certaines dépenses jugées excessives dans le contexte fiscal et économique actuel.

Une première fort courue

Toute la salle s'est levée spontanément hier soir à la fin de la projection de **Léolo** *pour acclamer Jean-Claude Lauzon (deuxième à gauche) et les artisans de son film. La première québécoise de ce film à la salle Maisonneuve avait attiré le Tout-Montréal qui pouvait enfin, deux semaines après Cannes, découvrir cette oeuvre d'une facture unique. Parmi les vedettes qui entouraient le réalisateur, on a remarqué notamment Ginette Reno et Pierre Bourgault, le jeune acteur Maxime Collin (l'interprète du rôle-titre), ainsi que Gilbert Sicotte qui assure en voix-off la narration de ce long métrage à la fois tragique et drôle, surprenant de vérité et de poésie. Les profits de cette soirée seront versés à En coeur, une association destinée à venir en aide aux enfants malades du coeur.*

PHOTO DENIS COURVILLE, *La Presse*

TAXE

La nouvelle taxe du Quebec sur les services seme la confusion

les facteurs de production est en effet remboursée, ce qui, en jargon technique, est appelé le remboursement de taxe sur les intrants, ou plus simplement le RTI.

«Il n'y a pas d'harmonisation totale avec la TPS, explique M. Demers. Comme il n'y a pas au Québec de RTI sur tous les achats, l'entrepreneur doit se poser chaque fois la question: quels sont les achats qui doivent être comptabilisés pour fins de TPS et ceux qui le sont pour fins de TVQ. Il y a un problème.»

Le dossier se complique avec les achats de service. L'assiette d'imposition québécoise est la même que la TPS, mais le RTI est limité. Le ministre Levesque a établi une liste d'exceptions où la taxe sur les services demeure à huit p. cent et il n'y a pas de remboursement de taxe pour les entreprises. C'est le cas notamment du carburant, de l'électricité et du téléphone.

Mais encore là, il y a des exceptions, souligne M. Demers. Le service de base de téléphone est imposé à huit p. cent mais sans RTI. Par contre, sur les services téléphoniques additionnels qui sont loués, le RTI s'applique.

L'administration de la TPS est largement informatisée dans les entreprises, selon M. Demers. Il estime que la TVQ sur les services va nécessiter toutefois l'emploi d'un commis.

D'autres complications surviennent, selon le représentant de Samson Bélair Deloitte & Touche, chaque fois qu'il y a des relations d'affaires inter-provinciales. La règle est qu'une entreprise québécoise vendant un service à une firme d'une autre province, par exemple en Ontario, ne demande pas de TVQ à son client en autant qu'il n'y a pas de revente de service au Québec.

Qu'arrive-t-il, demande ce dernier, si une firme du Québec travaille sur une campagne de publicité pour une maison de Toronto et que la publicité est diffusée dans tout le pays, y compris dans la province?

M. Demers pense que le ministère du Revenu du Québec n'est pas prêt actuellement à fournir toutes les explications demandées. «Les fonctionnaires n'ont eu qu'un mois et demi pour se préparer», a-t-il fait valoir.□

ONU

Rio: appel pathetique pour sauver la planete

faudrait au moins doubler cette aide, de 65 milliards par année à 125 milliards.

Le chef de la délégation américaine, William Reilly, directeur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, a cependant rapidement jeté une douche froide sur les débats. Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué que les États-Unis allaient augmenter leur aide de 250 millions de dollars, sur un budget d'aide de 11 milliards par année.

Il s'agit d'une augmentation insignifiante, a fait remarquer Daniel Lashof, porte-parole du Natural Resources Defense Council, un important groupe écologique américain. Cette somme de 250 millions ne représente en effet que le quart des coûts de construction de la station d'épuration des eaux de la Communauté urbaine de Montréal, par exemple.

M. Reilly a dit pourtant qu'il s'agissait d'une augmentation substantielle des budgets américains d'aide au développement. Il a expliqué que l'aide au tiers-monde était très impopulaire aux États-Unis.

Des journalistes lui ayant fait remarquer que le gouvernement américain consacrait au moins mille fois plus d'argent aux dépenses militaires, M. Reilly a répliqué que les États-Unis avaient une responsabilité particulière pour assurer la sécurité du monde.

Les États-Unis sont le premier pays à chiffrer l'accroissement de son aide dans le cadre du Sommet de Rio. Cette dernière annonce reflète assez bien l'attitude générale des Américains, dont tous les gestes font peser une menace assez sérieuse sur le succès de cette conférence.

M. Reilly a confirmé que la délégation américaine avait tout fait pour réduire la portée du traité sur le climat, en empêchant que celui-ci fixe des délais clairs. La Communauté européenne, le Japon, le Canada et les pays du tiers-monde voulaient que la convention limite les émissions de gaz carbonique à leur niveau de 1990 d'ici l'an 2000.

Finalement, le traité — que les chefs d'État commenceront à signer aujourd'hui — n'est qu'une déclaration vague, invitant les nations du monde à réduire les émanations de gaz à effet de serre.

M. Reilly a aussi répété que les États-Unis n'allaient pas signer la convention sur la biodiversité. Ce traité affirme que les pays riches doivent verser une redevance aux pays tropicaux lorsqu'ils développent des médicaments ou des nouveaux produits agricoles à partir de plantes trouvées dans leurs forêts. Les Américains craignent que cela ne contrevienne aux droits de propriété intellectuelle des compagnies qui font ces découvertes.

Le Canada va signer les deux traités. Mais hier, le chef de la délégation canadienne, Jean Charest, ministre de l'Environnement, a été incapable de donner des détails sur les moyens que son gouvernement entendait prendre pour limiter les gaz à effet de serre.

Le représentant de la Communauté européenne, Abel Matutes, a expliqué aussi que les pays européens ne voulaient pas mettre en oeuvre leur principale mesure — une taxe sur les gaz comme le CO2 — tant que les États-Unis et le Japon ne se seraient pas engagés à imposer la même taxe. La délégation japonaise doit faire connaître sa position aujourd'hui.

Par ailleurs, le maire de Montréal, Jean Doré, a présenté le point de vue des villes à la plénière de la Conférence. Il a invité les Nations unies et les pays membres à faire plus d'efforts pour rendre les villes viables. La majorité de la population du monde sera bientôt constituée de citoyens pauvres dans les villes du tiers-monde, a-t-il dit.

«Parmi les espèces vivantes menacées, les enfants et les adolescents des villes du Sud sont certainement les plus importantes», a-t-il déclaré.

La plupart des chefs d'État sont attendus la semaine prochaine. La Conférence prendra fin le 14 juin.□

USA

Jusqu'ou ira la lassitude des electeurs americains?

venue déranger le train-train des vieux partis de la politique américaine. La saison des primaires, entamée en février, n'a pas mis en selle les deux grands élus des establishments démocrate et républicain. Cinq mois avant les présidentielles, rien n'est assuré pour ces grosses machines politiques.

Depuis la première élection primaire au New Hampshire en février, les Américains ont manifesté de diverses façons leur mécontentement. Mardi encore, les sondages à la sortie des bureaux de scrutin ne mentaient pas sur leur raz-le-bol de la «*politics as usual*». En Californie, en Ohio et au New Jersey, trois États extrêmement représentatifs du pouls de la nation, des milliers de républicains et de démocrates ont dit qu'ils auraient voté pour Ross Pérot si ce dernier avait été candidat aux primaires. En Californie en particulier, l'État le plus pésant et le plus critique lors d'une élection générale, un tiers de l'électorat démocrate aurait voté pour Perot et la moitié des républicains auraient fait de même.

Fatigués du statu quo, les républicains de Californie auraient donné 46 p. cent de leurs voix à M. Perot contre 42 p. cent à M. Bush, selon les sondages.

Et pour M. Clinton, la fin de la saison des primaires fait de lui davantage un survivant qu'un grand vainqueur. Aux prises avec un problème d'image qui a noyé son message destiné à la classe moyenne, problème étayé par des accusations d'infidélité conjugale et de manoeuvres pour éviter de servir dans l'armée, le virtuel candidat démocrate n'a que très peu de temps devant lui pour se refaire une beauté. De plus en plus de démocrates sont convaincus qu'il n'est pas éligible, qu'il sera certainement battu, sinon par Bush, certainement par Perot.

Or, on murmure déjà chez les démocrates que ses propres délégués à la convention de New York pourraient, si le climat actuel persiste, exiger quelqu'un de plus «présidentiable» pour l'élection de novembre. À quoi bon, disent-ils, choisir quelqu'un qui sera de toute façon battu? Mais pour les démocrates, il n'y a pour l'instant pas de candidat de rechange en vue et il y a aussi la «grosse mécanique» interne qu'il est difficile sinon impossible d'enrayer.

Reste le phénomène Perot, toujours pas candidat officiel — et qui semble prendre un malin plaisir à faire durer le suspense — mais qui n'en mène pas moins tambour battant une campagne qui attire de plus en plus le public américain. Même les efforts qu'il aurait déployés pendant sa jeunesse pour ne pas compléter son service dans la marine n'ont pas réussi, dans son cas, à retenir l'attention. Pendant que les partis traditionnels tiendront des conventions d'où de grandes tensions risquent de transpirer, l'homme d'affaires de Dallas montrera à la face de l'Amérique son petit «contre-événement» tout ce qu'il y a de plus harmonieux et simple.

Pour de plus en plus d'Américains, les vieux partis politiques semblent dépassés par les réalités du monde d'aujourd'hui. «Ils sont devenus», selon le mot de M. Wattenberg, auteur de *The Decline of American Political Parties, 1952-1988*, «semblables à la monarchie britannique». Non seulement les États-Unis sont-ils différents du jour où la politique dans sa totalité était l'apanage des seuls partis politiques mais le monde n'a plus non plus le même visage. Pour George Bush, la disparition de la menace communiste, le ralentissement de l'économie et l'émergence du débat sur l'avortement ont peu à peu érodé la majorité de Ronald Reagan.

Il y a donc désaffection face aux partis traditionnels.

Ross Perot, qui fait appel à l'enthousiasme et à l'esprit d'entreprise des Américains, dont le discours plaît au *Sunbelt* et qui attire aussi de plus en plus les couches sociales urbaines modérées de l'Amérique, n'aurait pas pu faire coup d'éclat plus spectaculaire hier. Non seulement attire-t-il deux grands stratèges des partis républicain et démocrate mais aussi signale-t-il que la «fatigue» des Américains face aux vieux partis politiques se manifeste jusqu'à l'intérieur même de ces partis.

Mais rien n'est vraiment joué malgré les visages désemparés des démocrates et des républicains. Lorsque viendra le moment pour les électeurs de se choisir un président, le phénomène Perot sera-t-il encore aussi séduisant? N'aura-t-il été que le moyen choisi par les Américains pour exprimer leur mécontentement? Ce que l'on dit dans les sondages n'est pas toujours en corrélation avec le choix que l'on fait sur son bulletin de vote.□

Une planète à sauver

N.D.L.R. Voici le texte définitif de la Dictée Paul-Gérin Lajoie, donnée hier sur les ondes de Radio-Québec.

■ Notre planète est en danger parce que personne ne se sent responsable. La couche d'ozone qui protège des rayons du soleil est fragile. On détruit la forêt tropicale, poumon de la Terre. Les déchets toxiques polluent lacs et rivières. Les vents transportent les pluies acides sur de grandes distances.

L'environnement physique n'est pas le seul qui menace l'avenir de notre planète. L'environnement humain, les conditions de vie des peuples, sont une source d'injustice(s) entre les hommes et une grave menace pour l'avenir de l'humanité.

Dans le Tiers-Monde, en particulier, cent millions d'enfants n'ont pas accès à l'enseignement parce qu'il n'y a pas assez d'écoles, ni de manuels scolaires, ni d'enseignants. Ils seront analphabètes toute leur vie s'ils ne reçoivent pas rapidement les moyens nécessaires pour s'instruire. La solidarité entre tous les enfants du monde invite au partage.

Tirage d'hier
Le Lotto 6/49 9 32 34 36 43 49 (24)
E-X-T-R-A 2 6 9 3 9 8

La Quotidienne tirage d'hier à trois chiffres 476 à quatre chiffres 3514

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h a 17h30
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITE
Grandes annonces 285-6892
Annonces classees 285-6900
ANNONCES CLASSEES
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h30 a 17h30 285-7111
GRANDES ANNONCES
Detaillants 285-7202
National, Tele+ 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrieres et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *LA PRESSE* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *LA PRESSE* sont également reservés. • Courrier de la deuxième classe —
Enregistrement: numéro 1400 • Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.
RENSEIGNEMENTS 285-7272

JEUDI 4 JUIN 1992 23-4-01

LES ANNONCES CLASSÉES
La Presse
285-7111

La Presse

Le meurtrier des Leylekoglu mère et fille défie la police

MARCEL LAROCHE

■ Quatre jours après avoir sadiquement étranglé à mort une mère et sa fillette à Brossard, le mystérieux assassin s'est manifesté publiquement en se rendant dans un parc de stationnement d'un centre commercial de Saint-Bruno pour y abandonner, bien en vue et de manière à ce qu'elle soit rapidement trouvée, une caméra vidéo dérobée dans l'appartement de ses victimes.

Bien que cette étonnante découverte ait été effectuée samedi dernier, ce n'est qu'hier matin que la Sûreté du Québec a décidé de la rendre publique, dans l'espoir de faire progresser l'enquête policière dans cette sordide histoire.

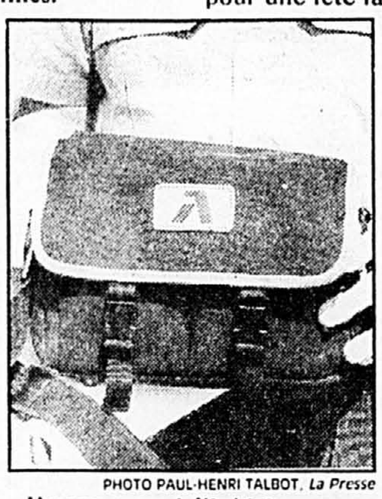


PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*

Un sac avec à l'intérieur une caméra 8mm. Au visionnement, on a pu voir les membres de la famille Leylekoglu.

Au cours d'une conférence de presse plutôt inhabituelle convoquée hier matin dans le parking des Promenades Saint-Bruno, tout près de la route 116 et de l'autoroute 30, sur la Rive-Sud, le Service des affaires publiques de la SQ a reconstitué le fil des événements.

La SQ a indiqué qu'une automobiliste avait tout d'abord stationné sa Wolkwagen Fox grise 1988 entre les piliers 19 et 20 du vaste parking qui entoure le centre commercial, vers 15h samedi après-midi.

Après y avoir effectué quelques emplettes, la dame est revenue vers sa voiture, vers 16h10, pour y apercevoir un petit sac en toile noir et beige placé derrière la roue avant gauche.

Comme le sac avait délibérément été déposé près de la roue du véhicule, d'une manière à ce qu'il soit vu par le conducteur, la dame a été prise de panique et a alerté les policiers municipaux de Saint-Bruno.

Après avoir minutieusement examiné le sac qui ne contenait aucune matière explosive, les policiers en ont ressorti une caméra vidéo en excellent état de fonctionnement.

Ce n'est que plus tard, alors que l'incident n'avait rien de particulier, que les policiers de Saint-Bruno ont entrepris le visionnement de la cassette vidéo retrouvée dans la caméra 8mm, dans l'espoir d'y trouver des indices pouvant identifier son propriétaire.

Les résultats ont été instantanés; parmi les personnes réunies pour une fête famialiale, les policiers y ont reconnu des membres de la famille Leylekoglu, dont la mère, Bercuhi, et sa fille Talin, toutes deux retrouvées assassinées, le mardi 26 mai dernier, à l'intérieur de l'appartement 217 d'un édifice de 60 logements, au 1125 de la rue Provencher, à Brossard.

Le soir même, les enquêteurs de l'Unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal prenaient possession de cette caméra-vidéo qui a été confiée pour expertises au laboratoire de police scientifique.

Les analyses ont démontré hors de tout doute que cette caméra-vidéo était la propriété du couple Leylekoglu, qu'elle avait été dérobée lors du terrible drame perpétré il y a plus d'une semaine, et que seul l'assassin pouvait en avoir ainsi disposé, comme s'il avait voulu lancé un défi aux enquêteurs de la SQ.

Les policiers espèrent ardemment la collaboration du public en demandant à toute personne qui aurait aperçu quelqu'un déposer un sac à caméra près d'une voiture en stationnement, entre 15h et 16h10 samedi dernier, dans le parking des Promenades Saint-Bruno, de communiquer avec eux le plus tôt possible, soit directement à l'Unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal, à 598-4043, ou encore à l'officier de service, à 598-4242.

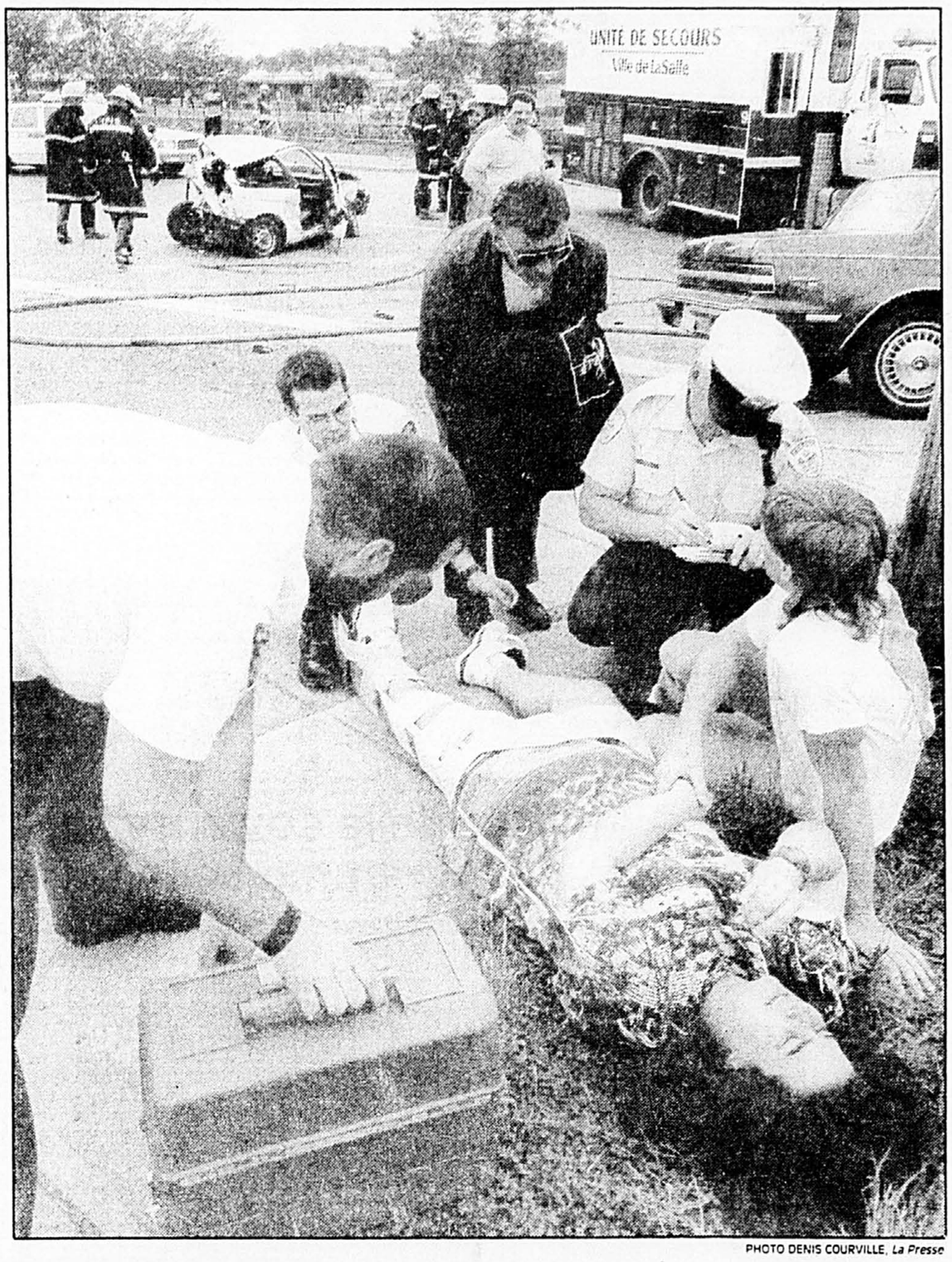


PHOTO DENIS COURVILLE, *La Presse*

Chauffeur fou !

Un individu à bord d'une camionnette a foncé sans raison apparente sur un policier de la CUM, hier, avant de perdre la maîtrise de son véhicule et d'entrer en collision avec trois automobiles, à LaSalle, en banlieue Ouest de Montréal. Le policier n'a pas été blessé, mais les passagers des véhicules impliqués dans l'accident ont été passablement amochés. Quant au suspect, il a été emmené à l'Hôpital général de LaSalle avant d'être interrogé par les policiers. Il semble qu'il soit bien connu de la police.

Pied de nez de la CECM à la CEPGM

MICHÈLE OUIMET

■ Les relations s'enveniment entre les deux plus grandes commissions scolaires du Québec, soit la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) et la Commission des écoles protestantes du grand Montréal (CEPGM).

Hier soir, le Conseil des commissaires de la CECM a décidé que la CEPGM n'aurait pas l'école primaire Jean-Nicolet qu'elle convoite depuis deux ans afin de loger convenablement le trop-plein de ses élèves de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies. L'école, ont décidé unanimement les commissaires, continuera d'être louée à la Ville de Montréal-Nord.

Cette décision a réjoui le maire de Montréal-Nord, M. Yves Ryan, qui a défendu avec fougue et humour les droits acquis de sa ville mais elle a provoqué la colère du président de la CEPGM, M. Allan Butler, qui était visiblement très choqué.

La Presse l'a rencontré au centre administratif de la CEPGEM, rue Fielding, où les commissaires de la commission scolaire se réunissaient pour leur part hier soir. La nouvelle s'est rapidement propagée. Le directeur général, M. Michael George, les directeurs régionaux, MM. Félix Méloul et Serge Fontaine, ainsi que le vice-président, M. George Vathilakis, sortaient un à un de la salle du conseil et écoutaient, sidérés, leurs collègues commenter la décision de la CECM.

La CEPGM affirme qu'elle a absolument besoin de cette école dans l'est de Montréal. La demande pour son secteur français est très forte depuis l'adoption de la Loi 101 qui oblige les immigrants à fréquenter l'école française.

Les écoles françaises étant surpeuplées, d'où la demande pour mettre la main sur Jean-Nicolet. La CEPGM essaie de «caser» plus de 350 enfants qui, actuellement, s'entassent dans des écoles éloignées de leur milieu de vie.

Hier soir, la CECM a refusé de céder Jean-Nicolet et d'évincer la Ville de Montréal-Nord, avec qui elle entretient d'importants liens depuis 30 ans mais, en échange, elle a offert les écoles Sainte-Marthe et Sainte-Marthe Annexe, situées à Rivière-des-Prairies.

La CEPGM rejette catégoriquement cette solution. «Ces écoles sont en très mauvais état, a expliqué Félix Méloul. Elles sont trop petites et nettement insuffisantes. La réalité, c'est qu'ils ne veulent rien nous donner.»

«Ces écoles n'ont pas de gymnase ni de cafétéria, a ajouté Michael George. Les deux écoles que nous louons à la CECM dans l'ouest de la ville sont en excellente condition et elles ont un gymnase.»

En septembre 1991, les commissaires de la CEPGM avaient décidé de mettre en vente les deux écoles louées à la CECM afin de recueillir l'argent nécessaire pour construire une école dans l'est de la ville s'ils ne pouvaient obtenir Jean-Nicolet, ce que la CECM a qualifié de chantage inacceptable.

Le feront-ils?

Le Conseil des commissaires devra prendre la décision lors de sa prochaine réunion qui devrait avoir lieu à la mi-juin mais le président Allan Butler a été catégorique. «J'ai besoin d'une école décente dans l'est de la ville, a-t-il déclaré, et le ministre Pagé doit me donner l'argent nécessaire pour construire une nouvelle école sinon je vais mettre les enfants de la CECM dans la rue.»

L'ex-directeur général de la CECM au banc des accusés

PIERRE BELLEMARE

■ Les couteaux volent bas au procès de l'ex-présidente de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), Mme Denise Soucy-Brousseau, accusée d'avoir falsifié une note de restaurant de 390 $ pour laquelle elle a exigé un remboursement.

L'avocat de la défense, Me Jean-Claude Hébert, a détourné l'attention du jury, présidé par le juge Jean-Guy Boilard, en soumettant à un contre-interrogatoire serré l'ancien directeur général de la CECM, M. Laurent Portugais.

C'est lui qui a dénoncé Mme Soucy-Brousseau, le 17 avril 1991, et qui a réclamé, douze jours plus tard, une enquête auprès du procureur général du Québec, M. Gil Rémillard.

Mais Me Hébert a épluché quelques-uns des comptes de dépenses somptuaires, sous le regard amusé de l'accusée, comme si la personne jugée était M. Portugais lui-même.

La défense, documents à l'appui, a démontré que M. Portugais avait le don de choisir les meilleurs restaurants, supérieurs même au Castillon de l'hôtel Bonaventure, où Mme Soucy-Brousseau a partagé le repas, le 4 janvier 1991, avec son mari et le couple Millette.

Mme Soucy-Brousseau a exigé le remboursement de ce repas de 390 $, en prétendant l'avoir pris le 1 février 1991 en compagnie du ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, ainsi qu'avec l'adjoint parlementaire et député libéral de Sauvé, M. Marcel Parent, et M. Paul Beauchamp, attaché politique du ministre.

L'accusée a d'ailleurs admis, en fin d'après-midi, avoir falsifié la facture du restaurant, peu après s'être amenée à la barre des témoins, où elle poursuit aujourd'hui son témoignage.

Vengeance?

Quant à Laurent Portugais, il a passé près de cinq heures à la barre des témoins, hier et avant-hier, pour tenter de justifier ses propres agissements à la CECM, dont il a été le fonctionnaire numéro un de 1985 jusqu'à sa démission, il y a quelques mois.

D'une part, il n'avait aucune autorisation à recevoir pour engager des dépenses de repas ou de représentations. M. Portugais, qui se targue d'avoir fait preuve de rigueur administrative, indique qu'il «avait certains privilèges qui n'étaient pas accordés aux autres membres de la direction».

D'autre part, il «se sent très à l'aise» d'avoir profité de la bonne table, chez Bruyère à Québec, un restaurant haut de gamme, puisqu'il aurait ainsi obtenu, à chacune de ses visites au ministère de l'Éducation, «des millions additionnels pour la CECM», dont le budget se situe à environ 600 millions par année.

Ainsi, le 1er et le 14 septembre 1991, M. Portugais s'est offert deux repas de 254 $ et de 253 $, dont l'un avec Me Christiane Benoit, secrétaire générale adjointe de la CECM, avec qui il dit entretenir des «relations cordiales».

M. Portugais a toutefois soustrait 114 $ de sa note d'hôtel de 232$ à l'Auberge des Gouverneurs du centre-ville de Québec, le week-end de la fête du Travail 1991, parce qu'il a prolongé son séjour dans la Vieille Capitale «pour fins personnelles».

Lors d'une séance de travail à Sainte-Adèle, le 19 octobre 1990, M. Portugais a aussi signé une facture de 205 $ au restaurant L'eau à la bouche, une dépense qui, selon lui, «est conforme à mes pouvoirs et au budget dont je dispose».

Le 27 février 1991, au Bar Alphonse, un restaurant chic de Sillery, l'ex-directeur général de la CECM a pris un autre repas de 279 $, là aussi accompagné d'une autre personne. Au passage, M. Portugais a indiqué que les cadres et fonctionnaires de la CECM ont le pouvoir d'inviter des amis au restaurant, en autant que ces dépenses soient inférieures à dix p. cent du budget de leur unité de travail respective.

L'avocat de la défense a tenté de démontrer que M. Portugais, loin d'être pur dans sa tendance à s'offrir des repas de roi sur le bras de la princesse, avait lancé une offensive contre Mme Soucy-Brousseau lorsqu'elle l'a prévenu que son renouvellement de mandat, en mai 1991, allait être remis en question.

«La question de la facture du Castillon aurait pu être réglée à l'interne, sans alerter le procureur général et provoquer ainsi un tel procès», a suggéré Me Hébert.

Le témoin Portugais a répliqué qu'il «en avait assez de l'ingérence politique de Mme Soucy-Brousseau» et que cette affaire, à saveur de scandale, suffirait à amener la présidente à résilier sa fonction, qu'elle occupait depuis le début de décembre 1990 après avoir été commissaire depuis 1987.

Un autre témoin de la défense, Mme Nicole Ranger, membre du conseil de direction de la CECM, a affirmé au jury que M. Portugais «ne voulait pas laisser un pouce à Mme Soucy- Brousseau», après son accession à la présidence. «Ce que M. Portugais a fait sous la présidence de Michel Pallascio, il ne voulait pas le refaire sous la nouvelle présidente», dit-elle.

Me Hébert a laissé entendre que M. Portugais a conclu un marché avec l'opposition à la CECM (le MEMO) pour se débarrasser de Mme Soucy-Brousseau en l'impliquant dans un tel scandale.

On en est aujourd'hui à la quatrième journée du procès devant jury; le témoignage de Mme Soucy-Brousseau se poursuit.

ROBERT DUGUAY

Pas d'alcool, pas de femmes...

■ Hiiiiiii... tonitruent à l'unisson trois madames d'un certain âge pendant que la roue accomplit sa dernière révolution... tap-tap-tap... fait la languette avant de s'arrêter sur la case marquée Paul, qui paye 40 fois la mise, tout comme la dénommée Labbée, ainsi désignées en l'honneur de Monsieur Bingo lui-même, devenu Monsieur Casino pour répondre aux exigences toujours plus élevées des gamblers du Québec.

La madame en bleu avait misé un jeton bleu sur Paul et a empoché ses 40 $ avec une joie non dissimulée.

Les parieurs sont moins démonstratifs aux tables de black jack. À ce jeu-là, voyez-vous, il faut savoir compter, une petite distraction et votre jeton noir à 50 $ va rejoindre ses semblables à la banque du donneur.

En sa quatrième journée d'activité, le Grand Casino du Palais des Congrès fonctionne à plein régime; en ce mardi soir, il faut attendre au moins une heure avant de pouvoir se trouver un siège à une des 100 tables de jeu... ou pour le récupérer si on s'est fait laver et que l'on doit passer au comptoir, là-bas au fond, où on vous remettra du «cash» sur présentation de votre carte de crédit...

«... une activité qui démontre que l'autofinancement du loisir et du sport au Québec peut se faire de façon à la fois dynamique et attrayante...» affirme le communiqué de presse émis par la Société de développement du loisir et du sport du Québec (M. Pierre Bibeau, directeur général), «le public est invité à venir en grand nombre pour se laisser gagner au plaisir de ces jeux».

À sept joueurs par table (dont un seul, selon les statistiques, va sortir gagnant de sa soirée), avec des frais d'admission de 8 $, la Société de développement du loisir et du sport du Québec va faire une jolie passe avec le plaisir du public.

Monsieur Bingo itou.

Cette activité à la fois dynamique et attrayante s'inscrit dans le cadre des célébrations du *World Bowl*, une compétition sportive qui devrait attirer une foule considérable au stade Olympique samedi soir.

«Passé les 35000 spectateurs, on n'espère plus que le monde vienne assister à une partie de football mais participer à une grande fête populaire», explique M. Roger Doré, propriétaire de la Machine et promoteur de l'événement.

M. Doré a passé une saison frustrante. Sa Machine a bloqué après avoir connu un début prometteur et «le momentum a été brisé».

«Nous sommes redevenus la même équipe que l'an passé alors que les autres formations s'amélioraient. Il ne faut pas essayer de passer un produit de moindre qualité aux amateurs de sport de Montréal, à un moment ou l'autre, le lastic te r'frise sur le nez...»

Il est toutefois assez fier des 36000 billets vendus, dont «quelques milliers à des Américains qui viendront passer quatre-cinq jours chez nous».

«Avec le blitz que nous allons entreprendre jeudi midi (aujourd'hui), nous allons générer encore plus de bruit et atteindre, sans doute, les 40000 spectateurs...»

Une réussite?

«Les gens de la ligue semblent satisfaits».

* * *

Gilles possède un petit commerce qui marche bien. Il lui arrive de fermer tôt le samedi après-midi pour aller lancer les dés à Atlantic City.

«C'est là que les vrais gamblers de Montréal vont jouer. Ici, c'est de la gogosse...»

De la gogosse?

«Là-bas, quand ça ne marche pas à une table, tu peux aller changer ta luck à une autre sans avoir à attendre pendant des heures; là-bas, le monde sait jouer, t'as moins de chances de te retrouver avec des ti-gusses qui fuckent la table...»

Mais ça coûte cher, le transport, la bouffe, la chambre...

Gilles sort tranquillement de sa poche la publicité qu'il a découpée dans un journal: «Atlantic City, samedi nuit blanche».

«L'aller-retour me coûte à peu près 70 $ si je soustrais les bonis qu'ils donnent aux parieurs fréquents à leur arrivée au casino. Les drinks sont gratuits, la bouffe, les shows et la chambre aussi.

«Si tu calcules combien les gogosses de Labbée coûtent, 8 $ d'entrée, 5 $ de parking, 4,50 $ pour un sandwich au fromage, 3,50 $ pour un verre de Pepsi tiède...»

Il doit bien y avoir quelques inconvénients?

«Deux. L'alcool gratis et les belles grandes jeunes filles qui viennent te passer les seins sur le bord des oreilles quand tu commences à gagner un peu trop souvent. L'alcool et les femmes, faut pas toucher à ça quand on joue...»

FORT LAUDERDALE
DÉPARTS DE DORVAL
C'EST IDÉAL!
SOL VAC La Sensation Vacances
CANADA 3000 BOEING 757 Lignes Aériennes
* Nos prix comprennent taxes et frais de service

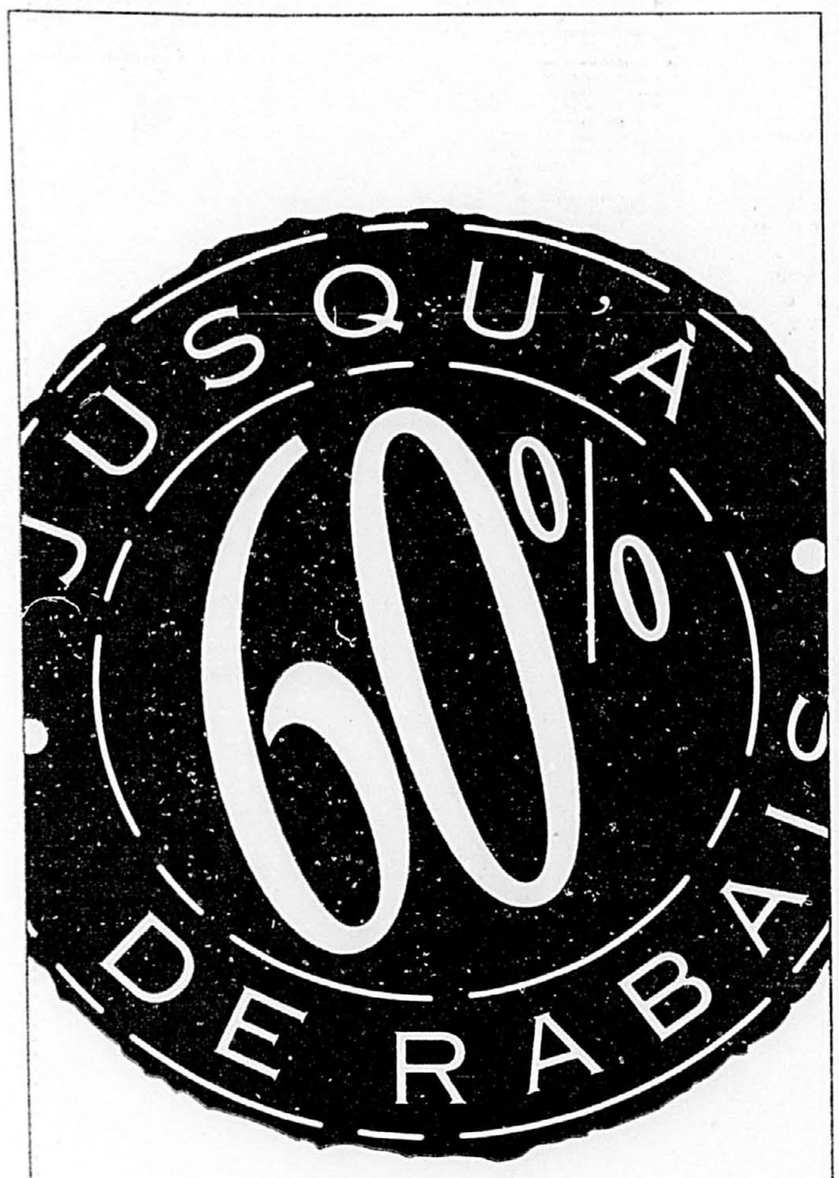
LES VACANCES TOTALES*
VOL SEULEMENT ALLER RETOUR

7 ET 14 JUIN	21 ET 28 JUIN	5 JUILLET AU 23 AOÛT
200$*	258$*	372$*

VOYAGES BEL-AIR INC.
Associé à P Lawson Travel et Harvey's Travel Limited

PLACE VILLE-MARIE	871-8330	KIRKLAND	697-8116
RUE STANLEY	287-1087	LAVAL	682-1493
WESTMOUNT	931-3843	COWANSVILLE	263-9990
POINTE-CLAIRE	697-5272	QUÉBEC	527-9944
		BEAUCE	387-3633

PERMIS DU QUÉBEC



Jusqu'à 60% de rabais
sur les plus grandes collections européennes
de vêtements pour hommes.

HENRI VEZINA
920, rue Sherbrooke O., Montréal. 844-1971
2520, boul. Daniel-Johnson, Laval. 686-6800

Le tribunal permet à un transsexuel de voir ses enfants habillé en femme

SUZANNE COLPRON

■ M. Veilleux pourra dorénavant jouer à la maman avec ses deux enfants.

De fait, une entente est intervenue mardi, au palais de justice de Roberval, accordant à ce transsexuel, en processus de transformation, le droit de visiter ses filles en s'habillant en femme.

Un précédent jugement, rendu en septembre 1991, par le juge Gaston Harvey, lui enjoignait de ne pas «se déguiser» en présence de ses enfants de quatre et six ans. M. Veilleux se bat depuis le 12 septembre 1991 pour obtenir la garde légale de ses fillettes. Il devra revenir en cour le 8 juillet prochain pour connaitre la décision du juge dans ce dossier.

En attendant, un psychologue rencontrera les petites pour tenter de savoir si leur relation avec un père transsexuel est un facteur de traumatisme.

Une première évaluation psycho-sociale a eu lieu il y a trois mois à la demande du tribunal. Toutefois, de l'avis de l'avocat de M. Veilleux, cette étude donnait un éclairage trop général de la situation. L'expertise du psychologue Clément Côté portera plus spécifiquement sur les réactions des enfants face à leur père.

M. Veilleux, âgé de 26 ans, s'habille en femme depuis maintenant dix mois, mais sa voix demeure celle d'un homme. Et pas seulement sa voix. On devine vite en le voyant que sa transformation sexuelle est encore inachevée.

En fait, elle ne fait que commencer. Cet homme, qui fait cinq pieds neuf pouces et pèse 155 livres, se questionne sur son véritable sexe depuis qu'il a 13 ans. Mais ce n'est qu'en janvier dernier que ces traitements hormonaux ont débuté. Entre-temps, il a été marié et il a eu deux enfants. Et jusqu'à l'an dernier, il travaillait en mécanique-hydraulique et exerçait le métier de soudeur.

Aujourd'hui, M. Veilleux ne travaille plus et subsiste grâce aux prestations de l'aide sociale. Il a quitté le Lac-Saint-Jean au lendemain de sa séparation pour retourner vivre dans la ville qui l'avait vu grandir, Saint-Hyacinthe.

Seizième enfant d'une famille de 16, il se dit profondément attaché à ses filles. «Sans elles, confie-t-il, je ne suis rien. Je ne peux pas vivre sans mes enfants. Je m'en suis toujours beaucoup occupé.»

Son aînée est née avant son mariage, en 1987. M. Veilleux assure que sa femme était au courant de ses problèmes et de ses interrogations. Il avait l'habitude de s'habiller en femme au début de leur fréquentation. Ensemble, ils ont consulté un psychologue, un psychiatre et un sexologue.

Mais rien n'y fit. Leur séparation a eu lieu en juillet 1991 et les procédures de divorce ont été entreprises le mois suivant. Dans un premier temps, le juge a accordé la garde légale des enfants à leur mère et permis au père de les voir cinq semaines par année.

Cette entente a été modifiée en septembre afin de permettre à M. Veilleux de sortir ses enfants un week-end toutes les deux semaines. Une clause spécifiait toutefois qu'il ne devait pas se déguiser en présence de ses filles.

M. Veilleux est représenté par Me Michel Loranger qui affirme que son client n'est pas différent des autres si «on fait abstraction de son processus de transformation sexuelle.» «Son dossier permet de dire qu'il a des chances d'obtenir la garde légale de ses enfants», déclare-t-il.

M. Veilleux se bat depuis septembre 1991 pour obtenir la garde de ses enfants. En attendant la décision du juge, il pourra toutefois les voir, déguisé en femme. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT

Au haut de la Cowansville, il y avait en permanence un pictogramme annonçant la présence d'une niveleuse

C'est ce qui ressort d'un témoignage à l'enquête du coroner sur la mort de la jeune skieuse Cindy Reeves

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

GRANBY

■ Une heure avant le tragique accident qui a coûté la vie à une jeune skieuse, le 6 mars dernier, deux dameuses travaillaient en même temps dans la piste Cowansville, de la station touristique Bromont, sans que son accès en soit pour autant interdit. Quand Cindy Reeves, 16 ans, est entrée tête première dans une dameuse dans la même piste, l'appareil était arrêté à une cinquantaine de pieds du bord de la pente.

C'est ce qui ressort du témoignage de l'opérateur de la dameuse meurtrière, Richard Green, rendu, hier, devant le coroner Anne-Marie David au Palais de justice de Granby.

Dans une déclaration signée à un policier municipal peu après la tragédie, M. Green fait état qu'au moment de l'accident sa niveleuse était en train de refaire le surfaçage de la piste.

Mais hier, ce n'était pas du tout la même chose. Quand il a vu quatre jeunes gens — trois garçons et une fille — venir assez rapidement, le témoin affirme qu'il ne faisait que passer dans la Cowansville pour se diriger vers une autre piste (l'autre dameuse avait quitté depuis plus d'une heure). Dès qu'il a aperçu la jeune fille tomber, il a stoppé sa machine. Le groupe skiait plus rapidement que les autres skieurs, en ne faisant pas de slalom, ni de descente rapide.

Pour ce qui est de sa déposition signée à l'agent André Gélinas, de la police municipale de Bromont, il affirme que le policier a mal interprété ses propos. Il jure n'avoir pas parlé à qui que ce soit, incluant son patron Robert Desourdy, de cette tragédie entre le moment de l'accident et son témoignage fait devant le coroner David.

«Mais vous l'avez signé cette déclaration», lui a rappelé Me Mayrand.

Entre 19h et 20h le 6 mars, deux dameuses étaient à l'oeuvre dans la Cowansville en se promenant de bas en haut, pendant que les skieurs passaient à quelques centimètres d'elles.

Pour ce qui est de l'accident, il souligne avoir vu Cindy Reeves chuter et tomber à plat ventre. La piste était belle, il ne sait pas ce qui a entrainé la chute. Elle a glissé et est entrée de plein fouet dans l'appareil et son front a heurté la pelle de l'appareil qui était baissée. Insconsciente, l'adolescente a par la suite rebondie pour retomber sur le dos, la tête vers le haut de la piste.

Selon l'opérateur, il y a en haut de la Cowansville un pictogramme installé en permanence annonçant qu'une niveleuse est à l'oeuvre. Cette pancarte permanente, de l'avis de Guylaine Maurais, de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, porte à confusion. Tellement habitués à la voir, il est normal que les skieurs n'y portent pas attention.

«C'est comme si l'on installe en permanence dans une rue une pancarte annonçant que des ouvriers sont à l'oeuvre et que la plupart du temps, il n'y a pas de travaux d'effectués. Les automobilistes n'en tiennent finalement pas compte», a murmuré un expert qui sera appelé à témoigner aujourd'hui pour la famille Reeves.

Un jeune homme, membre de l'Alliance des moniteurs de ski du Canada, Pierre-André Blais, est venu jurer que Cindy était une skieuse élite et qu'elle pouvait sans danger descendre sur ses planches toutes les pistes de Bromont.

L'accident qui a coûté la vie de Cindy s'est produit vers 21 h. C'est son père, Tom Reeves, qui a alerté la police municipale de Bromont, à 23h30, qu'un accident grave s'était produit à la station de ski. A ce moment, l'adolescente était à l'hôpital de Cowansville et elle n'était pas encore morte. Elle est décédée tôt le 7 mars. Rien n'a été fait à l'annonce du décès pour protéger la scène de l'accident en attendant que les policiers viennent y faire leur enquête.

Le premier policier à se rendre dans la piste Cowansville, le samedi, fut le chef de la police municipale de Bromont, Réal Ouimet. Il a demandé à M. Green de le conduire à l'endroit où l'accident s'était produit.

Il a reconstitué l'accident en demandant à l'opérateur de placer sa machine au même endroit que la veille. Puis il a pris des photos. Pour ce qui est des distances, il les a pris à peu près car M. Ouimet n'avait pas de ruban à mesurer.

Par contre, le chef de police n'a jamais pu vérifier si tous les projecteurs éclairant la piste fonctionnaient au moment de l'accident car, dans les jours suivants l'accident, la station a fermé à cause des mauvaises conditions climatiques.

L'enquête du coroner, dont les objectifs sont de déterminer les circonstances exactes de l'accident et de formuler si nécessaire des recommandations pour éviter que d'autres tragédies semblables ne se produisent, reprendra aujourd'hui. Les trois adolescents qui accompagnaient Cindy doivent témoigner, tout comme un témoin oculaire de l'accident et un policier. Les audiences doivent prendre fin demain.

RÉSULTATS loto-québec

Banco — Tirage du 92-06-03

3	6	10	13	18
19	21	24	26	30
33	34	41	44	46
53	55	56	58	60

Prochain tirage: 92-06-04

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

S'il arrive à 10 h 35, il est temps d'ajuster votre montre.

Les gens de Purolator couvrent mieux le territoire canadien qu'aucune autre entreprise de messageries.

Rien n'arrête les gens de Purolator.

Nouvelle adresse

Le Centre d'emploi du Canada situé au 2600, rue Ontario Est

DÉMÉNAGE

À compter du lundi 8 juin 1992, les services d'emploi et d'assurance-chômage offerts par le Centre d'emploi du Canada situé sur la rue Ontario Est seront regroupés au

Centre d'emploi du Canada Centre-ville
2085, rue Union
2e étage
Montréal, Québec
H3A 2C5

Téléphone : 283-4444 (emploi)
496-1101 (assurance-chômage)

Veuillez noter que le Centre situé sur la rue Ontario fermera ses portes le vendredi 5 juin à midi.

Emploi et Immigration Canada — Employment and Immigration Canada — Canada

Montréal verra à rendre inaccessibles les terrains vagues fortement contaminés du projet Angus

GILLES GAUTHIER

■ La Ville de Montréal s'assurera que les jeunes enfants ne pourront avoir accès aux deux terrains fortement contamnинés des habitations Angus.

La Presse indiquait la semaine passée qu'on a trouvé dans le sol de ces terrains des concentrations de plomb atteignant 8290 parties par million alors que la norme suggérée pour l'habitation est de 500. De fortes densités de cuivre, huiles et graisses minérales et zinc ont aussi été découvertes.

Pour ne pas engager directement sa responsabilité et pour éviter d'assumer les coûts, la Ville agira toutefois par le biais de la Société des terrains Angus (SOTAN), qui est propriétaire des deux terrains. Le ministère des Affaires municipales, par le biais de la Société d'habitation du Québec (SHQ), et la Ville sont actionnaires à parts égales de la SOTAN, une société paramunicipale.

La municipalité entend ainsi donner suite à une recommandation du Département de santé communautaire (DSC) de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, qui a demandé que les deux terrains vagues soient inaccessibles jusqu'à ce que des études de caractérisation des sols de surface aient été effectuées.

Le DSC a également demandé hier, dans des lettres adressées à la SOTAN, au service de la planification et de la concertation de la Ville et au ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ), que ces analyses soient effectuées sur tous les terrains des habitations Angus.

Quelque 2600 logements ont été construits depuis 1985 sur cette ancienne propriété des usines Angus du Canadien Pacifique, où s'effectuaient la construction et la réparation des locomotives, wagons et voitures.

Une étude de caractérisation des sols a été effectuée par une firme privée pour les deux terrains vagues et par le laboratoire de la Ville dans la partie habitée. Dans les deux cas toutefois, on a analysé le sous-sol et non la surface. Le laboratoire de la Ville a également limité sa recherche au sol des parcs et des rues, omettant celui des habitations.

Le DSC est «porté à croire» que les sols contaminés de la partie habitée ont été transportés ailleurs lorsqu'on a procédé aux excavations et qu'une couche de bonne terre a été étendue avant que le gazon ne soit posé.

Mais le coordonnateur du module de santé environnementale, Luc Lefebvre, veut en avoir le coeur net et obtenir un avis éclairé. Québec, Montréal et la SOTAN devront déterminer quand et par qui seront effectuées les analyses et qui en assumera les coûts. Le DSC entend être consulté sur la nature et le nombre d'échantillons qui seront prélevés et les endroits d'où ils devront provenir.

S'il y a des contaminants en surface, le DSC pourrait demander une analyse des poussières de rues pour déterminer si les autres terrains des usines Angus, qui ont fermé leurs portes il y a quelques mois, ne porteraient pas des contaminants que le vent pourrait transporter.

Un des terrains vagues longe l'avenue Mont-Royal et l'autre le boulevard Saint-Michel. Québec et Montréal sont à couteaux tirés au sujet de ces propriétés, les seules que la SOTAN n'a pas encore vendues. La municipalité a proposé de s'en porter acquéreur mais les deux parties ne s'entendent pas sur le prix, à cause notamment des coûts de la décontamination.

Notre vision de la performance:
Des chaussures au millimètre près.

Contrairement aux autres marques, les chaussures de sport New Balance sont offertes dans toute une gamme de largeurs. Elles épousent donc mieux votre pied. Et forcément, vos performances s'en trouvent améliorées.

new balance

La façon géniale de réaliser des chaussures.

	CHOIX DE LARGEURS 2A B D 2E 4E
HOMMES	
M997 - Course	
M580 - Course	
MK806 - Marche	
CXT770 - "Cross-Court"	
CT540 - Tennis	
FEMMES	
W520 - Course	
WF625 "Cross-Court"	
Certain choix de largeur sur commande:	

BOUTIQUE COURIR

Longueuil
1745, chemin de Chambly
(angle boul. Curé-Poirier)
674-4436

Montréal
4452, rue Saint-Denis
(angle av. du Mont-Royal)
499-9600
Mont-Royal

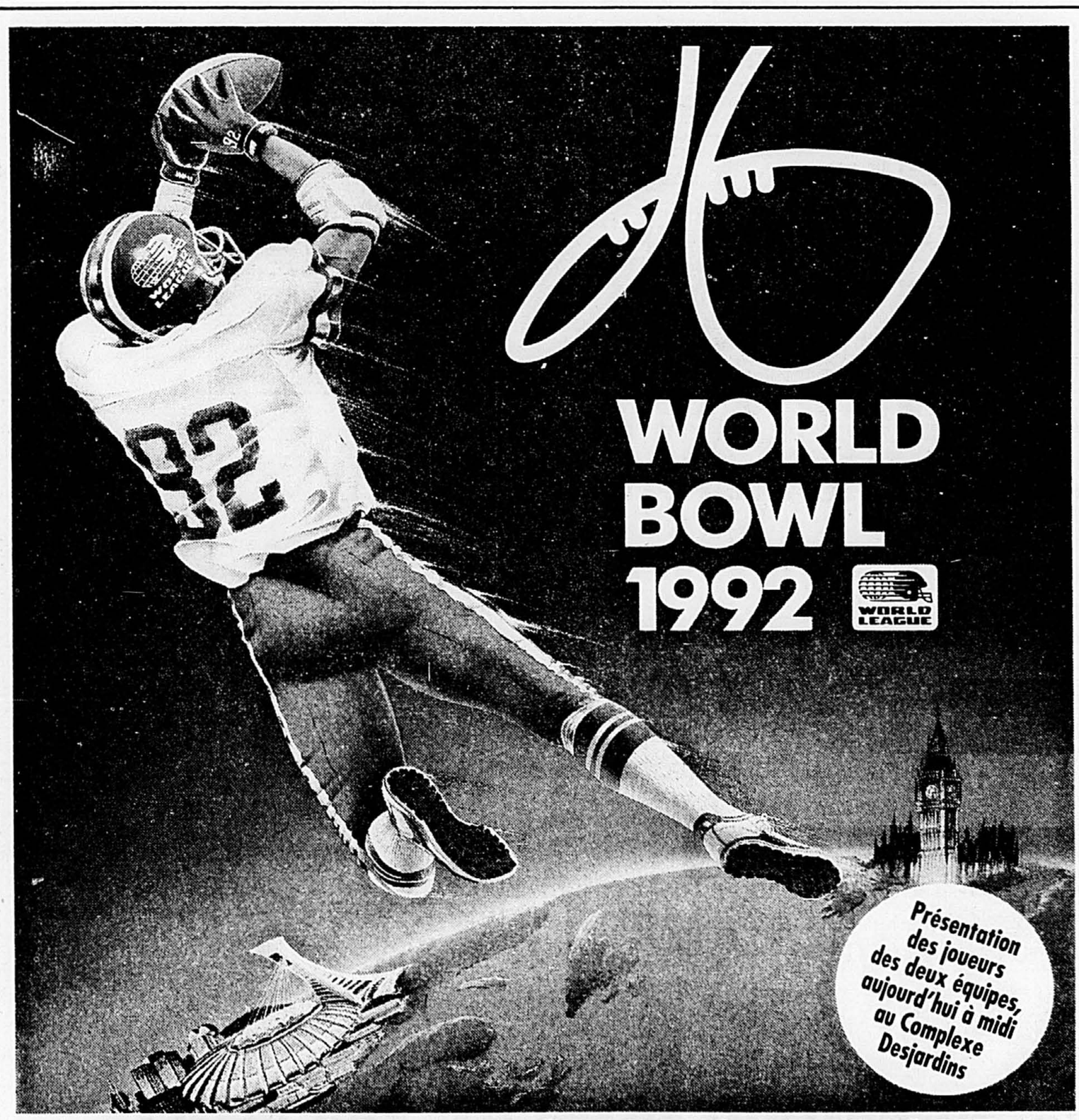
1785697-523

Les policiers de Laval mettent fin à leur grève du zèle

■ Les automobilistes qui circulent à Laval ont intérêt à respecter les limites de vitesse. Les policiers ont décidé, hier, de mettre fin à leur grève du zèle et d'émettre des contraventions pour les infractions au Code de la sécurité routière.

Depuis le 22 décembre, mécontents du déroulement des négociations concernant le renouvellement de leur contrat de travail, les policiers lavallois sortaient leur crayon et calepin dans les cas d'offenses jugées flagrantes ou trop graves.

À la demande du bureau de direction du syndicat, ils ont cessé ces moyens de pression, hier. Le président, André Nadon, affirme avoir bon espoir d'en venir à un règlement au terme d'un «blitz» de neuf journées consécutives de négociation qui doivent commencer le 15 juin prochain.



SAMEDI 20 h, AU STADE OLYMPIQUE
TOUT UN SPECTACLE EN PERSPECTIVE!

WORLD BOWL 1992
Les deux attaques les plus explosives de la Ligue Mondiale de football se font face, le Thunder d'Orlando et le Surge de Sacramento.
Un match des plus spectaculaires vous attend, ce samedi à 20h au Stade olympique.
Face à face: David Archer du Surge et Scott Mitchell du Thunder, les deux meilleurs quarts-arrières du circuit, feront tout pour mettre la main sur la précieuse sphère de cristal et remporter le titre de champion du monde de football.

À la mi-temps, vous pourrez voir un super spectacle regroupant plus de 700 figurants et mettant en vedette le chanteur rock Mickey Thomas du groupe Starship. ***Le World Bowl 1992, un événement historique à ne pas manquer.***

N'oubliez pas!
Votre billet du World Bowl vous permettra également de vivre l'**Expérience NFL** présentée au Stade olympique le jeudi **4 juin**, de 16h à 22h, le vendredi **5 juin**, de 16h à minuit** et le samedi **6 juin**, de 10h à 19h.

Siège réservé à partir de 20$.
Achetez vos billets dès maintenant.
Admission*:
522-1245 Mtl.
1-800-361-4595 Ext.
Les billets sont en vente au guichet du World Bowl au Stade olympique. Aujourd'hui de 10h à 21h30, demain de 10h à 23h30, samedi dès 10h. Ainsi que dans tout le réseau Admission*.
*Frais de service en sus.

Admission:
Adultes (13 ans et plus) **6$**
Enfants (de 2 à 12 ans) **3$**
Enfants (de moins de 2 ans) **gratuit**
Détenteurs de billets du World Bowl gratuit
** Détenteurs de billets des Expos pour le programme double du 5 juin.

Pierre Foglia

Carnet de voyage

La pornographie c'est le cul représenté de façon à faire bander les épiciers, les beaufs, les vieux, les mononcles et les assistants-gérants de caisses populaires.

La porno-géographie c'est la représentation en couleur d'un lac, d'une montagne, d'une plage, d'un village et de son clocher, pour faire bander les mêmes quand ils sont en vacances.

La pornographie rend sourd. La porno-géographie rend aveugle ou presque. Il suffit d'un palmier, d'un jet d'eau, d'une gondole, d'une petite montagne de rien du tout pour cacher la réalité au touriste.

Je ne parle pas de la réalité socio-économique dont je n'ai rien à foutre. Je parle du fond de l'air.

Lundi matin à Ménaggio, petite station sous les pins au bord du lac de Côme, cinquante Allemands de l'âge d'or débarquaient d'un bateau pour embarquer dans un autobus qui devait les mener à la gare d'un chemin de fer à crémaillère. Vive les transports! C'est pu des vacances, c'est Paris-Dakar.

Évidemment dans leur hâte de tout voir, ils n'auront pas remarqué qu'en ce beau lundi matin, les volets étaient fermés dans tout le village. Et ils n'auront pas aperçu non plus la femme en chemise de nuit qui bâillait sur le balcon fleuri juste au-dessus du débarcadère.

Mais les roses si, ils les ont vues. Et les murs des maisons, couleur de pain trop cuit. C'est écrit tel quel dans leurs dépliants porno-géocrates: *Ménaggio et ses murs couleur de pain trop cuit*.

Par contre ils n'ont pas noté que Luigi, l'employé du débarcadère, avait manqué deux fois la corde que lui lançait le matelot de leur bateau. Ils n'ont pas vu non plus avec quel mépris Luigi avait ignoré les sarcasmes du matelot. Et avec quelle distinction il avait récupéré le cure-dent coincé derrière son oreille pour le mettre dans sa bouche.

Combien on parie que pas un de ces vieux Allemands ne s'est aperçu que les lundis matins n'existaient pas au bord du lac de Come?

À Ménaggio, les dimanches farnientent sous les pins jusque vers trois heures et demie de l'après-midi le lendemain. C'est à peu près l'heure où Luigi émerge, enfin réveillé, des pages roses de sa Gazetta des sports...

o

Lugano un soir. Un Suisse attend l'autobus à la station Bagno Pubblico. Il regarde l'horaire affiché. Puis sa montre. L'autobus arrive. Le voyageur suisse monte et dit au chauffeur suisse:

— Vous êtes en retard. Quatre minutes.

Le chauffeur ne répond pas. L'autre insiste:

— Presque cinq.

Alors le chauffeur se tourne vers moi, et en italien:

— Vous n'êtes pas Suisse?

— Non je suis Québécois...

— Che bellezza! (quelle beauté)

o

Un autre soir il pleuvait. J'entre dans une église pour m'abriter. San Rocco. On y priait en français, des moines du Valais. Pas vraiment des prières. Les moines parlaient à Dieu simplement, lui disaient qu'ils l'aimaient, c'était très doux et très beau. J'ai su que ces moines étaient des moines guérisseurs. Les fidèles étaient si nombreux dans les allées, cancéreux et infirmes, que je n'ai pu m'approcher. Je ne saurais dire combien de malades les moines ont guéri ce soir-là, mais pour moi, coincé comme je l'étais entre le bénitier et la porte qui s'ouvrait sans arrêt, dans le courant d'air, j'ai attrapé la grippe.

o

Note pour les cyclistes. On vient de partout en Europe pour «faire» les cols du Tessin et de la Lombardie. Le St-Gotthard. Le Lucomagno (facile et magnifique). Le San Bernardino...

Ne pas se fier à l'altitude mais à la dénivellation. Les plus courts sont les plus durs. Indispensables: les guides *Salite della Lombardia* et *Passi e valli in bicicletta, canton Ticino*. Même en italien, les graphiques vous diront tout de la montagne et de votre douleur à venir... Avant d'avoir le guide je me suis farci un col de huit kilomètres à 11% de moyenne! Si j'avais eu le livre je serais passé ailleurs.

o

Je ne sais plus quand, parlant des voyages du presse, je disais: «C'est comme ça que se remplissent les pages de tourisme des grand quotidiens du monde»...

La réaction ne s'est pas fait attendre. Des confrères syndiqués m'ont sentencieusement fait observer que les grands journaux anglophones du Canada, nommément le *Toronto Star* et le *Globe and Mail*, refusent les voyages de presse. Par exemple, pas un de leurs journalistes ne se serait compromis dans le genre de voyage que je viens de faire.

Eh bien je dis bravo mon vieux.

Sauf que... Sauf que les cinq confrères qui m'accompagnaient dans ce voyage de presse sur le bras sont tous des free-lance anglophones et devinez à qui ils vendront leurs papiers en forme de couchers de soleil sur le lac de Lugano? Eh bien ils les vendront notamment au *Globe and Mail* et au *Toronto Star*...

C'est très anglais ça. D'abord sauver les apparences. Après bof, après on s'arrange...

o

Réactions encore, anonymes celles-là, mais tout autant impatientes, à mon affirmation de lundi: «Swissair la meilleure compagnie aérienne du monde».

OK, je me suis trompé. C'est la deuxième meilleure. La première c'est Singapore Airline (classement établi par les lecteurs des plusieurs revues de voyage dont Condé Nast). Viennent ensuite dans l'ordre, Lufthansa, Thai International, Japan, KLM, SAS, Qantas... Non, pas d'Air Canada, ni d'Air France. Et la seule américaine dans les dix premières: Alaska Airlines. Que j'ai pas hâte de prendre d'ailleurs...

o

Petites curiosités de la presse helvète... À la une de l'édition de dimanche du quotidien *La Suisse*, grande photo couleur de Céline Dion... *Voyage au bout de l'enfance*, titre inspiré d'une entrevue qui ne l'est pas du tout, notre Céline y dit des choses comme: *«Je suis la cadette de 14 enfants et j'ai l'impression d'être leur mère»*. C'est drôle, moi, quand je vois Céline, ou quand je l'entends, c'est pas «maman» qui me vient à l'esprit. C'est ma tante.

Aéroport de Zurich. Dernier mille de ce voyage de presse pour nous vendre la Suisse. Avec mes derniers cinq francs j'achète *L'Hebdo*, version helvète sur papier glacé de notre *Actualité*. Manchette de l'enquête de la semaine: *Le tourisme suisse creuse sa tombe*. Dans l'éditorial: *... La Suisse se résigne à n'être qu'une pourvoyeuse de prospectus médiocres*. Dans le texte: *... Une politique tarifaire surfaite. Les Suisses considèrent un peu trop souvent les touristes comme des vaches à lait... un séjour comparable coûtera 30% moins cher en Autriche...*

Eh bien mon vieux! Ils n'avaient vraiment pas besoin de moi pour foutre le bordel!

EXPOSITION DE TIMBRES
Millions de timbres, enveloppes et cartes postales présentés et offerts par 70 détaillants
5 - 7 JUIN
A la place Bonaventure
Montréal
Ven.: 11h à 20h Sam.: 10h à 18h Dim.: 10h à 17h
ADMISSION GRATUITE
Ensembles philateliques GRATUITS pour visiteurs de moins de 15 ans
$3,000 en prix d'entrée, tirage à toutes les heures

Un étudiant poignarde un policier

■ Un adolescent de 16 ans a poignardé un policier, hier, à la polyvalente Sieur de Coulonges, à Fort-Coulonges, dans l'Outaouais.

L'incident s'est produit vers 14 h 15. Deux policiers de la SQ se sont présentés au bureau du directeur, où se trouvait le jeune suspect, pour l'interroger relativement à une affaire de trafic de drogue. L'un des policiers a par la suite rencontré en privé l'adolescent, dans un local de l'établissement.

C'est pendant cette conversation que l'inculpé a sorti un couteau. Selon la SQ, il a alors « piqué » le policier à la cuisse, lui lacérant une artère et lui fracturant le fémur.

La victime, l'agent Raynald Paquin, a été transportée d'urgence à l'hôpital de Shawville. Devant la gravité de ses blessures, il a plus tard été transféré au Centre hospitalier de l'Outaouais, à Hull, où son état était jugé stable, hier soir.

L'enquête a été confiée à la section des crimes majeurs de la SQ de Hull. L'adolescent, longuement interrogé par les policiers, hier soir, sera vraisemblablement inculpé de voies de fait avec lésions graves, devant le Tribunal de la jeunesse.

Les corps des alpinistes québécois récupérés

■ Le corps des quatre alpinistes québécois ayant fait une chute de 914 mètres au mont McKinley, dimanche, ont été récupérés hier.

Un porte-parole de ce parc national de l'Alaska a fait savoir que des secouristes en hélicoptère Lama ont pu recueillir les cadavres, à 4877 mètres d'altitude, en raison du beau temps. Ils seront rapatriés au Québec d'ici quelques jours.

Rappelons que les quatre alpinistes, Simon Proulx, 42 ans, son fils Christian, 18 ans, et Alain Potvin, 38 ans, de Sept-Îles, ainsi que Maurice Grandchamp, 29 ans, de Montréal, avaient entrepris il y a quinze jours l'ascension de la plus haute montagne d'Amérique du Nord. Grands spécialistes des sports de plein air, ils ont effectivement atteint le sommet, situé à 6200 mètres d'altitude, samedi soir, mais c'est en redescendant qu'ils se seraient engagés sur une voie trop abrupte, avant de perdre pied et de tomber dans le vide.

Cet accident tragique porte à onze le nombre d'alpinistes morts au mont McKinley, cette année, ce qui constitue un record.

Accident mortel en Estrie

Presse Canadienne

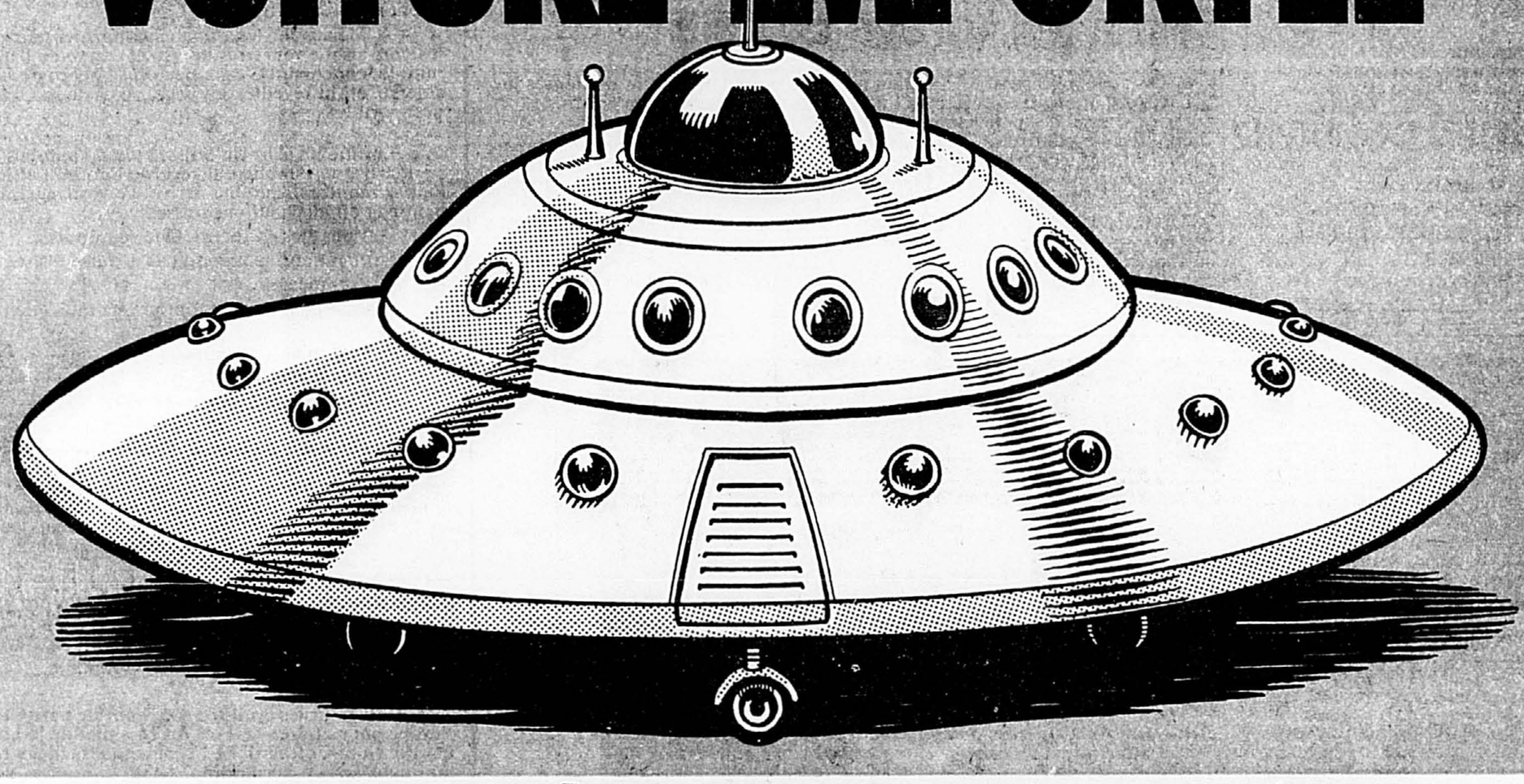
CANTON ORFORD

■ Un jeune homme de 18 ans, François Duhaime, de Magog, a été mortellement blessé hier dans un accident de la circulation survenu sur le chemin Alfred Desrochers, à Canton Orford, en Estrie.

L'automobile qu'il conduisait a fait une embardée à la sortie d'une courbe pour ensuite capoter et plonger dans un fossé.

Le jeune homme était seul à bord du véhicule.

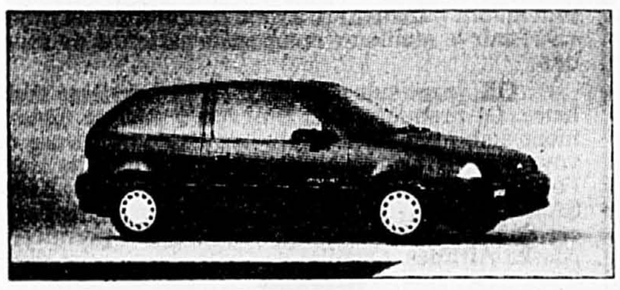
ON DONNE 500 $ POUR CHAQUE VOITURE IMPORTÉE



NOTE: CE MODÈLE EST EXCLU DE L'OFFRE.

Le concessionnaire vous remboursera **500 $*** à l'achat de tout modèle **GEO** si vous êtes propriétaire d'une voiture importée** ou si un membre de votre famille, habitant à la même adresse, en possède une.

Obtenez 500 $ de plus!
Vous recevrez ce remboursement de **500 $** même si vous profitez déjà de la remise de **500 $*** offerte sur les modèles Metro et Tracker, pour un total de **1 000 $**!
Demandez tous les détails au concessionnaire **GEO** le plus proche de chez vous.



Metro:
une championne de l'économie d'essence

Tracker:
beaucoup de plaisir à petit prix

Storm:
la sportive abordable aux allures de star

GEO
JE VEUX MA LIBERTÉ!
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE
CHEVROLET · GEO · Oldsmobile

* Cette offre s'applique aux livraisons à l'usager sur les voitures neuves ou en démonstration. La T.P.S. est incluse dans la remise. Cette offre ne dure qu'un temps limité.
** Voiture importée: tout produit construit ou vendu par autre que GM, Ford ou Chrysler. Une preuve de propriété peut être exigée.
*** Remise de 500$ applicable sur la Metro et le Tracker 1992 neufs. La T.P.S. est incluse dans la remise. Cette offre ne dure qu'un temps limité. Consultez votre concessionnaire GEO participant pour plus de détails.

EN CAS DE DÉVERSEMENT TOXIQUE: NE VOUS EN LAVEZ PAS LES MAINS!

- Éloignez-vous du site du sinistre.
- Prévenez les autorités en composant le 9-1-1.
- Soyez disponible pour rapporter les faits.

Pour plus de renseignements, procurez-vous le dépliant "Guide aux citoyens en cas de sinistre" à votre bureau Accès Montréal.

PRÉVOYONS L'IMPRÉVISIBLE

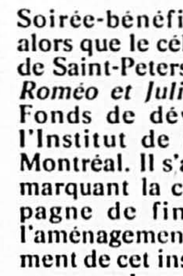
Ville de Montréal

TÊTES D'AFFICHE

Denis Lavoie

Témoin de la résistance haïtienne, Mgr *Willy Romélus*, évêque de Jérémie, donnera une conférence publique, ce soir, à 20 h, à la maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest. Il s'agit d'une initiative de l'organisme Action des chrétiens pour l'abolition de la tourture, qui veut ainsi sensibiliser la population québécoise à la défense des droits humains bafoués dans ce pays. Renseignements: 933-2978.

o



Tien Bui

Originaire du Vietnam, le professeur *Tien Bui* vient d'accéder au poste de vice-recteur associé à la recherche de l'Université Concordia. D'autres nominations importantes sont annoncées dans cette université, dont celle de *Martin Kusy* à titre de doyen de l'École des études supérieures; de *Richard J. Diubaldo*, nouveau directeur de l'Éducation permanente; et *Gail Valaskakis*, au poste de doyenne de la Faculté des arts et des sciences.

o

Des artistes handicapés s'uniront à des artistes non handicapés pour une première exposition jumelée, qui se déroulera les 5, 6 et 7 juin, de 14 h à 21 h et le dimanche de 13 h à 17 h, au Club de curling de Valleyfield. Un dîner-gala suivra pour célébrer les 15 ans du Regroupement des personnes handicapées physiques et sensorielles de Valleyfield inc.. Parmi les invités d'honneur, outre les députés *Guy Hudon*, et *Serge Marcil*, ainsi que le maire *Gaétan Rousse*, on comptera sur la présence du champion mondial en fauteuil roulant *André Viger*, le marcheur *Sylvain Mercier*, et la comédienne *Jeannine Sutto*. Renseignements: 371-4f554.

o

Soirée-bénéfice d'envergure, alors que le célèbre Ballet Kirov de Saint-Petersbourg présentera *Roméo et Juliette* au profit du Fonds de développement de l'Institut de réadaptation de Montréal. Il s'agit d'une activité marquant la clôture de la campagne de financement pour l'aménagement et le réaménagement de cet institut. Cette soirée sera sous la présidence de *Claude Béland*, président du Mouvement des caisses populaires Desjardins tandis que *Serge Turgeon*, président de l'Union des artistes agira comme porte-parole de la soirée. Le tout aura lieu le mercredi 10 juin. Coût: 150 $. Renseignements: 340-2067.

o

Louise Rémy

Autrefois surnommée la «danse de Saint-Guy», la maladie de Huntington, qui s'attaque au système nerveux, est une cause qui tient à coeur à la comédienne *Louise Rémy*. Cette dernière nous invite à contribuer généreusement à la campagne de financement de la Société Huntington du Québec, qui se déroule jusqu'au 15 juin, sous la présidence d'honneur du président du club de hockey Canadien, *Ronald Corey*. On nous convie également à une activité-bénéfice, un tournoi de golf qui aura lieu le samedi 22 août, au Domaine de Rouville, à Saint-Jean-Baptiste de Rouville. Coût: 85 $. Renseignements: Société Huntington du Québec, 1410, rue Stanley, bureau 314, Montréal (Québec), H3A 1P8. Tél. 842-5740.

o

Tout en visitant l'exposition de courtepointes réalisées par des Canadiens proches de personnes décédées du sida, on pourra contribuer financièrement aux mieux-être de personnes atteintes par le VIH. L'argent recueilli lors de cette exposition, qui se tiendra à l'aréna Maurice Richard jusqu'à dimanche, sera en effet versé au Fonds Landau qui procure des médicaments aux sidéens qui sont dans l'incapacité de payer ces frais. Renseignements: La courtepointe de l'espoir, 1710, rue Beaudry, Montréal (Québec), H2L 3E7. Tél. 523-4457.

o

Patrick Lauzière

Dans le cadre d'un programme de mérite scolaire, la compagnie General Motors du Canada remettait récemment des bourses de 500 $ à *Patrick Lauzière* et *Jean-Sébastien Gagnon*, du cégep Lionel-Groulx.

o

Marathon artistique et culturel diffusé par Radio centre-ville, ce dimanche 7 juin, à compter de 10 h, à l'occasion d'une activité bénéfice pour la reconstruction du Salvador durement affecté par 12 ans de guerre. Il y aura bazar, danses, encan, mets salvadoriens, etc. Le tout aura lieu à l'église Saint-Willibrod, au 351, rue Willibrod, à Verdun. On vous demande d'apporter un outil de travail. Renseignements: 376-7478 ou 762-0297.

o

Renée Dauphinais

Renée Dauphinais vient d'être reportée à la présidence de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec. Renseignements: Corporation des travailleurs sociaux du Québec, 5757, avenue Decelles, bureau 335, Montréal (Québec), H3S 2C3. Tél. 731-3925.

o

Course de 10 km, au profit des hôpitaux pour enfants de Montréal (hôpital Sainte-Justine et hôpital de Montréal pour enfants), le samedi 13 juin, à compter de 9 h, au parc Mont-Royal qui se trouve face au parc Jeanne-Mance. Outre la marathonienne *Cindy New*, on compte sur la participation de personnalités du monde du sport, dont le journaliste *Michel Blanchard* de *La Presse*. Ce 10e marathon de la Standard Life est une initiative qui a permis d'amasser à ce jour 2 millions qui ont été octroyés aux chercheurs scientifiques pour découvrir de nouvelles thérapies à l'intention des enfants. Coût: 10 $, 5 $ pour les jeunes. Renseignements: 499-6798.

L'OSM dans les parcs cet été

*Le directeur artistique de l'Orchestre Symphonique de Montréal, **Charles Dutoit** (à gauche) et la ministre des Affaires culturelles, **Liza Frulla-Hébert**, se réjouissent de la contribution d'Ultramar, ici représentée par son président, **Guy Archambault**, à la présentation des concerts dans les parcs cet été. L'OSM donnera trois concerts: dans les parcs Angrignon et Ahuntsic à Montréal, les 14 et 24 juillet, et dans le parc Anne-Marie Lemay à Boucherville, le 25 juillet.*

Le Tour de l'île contribue à l'Unicef

*Le Tour de l'île s'intéresse aux jeunes et, en leur offrant un «Tour de l'île des enfants», qui aura lieu ce samedi 6 juin, a pu amasser auprès des 5000 jeunes inscrits, la somme de 5102 $, qui a été remise à l'Unicef. Dans l'ordre habituel, on aperçoit le parrain du Tour de l'île, **André Robitaille**; **Suzanne Lareau**, directrice du Tour de l'île; **René Pilon**, directeur général d'Unicef Québec; et **Lucie Regimbald**, coordonatrice d'Unicef Montréal.*

Retrouvailles artistiques, pour célébrer les 35 ans de carrière du producteur *Pierre Dubord*, le mercredi 10 juin, au bar le Prélude, 5698, boulevard Taschereau, à Brossard. De nombreux artistes sont attendus à cette célébration de 35 ans d'activité dans l'industrie du disque et du spectacle. Les profits de cette rencontre artistique seront versés à Leucan.

o

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, *Benoît Bouchard* remettait hier le prix du bénévolat canadien à trois Québécois: *Raymond Brochu*, de Saint-Bruno-de-Montarville; *Anicet Tessier*, de Farnham; et *Gabriel Germain*, de Sorel. Félicitations à ces personnes qui contribuent par leur action au mieux-être de leurs concitoyens.

Paul-André Urbain

o

C'est pour la qualité de son oeuvre «Conférence sur la culture», que *Paul-André Urbain*, de Kelly Lavoie communication marketing, a remporté le premier prix Pixel d'or Omer DeSerres. Le prix lui a été remis par le président d'Omer DeSerres inc, *Marc DeSerres*.

L'organisation Sun Youth—Jeunesse au soleil, qui offre du dépannage alimentaire mensuel à 4000 familles montréalaises en plus d'un millier de personnes âgées et femmes enceintes est en pleine campagne de financement. On compte sur la générosité de tous pour amasser les 800 000 $ qui constituent l'objectif de cette campagne. Les dons peuvent être acheminés à: Organisation Sun Youth—Jeunesse au soleil, 4251, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec), H2W 1V6. Tél. 842-6822.

o

Seule école au Canada à offrir l'enseignement en langue allemande, l'école Alexander Von Humboldt, de Baie d'Urfée, s'est vu remettre une contribution financière de 20 000 $ du groupe Via Ag. C'est le docteur *Alfred Pfeiffer*, président-directeur général de cette firme, qui a remis la contribution financière au président du comité de financement de l'école, *Helmut Birk*. On compte sur un fort appui de l'Allemagne dans le cadre de cette campagne de financement qui vise à financer des travaux totalisant des dépenses de 6 millions. Renseignements: 457-2886.

o

Sébastien Groulx

La bourse Scott de 1000 $, décernée à l'élève de l'École de musique de l'Outaouais ayant obtenu la plus haute note lors du gala concours, a été remise par *Claude Gauthier*, directeur des ressources humaines des Papiers Scott ltée à Hull, à *Sébastien Groulx*, 19 ans, guitariste.

o

Brunch-bénéfice champêtre, sous la présidence d'honneur du président de la Régie des installations olympiques, *Pierre Bibeau*, le dimanche 14 juin, de 10 h à 14 h, au 950, boulevard Roland Therrien à Longueuil. Les profits seront versés à la maison d'hébergement l'Antre-Temps de Longueuil qui héberge des jeunes sans-abri de 16 à 21 ans, travaille à leur réinsertion sociale et répond aux besoins sociaux des adolescents du secteur. Coût: 10 $, gratuit pour les enfants de 12 ans et moins. Renseignements: 651-0125.

o

Richard Guay

Président et chef de la direction de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, *Jocelyn Proteau* vient d'accéder à la présidence du conseil d'administration de la Fondation de l'UQAM. *Richard Guay*, premier vice-président aux affaires personnelles de la Banque Laurentienne, est par ailleurs devenu le premier diplômé de l'UQAM à occuper le poste de président du comité exécutif de la Fondation.

o

Parmi les activités qui ont contribué au succès de l'Opération Enfant soleil, soulignons que le tournoi de golf Hitachi—systèmes informatiques a permis de recueillir près de 100 000 $ pour la deuxième année consécutive. Le président du tournoi *Roger Roy* a profité de la participation de personnalités comme: *Marc-André Coallier*, *Francis Reddy*, *Marie-Soleil Tougas*, *Nathalie Simard*, *Serge Savard*, etc. pour faire un succès de ce tournoi.

À DIMANCHE

Les Expos et l'intégration des personnes handicapées

*Demain, rencontre mémorable au Stade olympique, où les Expos inaugureront leurs sections spéciales destinées aux personnes handicapées et à leurs accompagnateurs. L'événement se tiendra à l'occasion d'un programme double contre les Cubs de Chicago en conjonction avec la présente «semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées». On peut contribuer à l'oeuvre de Pimo (Promotion intervention en milieu ouvert), en précisant, lors de l'achat d'un billet pour ce programme double, qu'on l'achète au profit de Pimo, qui recevra alors la moitié du prix du billet. Handicapé se tirant fort bien d'affaire, l'humoriste et chansonnier **Serge Mondor** (à gauche), porte-parole de la campagne de Pimo, accompagne ici le directeur général de Pimo, **André Lavallée**, en présence de la mascotte des Expos, l'ineffable **Youppi**.*

Boucherville célèbre son 325e anniversaire

*Il n'y a pas que Montréal qui fête cette année. Des voisins de l'autre côte du fleuve, les Bouchervillois, nous invitent en effet à célébrer en leur compagnie, cet été, le 325e anniversaire de Boucherville. Les activités, auxquelles nous convient **Jeanne Crevier** et **Pierre Boucher**, se dérouleront du 14 juin au 5 juillet. Elles auront principalement lieu durant le week-end, et comprendront des spectacles mettant en vedette des artistes de tous les horizons, depuis **Patrick Norman** jusqu'à **Jean Leloup**. Il n'en coûte que 5 $ pour se procurer le macaron donnant accès aux spectacles. Renseignements: 449-8325.*

L'opposition du PQ n'empêchera pas la construction d'un incinérateur dans l'Est

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse

QUÉBEC

■ Malgré la vive opposition des dirigeants de Dollard-des-Ormeaux, des groupes environnementaux et des représentants du Parti québécois, le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, n'aura aucun mal à faire adopter une loi (bill privé no 221) qui permettra la construction d'un incinérateur à déchets à Montréal-Est qui sera en activité avant la fin du siècle pour desservir les villes de banlieue.

La question est capitale pour les résidants de Montréal. En effet, le gouvernement s'apprête à instaurer un système d'élimination pour la banlieue, juste au moment où la ville de Montréal, qui n'est pas associée aux villes de banlieue, est elle aussi aux prises avec un grave problème d'élimination des déchets. Pour Montréal, la situation est urgente: le dépotoir de Rivière-des-Prairies fermera en 1992, celui de l'ancienne carrière Miron à la fin de 1994 et l'incinérateur des Carrières, exploité depuis 1969, vieillit et nécessite des investissements de près de $100 millions.

Depuis une semaine, jusqu'à tard dans la nuit, les parlementaires ont étudié le projet de loi qui permettra à la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal d'aller de l'avant avec son projet. La régie regroupe 26 villes de la banlieue; seules Montréal et Montréal-Nord n'en font pas partie.

Tard mardi soir, le bill privé 221 a finalement franchi l'étape de la deuxième lecture. Normalement, l'Assemblée nationale procédera à l'adoption finale avant l'ajournement estival.

La Régie a déjà décidé de faire construire à Montréal-Est, par la compagnie américaine Foster Wheeler, un incinérateur d'une capacité de 400 000 tonnes et d'aménager dans la même ville un centre de tri. La réalisation de ce projet est évaluée à quelque 200 millions.

La loi 221, selon l'explication fournie par un porte-parole de M. Ryan, permettra à la régie de signer un contrat en bonne et due forme avec le groupe Foster Wheler qui sera chargé de présenter son projet pour approbation au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Théoriquement, seul le BAPE peut maintenant s'opposer au projet d'incinération. Même dans l'éventualité où cet organisme de vérification s'objectait au projet, il devra simplement soumettre son rapport au ministre de l'Environnement, Pierre Paradis.

Jusqu'à maintenant, la régie a déjà engagé plus de 9 millions$ pour réaliser des sondages d'opinion ou pour analyser des hypothèses.

«Nous votons contre le projet qui nous a été imposé à la dernière minute et que nous avons dû étudier à la hâte. Mais la majorité du parti ministériel fera en sorte que la régie pourra aller de l'avant», a déploré en entrevue le député de Jonquière, M. Francis Dufour, critique de l'opposition péquiste pour les Affaires municipales.

M. Dufour et ses collègues de l'opposition se demandent pourquoi le gouvernement est si pressé de donner le feu vert à un tel projet, alors que, selon eux, il serait beaucoup plus opportun d'engager une réflexion pour une solution globale au problème de l'élimination des déchets dans la région de Montréal. «C'est un gouvernement qui décide à la pièce», précise M. Dufour.

L'opposition péquiste et les dirigeants de Dollard-des-Ormeaux, se demandent par ailleurs pourquoi bon nombre de décisions prises par la Régie n'ont pas été prises publiquement. Le maire de Dollard-des-Ormaeaux, M. Ed Janisjewski, membre de la régie, a même dénoncé le fait qu'il n'a pas été consulté avant que soit requise l'adoption d'une loi à caractère privé. Il a même indiqué que sa municipalité se retirera de la régie si le projet va de l'avant. «Nous sommes aussi contre le projet de loi privé parce qu'une des intentions du projet est de permettre à la régie des contrats sans devoir aller en soumission publique», a plaidé le maire Janisjewski.

L'opposition péquiste se demande pourquoi l'Assemblée nationale ne profiterait pas du Sommet de la Terre pour entreprendre une réflexion plus sérieuse sur ce problème, sans tenter de précipiter les décisions. «On sait que l'ami de M. Ryan, l'ancien ministre Fernand Lalonde, a des intérêts à défendre dans ce dossier car il dirigera le groupe Foster Wheler», conclu M. Dufour au cours d'un entretien à *La Presse*

Québec se prépare à créer un système de consigne des canettes d'huile à moteur

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Le Québec pourrait créer bientôt, sous la responsabilité de la Société québécoise de récupération et de recyclage, un «programme de gestion intégrée» des huiles usées. Ce programme, qui vise à récupérer les quelque 50 millions de litres d'huiles à moteur qui se perdent dans l'environnement, tirerait la majeure part de ses revenus d'un système de consigne à l'achat des canettes.

C'est ce que la Table québécoise de concertation sur les huiles usées a proposé au gouvernement du Québec. Un mémoire détaillé sur ce difficile sujet a été remis au ministre de l'Environnement du Québec, M. Pierre Paradis, au cours des derniers jours. Les porte-parole en ont révélé le contenu hier au cours d'une conférence de presse.

La Table québécoise est en quelque sorte une association de ministères, de porte-parole municipaux ainsi que d'organismes privés du domaine du pétrole et de l'automobile qui s'est donné le mandat, avec l'aide de l'État, de débarrasser le milieu naturel, notamment l'eau des rivières, des huiles à moteur.

Le président de l'association, M. Arthur Dubé, aussi membre de la Fondation québécoise en environnement, a dit que le ministre Paradis avait accueilli favorablement l'idée de la création d'un système de consigne proposé dans le rapport. Selon ce système, a-t-il expliqué, les consommateurs payeront une redevance à l'achat des canettes d'huiles et récupéreront leur mise lorsqu'ils rapporteront les huiles usées. Le système, pourrait être mis en place en 1993.

Il s'agit d'une «mesure incitative» qui aidera à acheminer à un «centre de transfert», probablement situé à Saint-Hyacinthe, entre 30 et 40 millions de litres d'huiles qui autrement se perdent dans la nature. C'est la quantité qu'il faut pour alimenter de façon rentable une usine québécoise de raffinage de ces huiles contaminées.

Le mémoire de l'organisme signale qu'il se vend annuellement 150 millions de litres d'huiles au Québec, dont la moitié deviennent des huiles usées. Une moitié de cette dernière quantité «disparaît sans contrôle dans l'environnement». Cette perte, a-t-on signalé, est «l'équivalent annuel d'un déversement du type de celui de l'Exxon Valdez qui a dévasté les côtes de l'Alaska».

Le programme intégré de récupération, quant à lui, permettrait à notre territoire, qui ne produit pas de pétrole, de devenir pour un tiers autosuffisant en huiles. Il prendrait en compte les expériences de pointe faites en France à cet égard.

Le raffinage est le choix favori du consortium. Mais les associés n'excluent pas que, pour le reste, les huiles puissent, à certaines conditions, être «valorisées» en servant de combustible industriel.

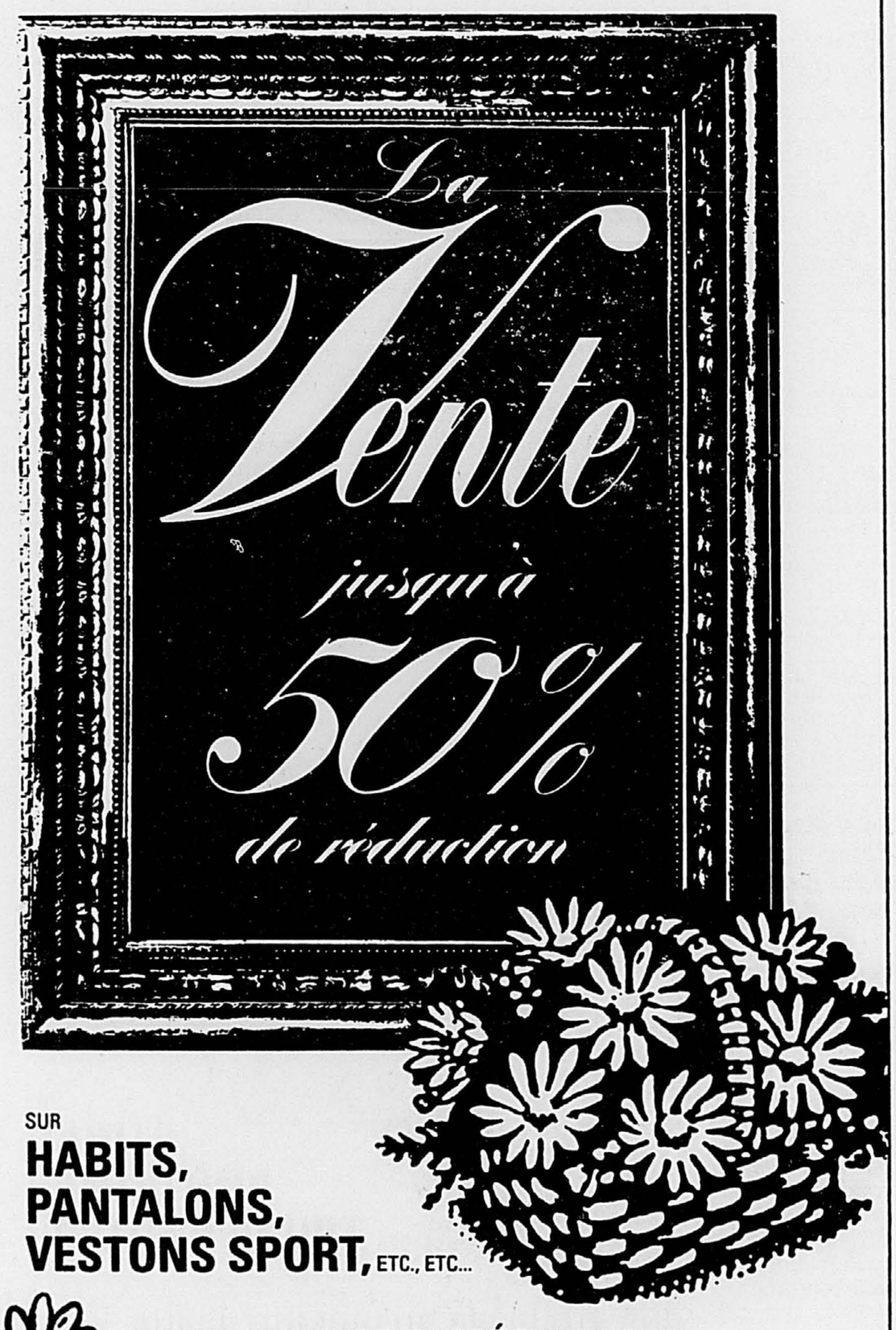
Actuellement la moitié des huiles récupérables sert à des fins énergétiques; l'autre moitié est recyclée. L'association propose, parmi ses 16 recommandations, que l'utilisation des huiles, comme source énergétique soit interdite «dans les petites unités de brûlage». Les serres, ainsi, ne seraient plus autorisées, à se chauffer à l'huile contaminée. Il faudrait les subventionner autrement.

Mais les grands fours industriels, les cimenteries notamment, dont les mécanismes sont plus efficaces, seraient, à condition d'être individuellement contrôlés, autorisés à brûler les huiles usées qui contiennent plus de 100 mg de plomb. Diverses autres utilisations, qui ne concernent pas le chauffage, seraient interdites.

Le problème des huiles usées ne concerne pas particulièrement les stations-service. Celles-ci, ont expliqué hier les experts, récupèrent les huiles usées dans divers contenants d'appoint, dont la plupart sont souterrains. Plusieurs dizaines de petits récupérateurs font le ramassage des huiles dans les stations. Un gros récupérateur, par ailleurs, la compagnie Safety Clean, récupère sa grande part des huiles pour les raffiner dans une usine ontarienne. Les récupérateurs se font payer pour faire la collecte.

LA SOIXANTE-DEUXIÈME
ASSEMBLÉE ANNUELLE
de la
Société pour les enfants handicapés du Québec
se tiendra le lundi 15 juin 1992, à 16 h, à l'hôtel le Quatre Saisons, salon Été, 1050, rue Sherbrooke ouest, Montréal.
John Penhale, avocat
Secrétaire

Le style



SUR
HABITS, PANTALONS, VESTONS SPORT, ETC., ETC...

AUSSI, NOMBREUX SPÉCIAUX SUR NOS VÊTEMENTS POUR FEMMES.

ARMAND BOUDRIAS

• 6818, St-Hubert, 273-2851 • Promenades St-Bruno • Place Bonaventure • Place Québec • Galeries de la Capitale •

AMERICAN EXPRESS ET AUTRES CARTES DE CRÉDIT BIENVENUES.

350 ANS

4 JUIN
AU CALENDRIER AUJOURD'HUI

MONTRÉAL *fête*

EN COLLABORATION AVEC La Presse

Renseignements : (514) 872-7292

arts et spectacles

▶ **Marcel poursuivi par les chiens**
Première mondiale
Pièce de Michel Tremblay et mise-en-scène par André Brassard
Théâtre du Nouveau Monde – 20h00 *(514) 861-0563* Jusqu'au 27 juin

Cirque magique des clowns
Centre de loisirs communautaire Lajeunesse
(514) 272-3633 – RSVP
Jusqu'au 12 oct.

Flash-Montréal
Comédie musicale des étudiants du Collège Bois-de-Boulogne
Centre hospitalier Notre-Dame de la Merci – 20h00
(514) 332-3000

● **Joe Beef**
Pièce de théâtre
Centre St-Henri
522 rue du Couvent – 19h00
(514) 937-9251 Jusqu'au 5 juin

A Damsel for a Gorilla
Théâtre Centaur – 20h00
(514) 288-1229 Jusqu'au 7 juin

Les belles-soeurs
Une pièce jouée par le « Yiddish Theatre »
Centre Saidye Bronfman – 20h00
(514) 739-7944

Les voiliers de l'espace Terre ! Terre !
Planétarium Dow – 13h15 et 20h30
(514) 872-4530 Jusqu'au 6 sept.

Mondial d'impro-Montréal 92
Boston vs Montréal (anglais)
Spectrum – 20h00
(514) 861-5851 Jusqu'au 5 juin

Une population autour de Sainte-Catherine d'Alexandrie
Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie
19h00
(514) 872-4165 Jusqu'au 5 juin

animation

▶ **Cap sur Montréal 1992**
Aéroport de St-Hubert *(514) 962-1460* Jusqu'au 7 juin

1992, Mercier-Ouest
Festival culturel
Quartier Mercier-Ouest
(514) 255-5072 Jusqu'au 28 août

● **Championnat canadien d'escrime toutes catégories**
Centre sportif Claude Robillard (salle Omnisport)
(514) 252-3045 Jusqu'au 7 juin

Circuit découverte du Sud-Ouest
Départ : Parc Angrignon
(514) 937-7025 Jusqu'au 30 juin

Connaissance historique des grands métiers
Le Nordelec – 1260, Richmond
(514) 937-7025 Jusqu'au 15 juin

● **Hôtels particuliers de McGill**
Visite auto-guidée et exposition
Université McGill : carte-guide disponible au Burnside Hall (Sherbrooke et McGill College)
(514) 398-4743 Jusqu'au 31 oct.

L'eau, une nature propre
Complexe Desjardins
(514) 525-2956 Jusqu'au 21 juin

La petite bibliothèque du parfait Montréalais
Surveillez le concours *« Mon Montréal à moi »* dans les librairies et les bibliothèques
(514) 872-7292 Jusqu'au 1er août

● **Parcours historique**
Départ : Vieux-Moulin P.A.T.
(514) 645-8035 Jusqu'au 12 oct.

Portraits du Montréal multi-ethnique
M.I.E.L. d'Arc-en-ciel
(514) 279-4627 Jusqu'au 14 juin

Réseau historique du Vieux-Montréal
Vieux Montréal
Carte-guide et balladeur disponibles à The Gazette
(514) 934-6271 Jusqu'au 12 oct.

expositions

●▶ **Un fleuve, un quartier, une ville**
Maison de la Culture Frontenac *(514) 872-7882* Jusqu'au 23 août

▶ **Vues de jeunes du Sud-Ouest**
Le Nordelec – 01260, Richmond *(514) 939-2149* Jusqu'au 30 juin

● **Atelier d'histoire de Pointe-aux-Trembles**
Société Ressources-Loisirs de P.A.T. Inc.
(514) 645-8035 Jusqu'au 12 oct.

● **Ces femmes qui ont bâti Montréal**
Édifice Cormier
(514) 842-1066 Jusqu'au 18 oct.

● **Cinquante ans de la Galerie Dominion**
Montréal et l'art vivant
Galerie Dominion
(514) 845-7833 Jusqu'au 12 juin

Expotec / Imax
La musique, une question d'onde
Jetée King Edward, hangar 7, à l'entrée
(514) 496-IMAX Jusqu'au 10 oct.

Fortin, le peintre de Montréal
Musée Marc-Aurèle Fortin
(514) 845-6108 Jusqu'au 12 oct.

● **La démocratie à Montréal, de 1830 à nos jours**
Hôtel de ville – Hall d'honneur
(514) 872-2678 Jusqu'au 13 sept.

● **Les 200 ans de l'église protestante à Montréal**
Église St-Jean / Erskine and American United
(514) 849-3286 Jusqu'au 12 oct.

Mission Montréal
Musée David M. Stewart (Île Ste-Hélène)
(514) 861-6701 Jusqu'au 12 oct.

● **Montréal 1942-1992**
L'anarchie resplendissante de la peinture
Galerie de l'UQAM, Pav. Judith Jasmin (JR-120)
(514) 987-8421 Jusqu'au 2 août

Montréal en fête, Montréal en fleurs
Jardin Botanique
(514) 872-1400 Jusqu'au 8 août

● **Montréal en projet, 10 années d'architecture urbaine**
Centre de Design de l'UQAM
(514) 987-3395 Jusqu'au 28 juin

Montréal, carrefour d'échange et de commerce
Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
Enfants moins de 12 ans : entrée gratuite
(514) 872-9150 Jusqu'au 12 oct.

Transit 92
Navire Fort St-Louis – Vieux Port
(514) 527-9221 Jusqu'au 12 oct.

● **Montréal, terre d'asile L'accueil des réfugiés à Montréal**
Centre Strathearn
(514) 528-1959 Jusqu'au 11 sept.

Montréal, ville du futur « Images du futur 92 »
Vieux-Port
(514) 849-1612 Jusqu'au 20 sept.

Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
201, avenue des Pins O.
(514) 849-2919 Jusqu'au 12 oct.

Nouveau parcours de l'art canadien (1790-1960)
Musée des Beaux-Arts (Pav. Benaiah Gibb)
(514) 285-1600 Jusqu'au 27 sept.

Place aux Montréalais !
Centre d'histoire de Montréal
(514) 872-3207 Jusqu'au 1er nov.

● **Pointe-aux-Trembles en évolution**
Maison Wilson-Beaudry
(514) 872-2643 Jusqu'au 7 sept.

Rome, 1000 ans de civilisation
Palais de la civilisation
(514) 872-4560 Jusqu'au 27 sept.

Scènes des rues de Montréal
La galerie d'art de Loto-Québec
Jusqu'au 10 juin

● **Tur Malka : deux siècles d'histoire juive à Montréal**
Bibliothèque publique juive
(514) 931-7531 Jusqu'au 31 oct.

▶ **Marché Bonsecours**
350, rue St-Paul Est

Montréal, une histoire à suivre : quatrième volet de l'exposition présentée aux musées du Château Ramezay, David M. Stewart et McCord d'histoire canadienne.

Racines du futur, l'aventure des communications à Montréal : une présentation de Bell Canada, Northern Telecom, Recherches Bell Northern et Bell Cellulaire.

À mille lieux : des installations-vidéo.

Kahswenhtha : introduction à la culture amérindienne.

Exposition temporaire :
● ***Clins d'oeil et collections.***

(514) 872-7292
Tous les jours, de 10h à 18h
Fermé le mardi

à ne pas manquer

L'Oratorio : « Les Pionnières »
Cet opéra religieux est consacré à douze grandes fondatrices et femmes illustres de l'histoire, Jeanne Mance, Marguerite Bourgeoys, Jeanne LeBer, Marguerite d'Youville et d'autres encore. Livret de Pierrette Champoux, musique de Denis Pollatos. La direction du choeur de 60 membres est sous la direction de Lise Pelletier.
Église St-Germain d'Outremont – 20h00 – *(514) 731-3721*

● **Activité gratuite** ▶ **Activité vedette**
Pour de plus amples renseignements, consultez le calendrier officiel.
Sujet à changements sans préavis.

LES GRANDS PARTENAIRES
Coca-Cola Esso Ford MOLSON O'KEEFE
EN COLLABORATION AVEC
Ville de Montréal Tourisme Québec Canada

RUE CAROLINE-BÉIQUE

L'engagement social d'une «Lady of Jerusalem»

DIANE ARCHAMBAULT-MALOUIN
collaboration spéciale

Au XIXe siècle, les dames de la bonne société, disposant de la liberté de temps que leur procure une situation financière privilégiée, consacrent leurs loisirs à des «oeuvres de charité». Le phénomène déjà ancien est bien connu. Il se transforme cependant doucement, entre les mains de quelques-unes de ces femmes «privilégiées», comme Caroline Béique et ses amies Justine Lacoste-Beaubien ou encore Marie Gérin-Lajoie.

Fille du politicien Louis-Antoine Dessaules, Caroline est l'épouse de Frédéric-Liguori Béique, un des rares hommes d'affaires canadiens-français de l'époque, millionnaire et plus tard sénateur. Sa naissance, son mariage et même ses dix enfants la conduisent tout droit vers le «travail social bénévole».

LE MONTRÉAL TOPONYMIQUE

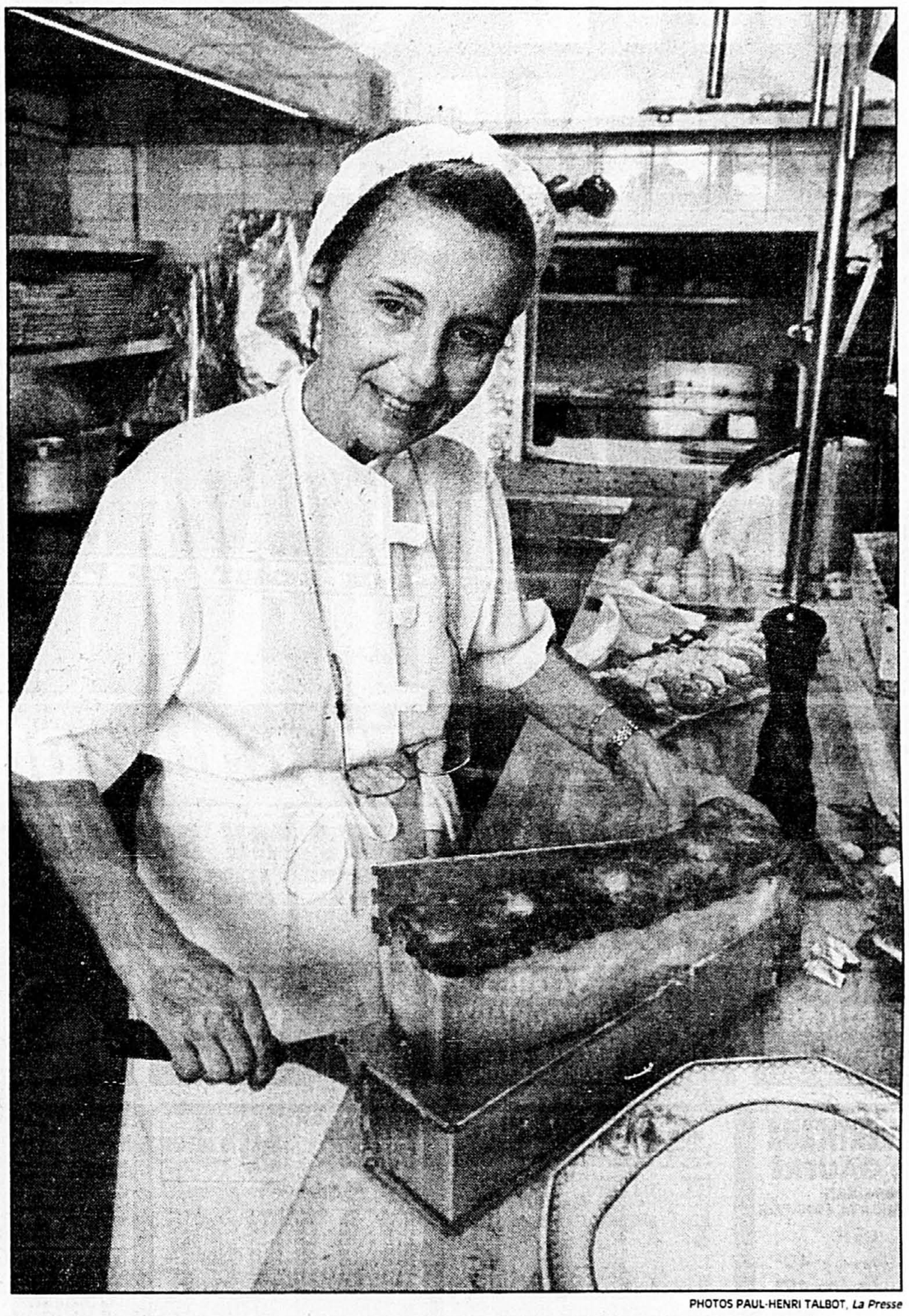
Mais Caroline Béique fait bien plus! En 1907, elle fonde la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste qui regroupe une vingtaine d'associations de bienfaisance ou d'éducation. Elle est la présidente de cette assemblée de milliers de Canadiennes-Françaises qui organise des semaines d'études et des congrès annuels. La Fédération publie même, à compter de 1913, un journal mensuel, *La Bonne Parole*. Ces femmes réussissent, entre autres choses, à fonder en 1908 l'hôpital Sainte-Justine pour enfants (alors situé rue Saint-Denis) et, plus important encore, à le gérer elles-mêmes. C'est qu'elles obtiennent, pour ce projet d'être libérées de l'incapacité juridique dans laquelle les maintient le mariage. Elles réussissent aussi à mettre sur pied l'oeuvre de la «Goutte de lait» pour lutter contre la mortalité infantile et obtiennent la création de tribunaux particuliers pour les enfants.

Dans l'histoire du féminisme, ce n'était là qu'un début. Mais le titre de «Lady of Jerusalem» dont on gratifie Caroline Béique en 1912 marque bien l'ampleur et la qualité de ces débuts tout comme le fait, depuis le 28 juillet 1988, la dénomination d'une voie en son honneur.

Historienne de l'art et de l'architecture, détentrice d'une maîtrise en études des arts de l'UQAM, Diane Archambault-Malouin vient de compléter une recherche sur la toponymie montréalaise.

Sources: Ville de Montréal, section toponymie. — BÉLISLE, Louis-Alexandre, *Références biographiques*, Montréal, éditions de la famille canadienne, 1978, vol.2, p.88. — LEMIRE, Maurice, *Dictionnaire des oeuvres littéraires du Québec*, tome 2, Montréal, Fides, p.932.

MONTRÉAL EN FÊTE



PHOTOS PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*

Micheline Delbuquet a pris les commandes devant les grands fourneaux de son restaurant.

ÉPHÉMÉRIDES MONTRÉALAISES

1907 — Le Montreal Jockey Club procède à l'ouverture officielle de l'hippodrome Blue Bonnets.

1910 — Journée faste et historique pour Montréal, qui procède à l'annexion de plusieurs petits villages et villes de banlieue: village de Ahuntsic; ville de Bordeaux, comprenant également l'île Perry; village de Beaurivage de la Longue-Pointe; municipalité d'Émard; ville de Longue-Pointe; ville de la Côte-des-Neiges; ville de Notre-Dame-de-Grâce; ville Saint-Paul; village de Rosemont; village de Tétreaultville; une partie de la paroisse Saint-Laurent.

1918 — L'administration municipale de Montréal crée de nouveaux services pour améliorer sa performance: ce sont le Secrétariat municipal et les services des finances, de la santé et des travaux publics.

Jacques Cartier, ce grand oublié!

Comme le dirait sans doute l'urbaniste — et historien à ses heures — Pierre Larouche, Jacques Cartier n'a guère été gâté par nos édiles montréalais, comme si on voulait lui reprocher d'être passé par Hochelaga avant que Paul de Chomedey de Maisonneuve ne fonde Ville-Marie. Les quatre plaques ou monuments qui commémorent son passage à Montréal sont soit éloignés du centre-ville, soit sujets à controverse au plan historique.

Sculpté par J.A. Vincent en 1893, le monument principal de Cartier se trouve normalement au parc Saint-Henri, mais ne l'y cherchez pas puisqu'il est présentement en phase de restauration et ne retrouvera son socle qu'en septembre, autre bel exemple de la qualité de la planification de l'administration municipale actuelle. La plaque qui se trouve sur le campus de l'Université McGill commémore sa visite à Hochelaga. Jusque-là, tout va bien, sauf que cette plaque prétend situer l'emplacement du village d'Hochelaga, ce qui est de moins en moins certain, puisque les historiens sont plutôt enclins à situer cet emplacement au sommet du mont Royal, d'autant plus que tous, ou presque, s'accordent pour reconnaitre qu'il est venu à Hochelaga en remontant la rivière des Prairies et non le fleuve Saint-Laurent.

LES MONUMENTS DE MONTRÉAL

Le troisième, un bas-relief épousant la forme d'un livre et posé sur le parapet du belvédère du mont Royal, rappelle que c'est au cours de sa visite du 2 octobre 1535 que Cartier donna le nom de «Royal» au mont sur lequel il se trouvait.

Reste le quatrième monument, celui que le photographe Robert Nadon nous présente sur un fond meublé par la tour de Lévis, à l'île Sainte-Hélène. Ce buste fut inauguré lors d'une cérémonie haute en couleurs le 1er septembre 1934 pour commémorer le 400e anniversaire de la découverte du Canada par Cartier (on en profita d'ailleurs pour donner son nom au pont du Havre). Ce buste est une réplique de l'original, qui se trouve place du Canada, à Paris, dont on ne connait malheureusement pas l'auteur.

C'est la mère Michel qui a...un restaurant!

SONIA SARFATI
collaboration spéciale

«C'est la mère Michel qui a perdu son chat...», fredonnait-on quand nous étions enfants. Micheline Delbuguet, la vraie mère Michel, ne prend aucun risque de ce côté-là: ses chats — puisqu'elle en a deux — sont installés sur une poutre du restaurant Chez la Mère Michel, telle des vigies... en porcelaine.

Arrivée au Québec il y a 36 ans, avec un mari photographe et un bébé, Micheline Delbuguet voulait voir du pays. Un pays en particulier. Celui-ci. Elle n'en est plus repartie.

LES MONTRÉALAIS DE L'OMBRE

Grand-maman était restauratrice — elle a fondé Le Perroquet vert, à Paris —, maman aussi. Micheline Delbuguet s'est donc mise à jouer dans les chaudrons dès son plus jeune âge. Et elle aimait ça.

Forte de son expérience, elle décide d'installer un restaurant au rez-de-chaussée de la maison délabrée que son mari et elle achètent, rue Guy. Maison qu'ils retapent avant d'installer les cuisines pour madame, le studio de photographie pour monsieur et... l'appartement pour toute la famille, qui compte maintenant trois enfants.

Depuis 1966

Chez la Mère Michel ouvre ses portes en 1966 — donc, il y a 26 ans — à une époque où, à Montréal, il ne se fait pas grand-chose en restauration ailleurs que dans les hôtels, se rappelle Micheline Delbuguet.

Une époque aussi où les femmes ne sont pas nombreuses à prendre les commandes devant les grands fourneaux des restaurants. Par misogynie? Mme Delbuquet sourit. Non, des préjugés elle n'en a jamais sentis. Même si, comme elle le souligne, «les grands cuisiniers ont toujours trouvé qu'il n'y avait pas de grands chefs parmi les femmes». Mais, ajoute-t-elle, ils commencent à changer d'avis!

Reste que la véritable raison qui explique la rareté des femmes dans le domaine de la restauration se situe, selon elle, ailleurs. Dans l'exigence du métier. «Il faut une santé de fer», dit Mme Delbuguet. Et répète-t-elle un peu plus tard. Une santé de fer pour faire des heures de fou — ou... de folle?

Des goûts nouveaux

«Au début, je travaillais de 16 à 18 heures par jour, raconte-t-elle. Je n'y serais jamais parvenu si je n'avais pas habité au-dessus du restaurant.»

D'autant plus que Chez la Mère Michel connait un succès fulgurant. À l'ouverture, deux personnes aux cuisines — dont Micheline Delbuguet — et un serveur. Une semaine plus tard, il leur faut du renfort.

«Je travaillais, et travaille encore, beaucoup avec les herbes de Provence et des produits frais. Graduellement, nous avons implanté des goûts nouveaux ici et les gens ont commencé à cultiver des endives, des échalottes», dit Mme Delbuguet, pour qui l'importance des herbes est capitale.

«Ce n'est pas pour rien que quand on va en France, on a toujours faim, poursuit-elle. Il y a de bonnes odeurs partout.»

Des goûts et des odeurs appréciés, que ceux «cultivés» Chez la Mère Michel, puisque, pendant des années, il a fallu y refuser des clients.

D'où l'agrandissement du restaurant qui, graduellement, envahit les pièces du rez-de-chaussée de la maison de la rue Guy, puis son sous-sol. Chez la Mère Michel peut à présent accueillir quelque 120 personnes, dans un décor qui varie d'une pièce à l'autre, mais qui a toujours le charme vieillot et la douce chaleur de cette demeure construite en 1900.

Visiteurs de marque

Décor agréable, bonne cuisine, la réputation du restaurant n'est plus à faire. Autant auprès du public que... des «grands» qui y viennent régulièrement. Tel Lino Ventura, qui y était de passage quelque temps avant sa mort. Tels les différents premiers ministres du Canada et du Québec.

«Un jour, en 1978 ou 1979, vers 14h, notre vieux maitre d'hôtel a répondu au téléphone, raconte Micheline Delbuguet. Quelqu'un lui a dit que le prince Charles viendrait souper au restaurant.»

La restauratrice et son équipe croient tout d'abord à une plaisanterie. Jusqu'à ce que des policiers arrivent et fouillent l'endroit de fond en comble. Le prince suit, vers 20h. Au comble de l'émotion, le vieux maitre d'hôtel laisse tomber le bougeoir qu'il tient entre les mains.

Et le prince Charles de se baisser pour ramasser les morceaux de verre! Un souvenir impérissable.

RENSEIGNEMENTS: GUY PINARD, 285-7070

Aujourd'hui, demain et samedi
à la Place Bonaventure
VENTE de «Noël en Juin»®
90% DE RABAIS sur les articles annoncés
Ainsi que des milliers d'autres aubaines à 30%, 40%, 50%, 60% et 75% de réduction
4, 5, 6 JUIN
Procurez-vous la liste complète des articles à 90% de réduction durant le solde à la Place Bonaventure
Place Bonaventure

Le tribunal invité à annuler une hausse du prix du lait

ROLLANDE PARENT
Presse Canadienne

■ L'Association des consommateurs du Québec (ACQ) et un regroupement de producteurs de lait de transformation demanderont prochainement à la Cour supérieure d'annuler l'augmentation de deux cents du litre de lait de consommation entrée en vigueur le 16 mai, à la suite d'une décision de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

La requête en évocation a été présentée la semaine dernière et sera entendue le 29 juin prochain, à Montréal.

Aux audiences sur la question tenues par la régie, l'ACQ s'était opposée à la hausse demandée en invoquant le contexte économique difficile et le prix suffisamment élevé déjà payé par les consommateurs.

Pour sa part, le groupe de producteurs de lait de transformation s'opposait à la hausse réclamée et demandait à la régie de tenir compte d'un rapport de médiation qui recommandait la mise en place d'un mécanisme permettant de réduire l'écart entre le prix du lait de consommation et le prix du lait de transformation.

En Cour supérieure, les deux groupes feront valoir que la hausse du prix du lait de consommation a été décrétée au détriment des consommateurs et des producteurs de lait de transformation.

Depuis une décennie, ceux qui produisent principalement du lait de transformation ont assisté à une diminution de leurs quotas de lait et du prix s'y rattachant alors que ceux produisant surtout du lait de consommation ont été moins touchés.

À l'heure actuelle, les producteurs sont payés sept cents de plus pour un litre de lait destiné à la consommation.

Par ailleurs, une requête en jugement déclaratoire a été déposée hier en Cour supérieure de Sherbrooke au nom d'un millier de producteurs dont le lait va principalement à la consommation.

Ces producteurs, qui se désignent sous l'appellation de Regroupement provincial pour le maintien des droits des producteurs de lait, s'opposent à la réglementation devant être soumise, pour approbation, à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

La réglementation visée a été approuvée par le ministre québécois de l'Agriculture, Yvon Picotte, à la demande de la Fédération des producteurs de lait, de l'Union des producteurs agricoles et de la Coopérative fédérée.

Les producteurs du regroupement provincial estiment que le feu vert de la régie ferait perdre 200 millions à 3500 producteurs laitiers.

La réglementation vise à instaurer au Québec un seul quota de production de lait alors qu'il en existe deux.

Pour en arriver à un seul quota et à un seul prix, quel que soit le type de lait produit, la nouvelle réglementation propose que les producteurs les plus touchés reçoivent une indemnisation provenant de sommes additionnelles perçues par le biais de hausses du prix du lait.

Il fuit avec les ordures

■ Détenu depuis quatre mois à l'Institut Leclerc, à Laval, un ressortissant arabe de l'Alberta, Marwan Kadi, 38 ans, s'est évadé en se cachant dans un camion à... ordures.

L'incident s'est produit samedi matin, mais ce n'est qu'hier que la Sûreté du Québec a diffusé l'information.

Kadi, connu aussi sous le nom de Mario Filho Safadi, purgeait une peine de neuf ans d'emprisonnement pour une affaire de trafic de drogue. Il était incarcéré depuis le 21 février.

Les gardiens du pénitencier se sont aperçus de sa disparition lors du décompte des détenus, vers 11 h.

Toute information au sujet de cet individu peut être communiquée au 598-4848.

VENTE BONNE FÊTE Au Bon Marché
UN MACARON POUR CHAQUE ENFANT!
HÂTEZ-VOUS! UNE AUBAINE POUR CHAQUE ADULTE!
NOUS CÉLÉBRONS 43 ANS
VENEZ MAINTENANT! NOS PRIX SONT LES PLUS BAS DE L'ANNÉE!
C'EST LA VENTE RÊVÉE POUR TOUT ACHETEUR!
MONTRÉAL FÊTE AVEC LES FEUX D'ARTIFICES ET DES PARADES...
AU BON MARCHÉ FÊTE AVEC DES BAS PRIX
«Félicitations, Montréal!» «Félicitations, Papa!»
STORES VERTICAUX DES MILLIERS DE COULEURS!
STORES HORIZONTAUX CHOIX DE 300 COULEURS!
STORES PLISSÉS 175 COULEURS!
RAYON DE LITERIE Vaste sélection!
STORES DE TOILE CHOIX DE 100 COULEURS ET TISSUS
STORES VERTICAUX PVC 3½", GAUFRÉ
TRÈS ÉPAIS (30 MILLIÈMES) 1re QUALITÉ, RAIL GARANTI À VIE, 8 COULEURS!
L x H = 26$ | 27$ | 28$ | 31$ | 33$ | 35$ | 39$ | 40$ | 42$ | 46$ | 47$ | 43$ | 47$ | 51$ | 55$
N'importe quel autre grandeur fabriquée pendant que vous attendez!
STORES VERTICAUX FAITS-SUR-MESURE
Tringle de luxe «KADILAC», garantie à vie! Choisissez parmi des milliers de styles et couleurs, toujours aux plus bas prix!
MINI-STORES HORIZONTAUX PVC 1" 11 COULEURS À CES BAS PRIX
Vinyle très qualité. Couleurs: blanc, ivoire, gris, rose, bourgogne, pêche, rouge, aube, bleu, chameau, marin
Largeur | Hauteur 45" | Hauteur 64" | Hauteur 78"
18" x | 2.25 | 6.75 | 9.99
20" x | 2.75 | 7.75 | 12.49
24" x | 2.75 | 5.25 | 14.99
27" x | 4.25 | 6.75 | 17.49
30" x | 4.75 | 7.25 | 19.99
36" x | 5.75 | 8.25 | 21.49
40" x | 7.75 | 10.75 | 22.49
48" x | 8.75 | 11.25 | 23.99
54" x | 8.75 | 14.49 | 24.99
60" x | 9.75 | 13.75 | 29.99
72" x | 15.25 | 20.25 | 34.99
Porte-patio 78" x 84" 38.99
Disponible dans 300 autres grandeurs en stock au plus bas prix!
MINI-STORES HORIZONTAUX ALUMINIUM 1"
Première qualité, 6 couleurs décoratives
Largeur | Hauteur 45" | Hauteur 64" | Hauteur 78"
20" x | 7.99 | 11.99 | 16.99
24" x | 11.99 | 17.49 | 20.99
27" x | 13.99 | 17.99 | 26.99
30" x | 16.99 | 21.99 | 28.99
36" x | 21.99 | 28.99 | 31.99
38" x | 23.99 | 31.99 | 36.99
40" x | 25.99 | 35.99 | 41.99
42" x | 27.99 | 37.99 | 43.99
44" x | 29.99 | 39.99 | 45.99
48" x | 35.99 | 43.99 | 48.99
60" x | 41.99 | 46.99 | 53.99
72" x | 48.99 | 61.99 | 73.99
STORES HORIZONTAUX «KADILAC» DE LUXE FAITS SUR MESURE
Le meilleur système mécanique sur le marché! 300 COULEURS! Service rapide 3 jours!
LIQUIDATION DE STORES PLISSÉS EN TISSU 60% DE RABAIS jusqu'à épuisement de stock
100% polyester. 7 couleurs: blanc, ivoire, chameau, rouge, bleu ou noir. Style: «Classique».
Grandeur | Reg | Moins 60% | Grandeur | Reg | Moins 60%
18 x 45 | 13.99 | 5.59 | 18 x 64 | 18.99 | 7.59
20 x 45 | 15.99 | 6.39 | 20 x 64 | 20.99 | 8.39
23 x 45 | 17.99 | 6.99 | 23 x 64 | 21.99 | 8.79
24 x 45 | 18.99 | 7.59 | 24 x 64 | 23.99 | 9.59
26 x 45 | 19.99 | 7.99 | 26 x 64 | 26.99 | 10.79
27 x 45 | 20.99 | 8.39 | 27 x 64 | 27.99 | 10.99
30 x 45 | 21.99 | 8.79 | 30 x 64 | 28.99 | 11.59
31 x 45 | 22.99 | 8.99 | 31 x 64 | 30.99 | 12.39
35 x 45 | 26.99 | 10.79 | 35 x 64 | 31.99 | 12.79
36 x 45 | 24.99 | 9.99 | 36 x 64 | 32.99 | 12.99
38 x 45 | 25.99 | 10.39 | 38 x 64 | 37.99 | 14.99
40 x 45 | 28.99 | 11.59 | 40 x 64 | 40.99 | 16.39
44 x 45 | 30.99 | 12.39 | 44 x 64 | 42.99 | 16.99
48 x 45 | 32.99 | 12.99 | 48 x 64 | 43.99 | 17.59
54 x 45 | 37.99 | 14.99 | 54 x 64 | 48.99 | 19.59
60 x 45 | 49.99 | 19.59 | 60 x 64 | 54.99 | 21.99
64 x 45 | 54.99 | 21.99 | 64 x 64 | 65.99 | 26.39
72 x 45 | 68.99 | 27.59 | 72 x 64 | 76.99 | 30.79
65% DE RABAIS jusqu'à épuisement de stock
STORES PLISSÉS «BRIGHTON» EN STOCK 6 COULEURS
STORES PLISSÉS «MIRAGE» EN STOCK 6 COULEURS
STORES PLISSÉS «MIRAGE» EN STOCK 6 COULEURS
45% DE RABAIS sur notre vaste sélection de STORES PLISSÉS FAITS-SUR-MESURE
Tringle de luxe «KADILAC», garantie à vie! 175 COULEURS! Fabriqués pendant que vous attendez!
DUVET D'OIE BLANC QUALITÉ SUPÉRIEURE
Piqué style canal 6" x 2" de construction. Tissu blanc en percale haute qualité, 233 fils p.c. Le duvet offre le confort de la fraîcheur l'été et la chaleur l'hiver!
Simple VENTE BONNE FÊTE 129.99
Double VENTE BONNE FÊTE 169.99
Reine VENTE BONNE FÊTE 189.99
Roi VENTE BONNE FÊTE 229.99
NOS PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE!
Aussi disponible: Nouvelle sélection de COUVRE-DUVETS, faits au Canada
Simple 18.99 | Double 23.99 | Reine 25.99 | Roi 29.99
ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE
Marques canadiennes et américaines. Faits de percale à 180 fils p.c., les draps sont aussi durables que luxueux! Disponible aux motifs coton perkins ou fleuris. Reg. 39.99 - 124.99
Simple SPÉCIAL 18.99 l'ens. | Double SPÉCIAL 32.99 l'ens. | Reine SPÉCIAL 42.99 l'ens. | Roi SPÉCIAL 54.99 l'ens.
ENSEMBLES DE DOUILLETTE
Motifs assortis! Inclus: douillette très épaisse, 1 ou 2 taies d'oreiller, jupe de lit.
Simple Reg. à 149.99 SPÉCIAL 54.99 l'ens. | Double Reg. à 169.99 SPÉCIAL 74.99 l'ens. | Reine Reg. à 189.99 SPÉCIAL 94.99 l'ens.
COUVRE-LITS PIQUÉS
Motifs assortis
Simple Reg. à 59.99 18.99 | Double Reg. à 69.99 23.99 | Reine Reg. à 79.99 29.99
DOUILLETTES FORMAT GÉANT
Motifs dernier cri assortis! Tissu de poly/coton.
Simple 18.99 | Double 23.99 | Reine 28.99
STORES DE TOILE 1re QUALITÉ Stores opaques blancs
Grandeur | Unis | Frange | Grandeur | Unis | Frange
25½" x 58" | 8.49 | 12.49 | 55" x 82" | 27.49 | 33.49
37" x 70" | 9.49 | 14.49 | 64½" x 58" | 29.49 | 35.49
37½" x 82" | 14.49 | 20.49 | 64" x 70" | 30.49 | 35.49
43" x 70" | 15.49 | 20.49 | 73½" x 58" | UNIS | 30.49
43" x 82" | 17.49 | 22.49 | 73" x 70" | UNIS | 31.49
49" x 70" | 18.49 | 23.49 | 78½" x 70" | UNIS | 48.49
49" x 82" | 20.49 | 28.49 | 85½" x 70" | UNIS | 58.49
55" x 70" | 26.49 | 31.49 | 97" x 70" | UNIS | 68.49
 | | | 109" x 70" | UNIS | 87.49
Pour porte patio 72" x 80" | UNIS | 49.49
Aussi disponibles: STORES DE TOILE FAITS SUR MESURE. Choix de 100 tissus et couleurs!
DRAPERIES À PLIS FRANÇAIS PRÊT-À-POSER
Incluant 2 panneaux pour un total de 150" x 95" (crochets inclus)
VENTE BONNE FÊTE 37.99 l'ens.
SERVIETTES DE PLAGE
100% coton pour une meilleure absorption
• Douces, grand format (30" x 60")
• Choix de 12 motifs!
• Quelle aubaine!
50% DE RABAIS
Rég.: 7.99
VENTE BONNE FÊTE 3.99 ch.
NOUS FABRIQUONS VOS STORES VERTICAUX, HORIZONTAUX, STORES PLISSÉS ET STORES DE TOILE QUELLE QU'EN SOIENT LA COULEUR ET LA DIMENSION, PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!
Au Bon Marché
LE MEILLEUR CENTRE DE DÉCORATION DU MONDE!
3500 boul. St-Joseph est
Entre boul. St-Michel et Pie IX
259-3500
VASTE STATIONNEMENT GRATUIT!
Chèques acceptés
HEURES D'AFFAIRES
Lundi au mercredi: 9h15 à 18h
Jeudi et vendredi 9h15 à 21h
Samedi: 9h à 17h
Métro Laurier (Autobus 27) | Sortie 75 Boul. Métropolitain | Rue Iberville | St-Michel | Métro St-Michel (Autobus 67 sud) | Boul. St-Joseph est | 3500 | Davidson / Boul. | Rue Sherbrooke est | Boul. Pie IX

Pacini
HOMMAGE À L'EXCELLENCE
PACINI
LE CHEF DE FILE DE LA RESTAURATION ITALIENNE AU QUÉBEC EST FIER DE SOULIGNER UNE AUTRE PERFORMANCE EXCEPTIONNELLE D'UN FRANCHISÉ.

ALAIN HARVEY, PROPRIÉTAIRE DU RESTAURANT PACINI À TROIS-RIVIÈRES, S'EST MÉRITÉ LE MAILLON D'OR AU CONCOURS ANNUEL "LE FRANCHISÉ DE L'ANNÉE" ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LA FRANCHISE.
L'EXCELLENCE A UN NOM:
PACINI
POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES FRANCHISES PACINI, APPELEZ :
PIERRE BOURASSA
276-5818

350 ANS MONTRÉAL fête
À l'occasion des fêtes du 350e anniversaire de Montréal, ne manquez pas de visiter, au Vieux-Port, le train-exposition «Présence du rail» de l'Association des chemins de fer du Canada, du 5 au 14 juin.
Horaire des visites : en semaine – de midi à 18 h / le samedi et le dimanche – de 10 h à 19 h. Entrée gratuite.
Admirez de près les plus récentes locomotives diesels et les wagons spécialisés de CN Amérique du Nord et du Réseau CP Rail ainsi que les voitures modernes de VIA.
Soyez de la fête : venez aussi célébrer la Semaine nationale des transports!
CN AMÉRIQUE DU NORD
Réseau CP Rail
VIA Rail Canada Inc.

Front commun contre la tenue d'un festival nazi

■ Des organisations comme la Ligue antifasciste mondiale (LAM), le Congrès juif canadien, des représentants de députés du coin ainsi que le maire de Sainte-Anne-de-Sorel ont lancé hier, dans cette ville, un front commun destiné à combattre la tenue, à la fin-juillet, d'un festival musical néo-nazi dans l'île aux Fantômes, une île privée située sur le territoire de la municipalité.

«Nous devons nous réunir à nouveau pour déterminer exactement nos actions. Il est question d'organiser simultanément un festival parallèle, à Sainte-Anne, afin de distraire les jeunes qui pourraient vouloir se rendre chez les nazis par curiosité», a expliqué au cours d'un entretien téléphonique le maire Réjeanne Salvail, quelque temps après la conférence de presse.

Selon le maire, des pétitions circulent actuellement à Sainte-Anne, une petite ville de 3000 habitants (4500, l'été, en saison de villégiature), pour protester contre le festival néo- nazi — «un fléau», dit-elle, auquel la région est opposée.

Selon Mme Salvail, le propriétaire de la maison identifiée, dans certains documents, comme le lieu du festival néo-nazi, a nié tout lien avec un tel événement. Il aurait également nié que ses deux enfants fassent partie d'une organisation de cette allégeance.

Le centre Eaton de Montréal 844-8498
Ville Mount-Royal Centre Rockland 344-4688
Centre Fairview Pointe Claire 694-4266
Les Promenades Saint-Bruno 441-0987

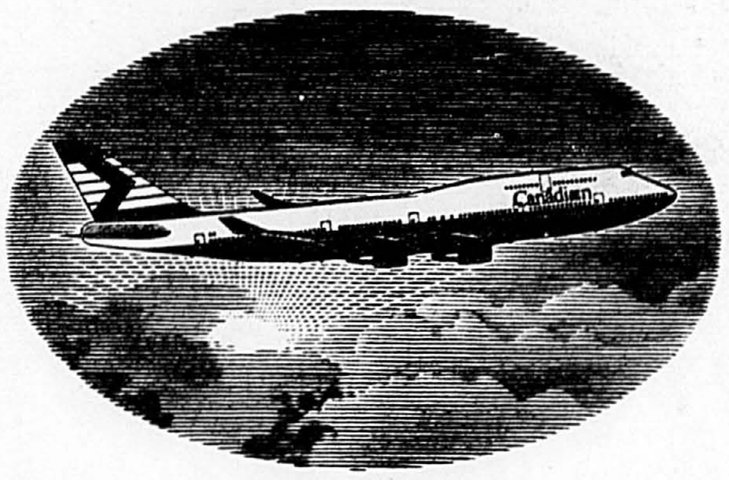
10 JOURS SEULEMENT
ÉCONOMISEZ 60$

189 $
Prix Courant **249 $**
TABLE DE VESTIBULE SHERATON
Table cintrée pieds striés et effilés, poignée de tiroir en laiton massif à l'antique.
30 po haut. x 31¾ po larg. x 16¼ po prof.

Prix en vigueur jusqu'au 14 juin 1992.

La Compagnie Bombay MD

PETITES
EXTRAVAGANCES
À PRIX
follement
RAISONNABLES.



Vous n'avez plus d'excuses. Nous offrons des tarifs tellement raisonnables que vous pouvez vous permettre de prendre des vacances cette année. Voyez vous-même les prix de certaines destinations. Ne ratez pas une telle occasion de rendre visite à vos amis et faites vos réservations dès aujourd'hui! Les places vont vite s'envoler. Appelez votre agent de voyages ou Canadien International au 847-2211.

De Montréal (aller-retour)

VAL D'OR
153$
Départ entre le 8 juin et le 3 sept. 1992

MEXICO
551$
Départ avant le 12 septembre 1992

ROUYN
153$
Départ entre le 8 juin et le 3 sept. 1992

PARIS
768$
Départ entre le 18 juin et le 15 août 1992

BAGOTVILLE
164$
Départ entre le 8 juin et le 3 sept. 1992

HONOLULU
789$
Départ avant le 13 décembre 1992

SEPT-ÎLES
210$
Départ entre le 8 juin et le 3 sept. 1992

RIO DE JANEIRO/ SAO PAULO
1049$
Départ entre le 16 juin et le 15 sept. 1992

ÎLES-DE-LA-MADELEINE
311$
Départ entre le 17 juin et le 31 déc. 1992

ROME
1298$
Départ entre le 18 juin et le 15 août 1992

TOKYO
1796$
Départ entre le 10 juin et le 31 août 1992

Canadien VA *plus* LOIN

Le nombre de places est limité selon les disponibilités. Les tarifs indiqués ne s'appliquent pas à tous les vols ni à tous les jours de la semaine. La plupart des tarifs s'appliquent aux départs effectués en semaine. Les taxes sont en sus. Pas de TPS sur les tarifs internationaux. Des conditions relatives à la durée maximale et minimale de séjour, à l'achat des billets à l'avance, aux périodes d'interdiction ou autres peuvent s'appliquer. Canadien est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International ltée.

ALERTE JAUNE!

Chaise longue
Pliable, modèle en résine de synthèse super lustrée avec roues
(Limite 1 par client)

Ensemble «St-Moritz» comprenant:
• 1 table St-Moritz 55" x 34" ovale, à coins biseautés
• 6 chaises Iséo empilables
• 6 coussins de siège en textilène SP80
• 1 parasol 7½' en textilène SP80
• 1 base de parasol en béton

Piscine hors-terre équipée

PRIX MAXIDELLE 5887$
PRIX MAXIDELLE 2448$
À PARTIR DE 997$

Dernière chance de profiter des spéciaux de la circulaire Citadelle, jusqu'au samedi 6 juin.

Meilleurs Prix GARANTIS CONCEPT MAXIDELLE

25 ANS LE LEADER DE LA PISCINE AU QUÉBEC
CITADELLE

HEURES D'OUVERTURE
lundi au vendredi 9h à 21h
samedi 9h à 17h

REPENTIGNY
545, rue Notre-Dame

JOLIETTE
303, boul. Antonio Barrette

DANS CES CENTRES PARTICIPANTS:

LAVAL
3615, Autoroute 440 Ouest

LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada

BLAINVILLE
775, boul. Labelle

DOLLARD-DES-ORMEAUX
4698, boul. St-Jean

NOUVEAU!
BROSSARD
7205, boul. Taschereau

Prix en vigueur jusqu'au 6 juin 1992 inclusivement ou jusqu'à épuisement des stocks. Les photographies de cette annonce ne servent qu'à titre de référence. Il se peut que les produits diffèrent légèrement. La disponibilité des produits peut varier d'un magasin à l'autre.

Garantie du plus bas prix Citadelle. Si d'ici au 6 juin 1992, un magasin de commerce de détail au Québec annonce à prix inférieur un article vendu par Citadelle, nous nous ferons un plaisir, sur présentation de l'annonce, de vous vendre l'article en question à meilleur prix.

Les collèges privés sont si endettés que certains sont en péril

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Au fil des ans, les collèges privés ont dû s'endetter à tel point que la survie de certains d'entre eux est aujourd'hui en péril.

C'est le message de désespoir qu'a lancé, hier, le vice-président de l'Association des collèges du Québec, Benoit Lauzière, au cours d'une séance d'information tenue à Québec.

Après avoir souligné que les établissements privés d'enseignement n'avaient vraiment pas l'habitude de débattre de leurs finances en public, M. Lauzière a expliqué qu'«en désespoir de cause», il lui fallait alerter la population québécoise.

«Il fallait vraiment que la situation des collèges privés soit devenue alarmante, a-t-il dit, pour que nos membres acceptent de faire appel à l'opinion publique par le biais des médias.»

Les maisons d'enseignement privées ont immédiatement besoin d'une augmentation des subventions de 400 $ par élève pour éviter, dans certains cas, la disparition. Ce rattrapage représente huit millions de dollars, soit 10 p. cent des économies que les collèges privés estiment faire économiser à l'État.

Exprimée en dollars de 1991, la subvention totale par élève inscrit à l'enseignement régulier dans un collège privé est passée de 5182 $ en 1980-1981 à 3850 $ en 1991-1992, soit une perte réelle de 26 p. cent.

«De 1980 à 1990, toujours en dollars de 1991, a indiqué M. Lauzière, la facture totale refilée aux contribuables pour un élève inscrit dans un collège public (cégep) est passée de 8992 $ à 8132 $, soit une perte réelle de 9,6 p. cent.»

Les pires cas

Les collèges les plus en difficultés sont: le Petit Séminaire de Québec, avec un déficit par élève de 1604$; le Collège de Lévis, avec 1600$; Vincent-d'Indy, avec 1644$; le Collège de secrétariat Notre-Dame, avec 1345$; et le Campus Notre-Dame-de-Foy, avec 760$.

Le Collège Jean-de-Brébeuf accuse un déficit de 343 000 $, le Séminaire de Sherbrooke de 172 401 $, le Collège français de 149 360 $, le Séminaire de Saint-Augustin de 326 372 $ et le Collège de Mérici de 112 042 $.

Le Collège André-Grasset a pour sa part enregistré un léger surplus de 60 430 $, soit 57 $ par étudiant.

Le nombre d'élèves inscrits au secteur privé en 1991-1992, à partir du niveau préscolaire jusqu'au collégial, était de 104 546, soit environ 10 p. cent de l'ensemble de la population étudiante. La population au collégial était de 19 514.

En dix ans, le nombre d'élèves fréquentant le secteur privé a augmenté de 13,6 p. cent alors que le secteur public voyait ses effectifs décroître de 12,7 p. cent.

Au niveau collégial, de 1981 à 1992, le nombre d'élèves fréquentant le privé est passé de 15 040 à 19 514, soit une augmentation de 30 p. cent. Pendant la même période, le collégial public passait de 118 048 élèves à 135 546, une croissance de 15 p. cent.

Le Québec compte 246 institutions privées déclarées d'intérêt public. Il y en a 24 au préscolaire, 51 au primaire, 144 au secondaire et 27 au collégial.

Selon les dirigeants de l'Association des collèges, avec leurs quelque 20 000 élèves, les institutions privées épargnent annuellement plus de 80 millions aux contribuables.

«L'alternative est simple, a soutenu M. Lauzière: réaliser une économie annuelle de 72 millions ou, si les collèges privés disparaissent, payer une facture supplémentaire de 80 millions au mimimum pour intégrer leurs élèves au réseau des cégeps.»

Au cours des prochains jours, l'Assemblée nationale pourrait être appelée à entériner le projet de Loi 141 sur l'enseignement privé.

Cette perspective n'emballe pas les gens de l'Association des collèges du Québec, qui ont recommandé aux ministres de l'Enseignement supérieur et de la Science, Lucienne Robillard, et de l'Éducation, Michel Pagé, de retirer le projet de loi «plutôt que de l'adopter sans modifications majeures».

«À la veille d'un important débat parlementaire sur l'avenir de l'enseignement collégial, a conclu M. Lauzière, ne devrait-on pas au moins convenir de la survie et du développement d'établissements porteurs d'une tradition dont l'ignorance est, sans doute, la principale cause du malaise général actuel tant de fois diagnostiqué.»

À CHAQUE HEURE, 20 FAMILLES SONT VICTIMES D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL.

Au Québec, en 1991, il y a eu 176 719 accidents de travail, soit plus de 20 victimes par heure. Et quand quelqu'un se blesse au travail, c'est toute sa famille qui en souffre. On a aussi dénombré 4 226 cas de maladies professionnelles et 147 décès, 8,5 millions de journées de travail perdues, 1,28 milliard de dollars versés en indemnités.

Ça ne peut plus durer.

La meilleure façon de profiter pleinement du travail, c'est encore et toujours la prévention. Car même quand on fait ce qu'on aime et qu'on a l'habitude de le faire chaque jour, tout travail peut comporter des risques, et certaines conditions de travail continuent d'être dangereuses. Qu'on soit employé ou employeur, c'est à chacun de nous qu'incombe la responsabilité de rendre la vie au travail saine et sûre, pour que le travail soit à la fois plus productif et plus valorisant. Pour tout renseignement concernant la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, n'hésitez pas à communiquer avec votre bureau régional de la CSST.

LA PRÉVENTION AU TRAVAIL. UNE SIMPLE QUESTION DE SURVIE.

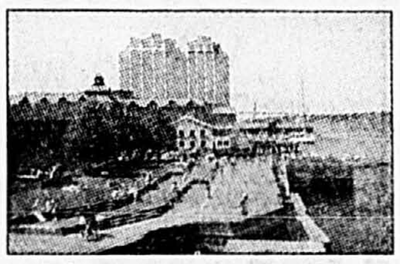
CSST

Commission de la santé et de la sécurité du travail

NOUVELLE-ÉCOSSE

LUXE D'AUJOURD'HUI. CHARME D'ANTAN.

Situé dans le quartier historique du port, l'élégant hôtel Sheraton Halifax vous offre un séjour tout près de l'océan. Depuis 300 ans, des tramps tout comme de gros yachts équipés de ponts finis en teck ont jeté l'ancre ici. Voyez toute cette activité de votre fenêtre, puis laissez-vous ensuite bercer par les vagues caressantes.



Sheraton Halifax HOTEL

La Nouvelle-Écosse, amicale, différente et si près de chez vous! Pour des renseignements sur des tarifs abordables ou pour des réservations, faites le 1-800-325-3535, ou écrivez-nous au Sheraton Halifax, 1919 Upper Water Street, Halifax (N.-É.) B3J 3J5. Obtenez un guide touristique gratuit sur la Nouvelle-Écosse: 1-800-565-0000 et demandez la téléphoniste 67.

SPÉCIAL WINDJAMMER À PARTIR DE 99$ 2 JOURS, 1 NUIT

GOÛTEZ UN PEU PLUS AU CHARME DU QUARTIER HISTORIQUE POUR MOINS CHER QUE VOUS NE LE PENSEZ.

• HÉBERGEMENT D'UNE NUIT, OCC. SIMPLE OU DOUBLE
• RÉSERVATIONS NÉCESSAIRES
TAXES ET POURBOIRES NON COMPRIS.
SELON LA DISPONIBILITÉ.

NOUVELLE-ÉCOSSE
Mer et monde vous invitent

© L'honorable Greg Kerr
Ministre du Tourisme et de la Culture

Réduction des budgets: les cégeps compensent en réduisant les services aux étudiants

FRANCOIS FOREST

■ En 1989-1990, douze cégeps ont terminé l'année avec un déficit. En 1990-1991, 22 cégeps ont fait de même. En 1991-1992, ce chiffre devrait atteindre 18 si le gouvernement du Québec maintient sa décision de comprimer de 16 millions l'enveloppe de 100 millions destinée aux services d'encadrement aux étudiants.

Les cégeps en sérieuses difficultés financières sont: Alma, Bois-de-Boulogne, André-Laurendeau, Baie-Comeau, Drummonville, John Abbott, Joliette-de-Lanaudière, Lionel-Groulx, Outaouais, Région de l'Amiante, Rosemont, St-Félicien, St-Hyacinthe, Shawinigan, Valleyfield, Vanier, Saint-Jean sur Richelieu et Vieux-Montréal.

Les déficits confirmés dans douze de ces maisons et appréhendés dans six autres, varieront entre 50 000 $ et 500 000 $. Techniquement, le gouvernement n'assume pas ces déficits et chaque établissement doit présenter un plan de redressement pour corriger la situation. Or, des 12 cégeps déficitaires en 1989-1990, 10 ont également terminé l'année 1990-1991 avec un déficit à leur fonds de fonctionnement. Les données pour 1991-92 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin.

Compression minime

«Cette compression de 18 millions, a pris soin d'expliquer hier le président de la Fédération des cégeps, Yves Sanssouci, peut sembler minime sur un budget global de fonctionnement d'un milliard pour l'enseignement collégial, mais elle s'exerce uniquement sur des sommes qui financent des services offerts aux étudiants comme l'accueil, l'aide à l'apprentissage, l'intégration, l'orientation, le matériel pédagogique, les laboratoires et équipements techniques et informatiques.»

Depuis 1978, 128 millions ont eté retirés de cette même enveloppe budgétaire.

«En 25 ans d'existence, il s'est investi beaucoup d'argent dans les cégeps, reconnait M. Sanssouci, et il était normal de devoir rationaliser. Mais maintenant que les cégeps ont fait leurs exercices de compressions — coupes de personnel, frais pour les notes de cours, tarification pour certains services», il faut que le gouvernement se rende à l'évidence que les nouvelles réductions rendent les institutions ingérables. À un certain moment, ça prend une vision globale de développement. On ne peut d'un côté parler de grappes industrielles, de développement régional, d'excellence, de recherche et de développement, et de l'autre côté réduire les fonds pour atteindre ces objectifs.»

Au moment de la préparation du budget du Québec, les cégeps ont appris qu'ils devaient consentir à une compression de 8 millions pour l'exercice 1992-93. Les cégeps disent avoir accepté, pensant être compensés par une hausse de la population étudiante à l'enseignement ordinaire, qui passera l'an prochain de 130 000 à 144 000 personnes.

Ressources

Mais lorsque le budget a été déposé le 14 mai dernier, la compression avait passé de 8 millions à 16 millions. Cette coupe additionelle venait interrompre une réflexion à laquelle se livraient depuis quelque temps les directions de cégeps pour dissiper l'impact de la compression initiale de 8 millions. Les cégeps, avant le dépôt du budget, pensaient être en mesure de proposer au gouvernement «un nouveau mode d'allocations des ressources» qui aurait fait en sorte que certains établissements auraient reçu plus de ressources que d'autres. «L'équité intercégeps avait été discutée, a indiqué le président. Mais avec cette coupure, ça ne donne plus rien d'en discuter.»

Une rencontre est toutefois prévue avec le premier ministre Robert Bourassa «pour trouver une ou des solutions qui permettraient aux cégeps de se rendre en bonne santé financière aux rendez-vous de la commission parlementaire sur l'enseignement collégial» à l'automne.

Entre-temps, la direction du cégep Bois-de-Boulogne a indiqué, hier, qu'il n'est pas question que la compression exigée de l'institution (268 000 $) nuise à la qualité de la formation offerte. En conséquence, les autorités n'auront d'autres choix que de présenter un budget déficitaire en 1992-93.

Aux prises lui aussi avec une coupe de 230 000 $ le directeur du cégep de Joliette, Marcel Montreuil, prévoit qu'il devra dès la rentrée à l'automne reconsidérer divers programmes offerts: «Nous ne pouvons toucher à ces programmes pour septembre prochain, mais la réduction nous amène à planifier une telle éventualité. Le gouvernement nous force à enclencher un tel processus avec ses compressions aveugles.»

Dès septembre, si les compressions sont maintenues, les cégeps déficitaires devront réévaluer les programmes coûteux qu'ils offrent. Certains estiment que l'informatique qu'offrent 41 cégeps, ainsi que la bureautique et les soins infirmiers pourraient être concentrés dans certains établissements plutôt que d'être disponibles presque partout dans le réseau.

Le PCP est une drogue redoutable, dit la GRC

■ Le PCP (phencyclidine) est une drogue redoutable et la GRC entend le souligner. Dans un communiqué, elle a rappelé hier les condamnations de trois fabricants de cette drogue chimique, à la suite du démantèlement d'un laboratoire à Sainte-Claire. Éric Vachon a écopé six ans de pénitencier, tandis que ses comparses, Yves Chouinard et Jean Thibodeau ont été condamnés à trois ans chacun.

Il y a un an, on a saisi 250 grammes de cette drogue dangereuse à Sainte-Claire de Bellechasse. De plus, les policiers ont mis la main sur des produits chimiques pouvant produire du PCP pour plus d'un million de dollars sur le marché noir.

Le PCP, comme toutes les drogues fabriquées à partir de produits chimiques, est un poison dont il faut se méfier. L'année dernière, un jeune homme en ayant consommé a trouvé la mort en se jetant dans le feu de la Saint-Jean, à Québec.

L'ÉTÉ EN VUE

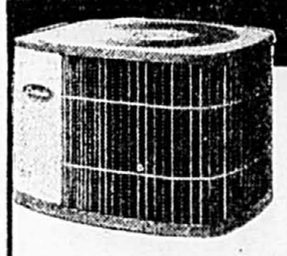
Immortalisez les meilleurs moments de l'été grâce aux caméscopes de CANON... ils comprennent toutes les fonctions nécessaires pour donner une légère touche professionnelle à vos <<superproductions>> mais restent d'une simplicité d'utilisation qui séduira l'amateur en vous... Découvrez notre gamme de caméras à partir de 749 $.

Canon

audio centre

8080, boul.Taschereau O., Brossard (514) 466-1999
5252, rue Sherbrooke O., Montréal (514) 482-6383
1970, boul. Le Corbusier, Laval (514) 687-3627

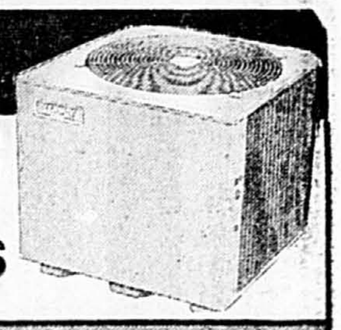
PRIX D'ESCOMPTE SUR THERMOPOMPES



1 OFFRE SPÉCIALE SANS ACOMPTE
ENSEMBLE CARRIER
comprenant fournaise au mazout ou au gaz
• installation complète • toutes taxes comprises • basé sur 120 mois après rabais si admissible
seulement 14 88 $ PAR SEMAINE

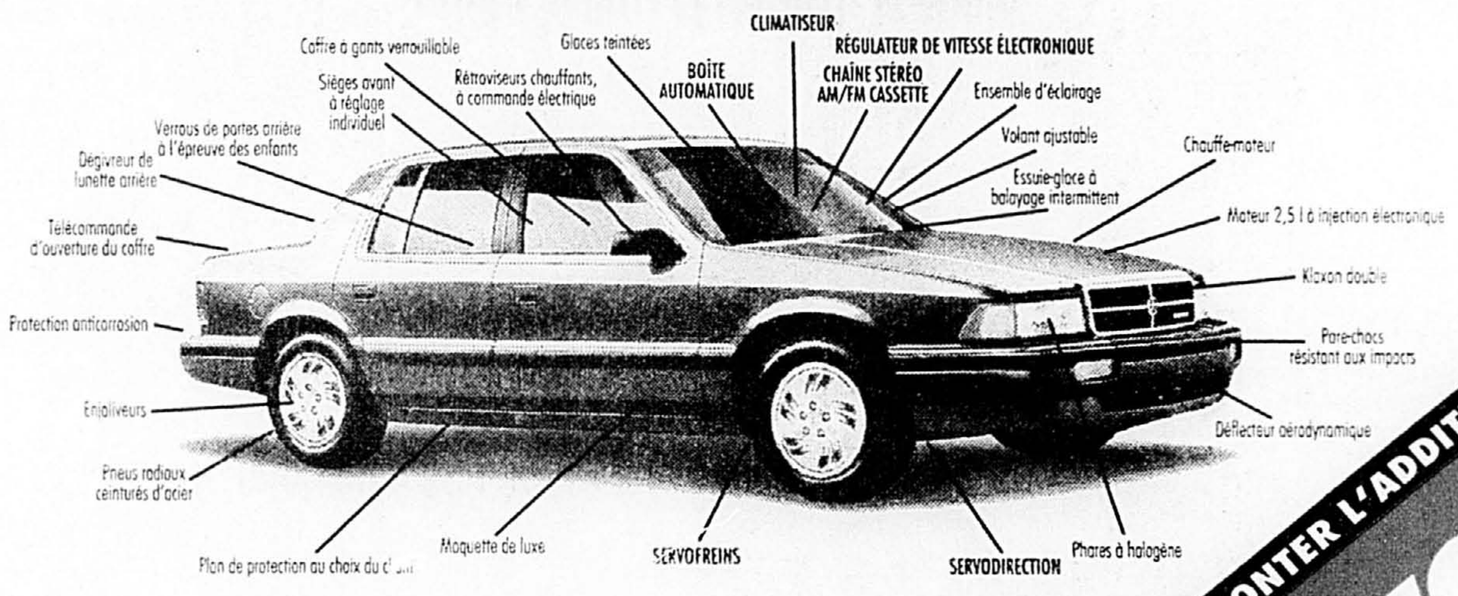
ECONO TECH
733-1414

2 LENNOX HP 22
2 tonnes
prix incroyable
3 995 $



YORK — MITSUBISHI — CARRIER — LENNOX — RHEEM — SANYO

DODGE SPIRIT/PLYMOUTH ACCLAIM



COMMENT ADDITIONNER LES CARACTÉRISTIQUES SANS FAIRE MONTER L'ADDITION ?

FIEZ-VOUS À CHRYSLER

Comparez avec la Corsica et la Grand Am!

FIEZ-VOUS À CHRYSLER POUR VOUS OFFRIR UNE GRANDE BERLINE 6 PASSAGERS À PETIT PRIX!

12 999 $†

CLIMATISEUR COMPRIS

après la remise de 1 250 $ du fabricant

OU

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT POUR 48 MOIS†

sur le P.D.S.F. de 14 249$

1 300 $ de moins que la Cavalier VL !**

FIEZ-VOUS À CHRYSLER POUR TRANSFORMER UNE VOITURE COMPLÈTE EN VOITURE ABORDABLE.

10 425 $†

CLIMATISEUR COMPRIS

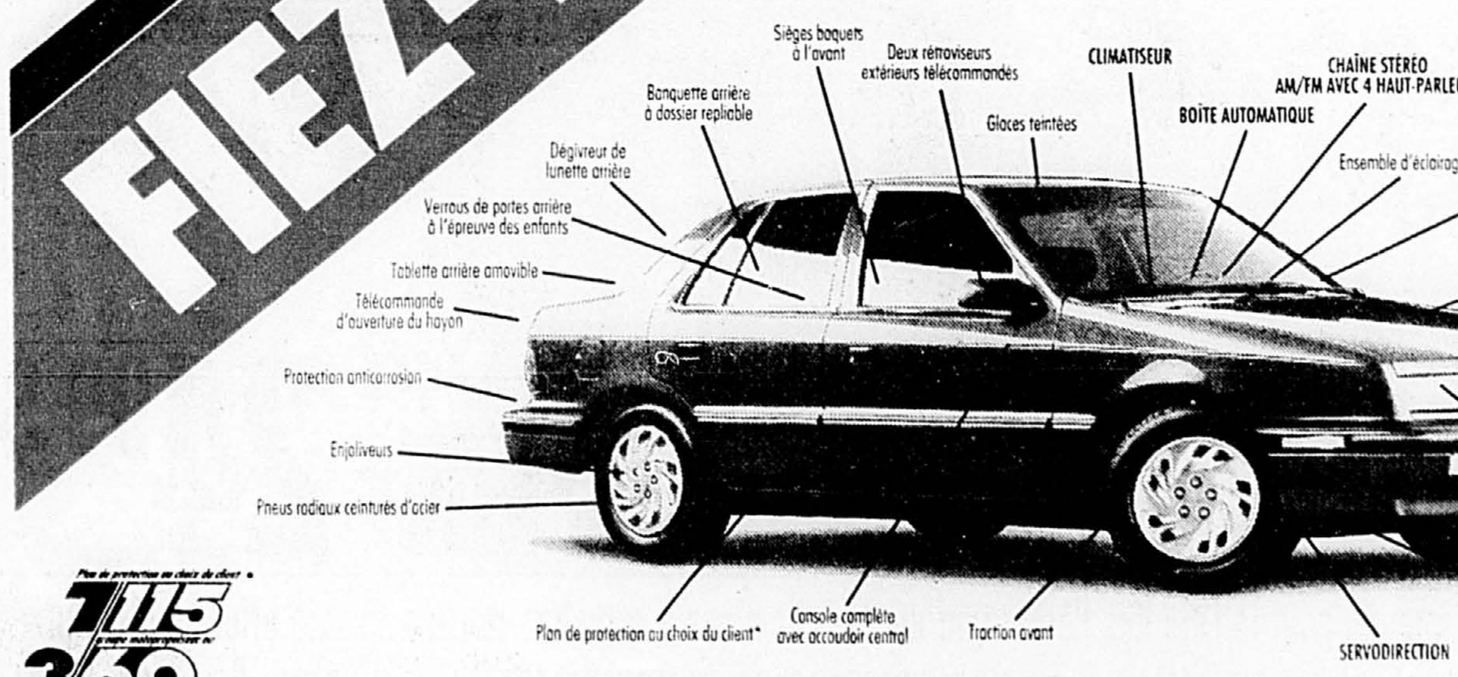
après la remise de 1 250 $ du fabricant

OU

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT POUR 48 MOIS†

sur le P.D.S.F. de 11 675$

† L'offre de taux de crédit du fabricant et l'offre de remise en argent sont mutuellement exclusives. Les offres ne s'adressent qu'aux particuliers achetant au détail. Elles annulent et remplacent toutes les offres précédentes et ne peuvent être combinées à aucune autre. Les demandes de crédit pour un terme maximal de 48 mois sont conditionnelles à l'approbation de Chrysler Crédit Canada ltée. Les acheteurs sont responsables du remisage (Sundance/Shadow: 485$; Spirit/Acclaim: 550$), de l'immatriculation, des taxes et des autres frais pouvant s'appliquer. L'offre est en vigueur du 1er avril 1992 jusqu'à ce que Chrysler Canada limitée décide d'y mettre fin. Dans les cas des véhicules loués à long terme par des particuliers, seule la remise s'applique. L'offre ne contient que les véhicules en stock chez le concessionnaire. Le programme de location Clic d'or est également offert sur certains modèles. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Consultez-le pour en savoir davantage. * Certaines restrictions s'appliquent. Un autre choix de couleurs est offert pour les modèles importés. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails. ** Établi d'après les P.D.S.F. de la Sundance/Shadow 4 portières manuelle, avec moteur, climatiseur et transmission automatique et de la Cavalier VL 4 portières avec l'ensemble 1SB.



Plan de protection au choix du client* 7 115 $ valeur moyenne de 3 60 $ par client

DODGE SHADOW/PLYMOUTH SUNDANCE

Dodge Camions Dodge CHRYSLER

L'AVANTAGE CHRYSLER

PROFITEZ DE CES AVANTAGES CHEZ LES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER DU QUÉBEC.

Plymouth Camions Dodge CHRYSLER

L'Ontario va permettre l'ouverture des commerces le dimanche

Presse Canadienne

TORONTO

■ Après une valse-hésitation qui dure depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario a décidé de permettre l'ouverture des commerces le dimanche.

Un projet de loi sera déposé d'ici la fin juin à la législature ontarienne, et s'il est adopté, il entrera en vigueur rétroactivement au mercredi 3 juin (hier).

Convaincues de cette éventualité, plusieurs chaines, dont Sears et La Baie ont promis hier d'ouvrir leurs portes dès dimanche prochain. Les travailleurs de l'alimentation et du commerce ont eu une toute autre réaction : « Le gouvernement Rae vient de trahir les travailleurs », a dit le syndicat qui les représente.

La décision de permettre l'ouverture des commerces le dimanche constitue un virage à 180 degrés par rapport à la politique du Nouveau parti démocratique de l'Ontario, lequel s'est toujours battu pour garantir aux travailleurs une pause commune le dimanche.

Conscient de cette situation, le premier ministre Bob Rae a expliqué hier qu'il n'avait plus le choix. La pression de l'opinion publique, des consommateurs et des commerçants était trop forte.

« On ne peut pas encercler l'Ontario d'un mur » a-t-il déclaré, convaincu qu'il agissait au nom de « l'intérêt public ».

Mais pour éviter la colère du parti et de ses supporters, M. Rae permettra la tenue d'un vote libre sur le projet de loi. De cette façon, les députés néo-démocrates qui s'y opposent pourront voter contre le projet de loi et éviter de se faire traiter de vire-capot.

L'opposition a réagi à cette annonce de vote libre hier en disant que « encore une fois, le gouvernement Rae parle des deux côtés de la bouche » et « manque de courage politique ». Les deux partis d'opposition en Ontario approuvent le magasinage le dimanche, tandis que chez les Néo-démocrates, le caucus est divisé entre 60 pour cent de supporters — dont les ministres — et 40 pour cent de « purs », ceux qui se sont engagés à défendre les intérêts des petits commerçants.

À moins d'un autre revirement majeur, le projet de loi devrait être adopté malgré leur opposition.

La question des heures d'affaires est une véritable « patate chaude » pour les gouvernements. Au Québec, les libéraux de Robert Bourassa ont tergiversé pendant plus de deux ans, avant d'adopter une loi permettant l'ouverture des commerces le dimanche, assortie toutefois de certaines conditions.

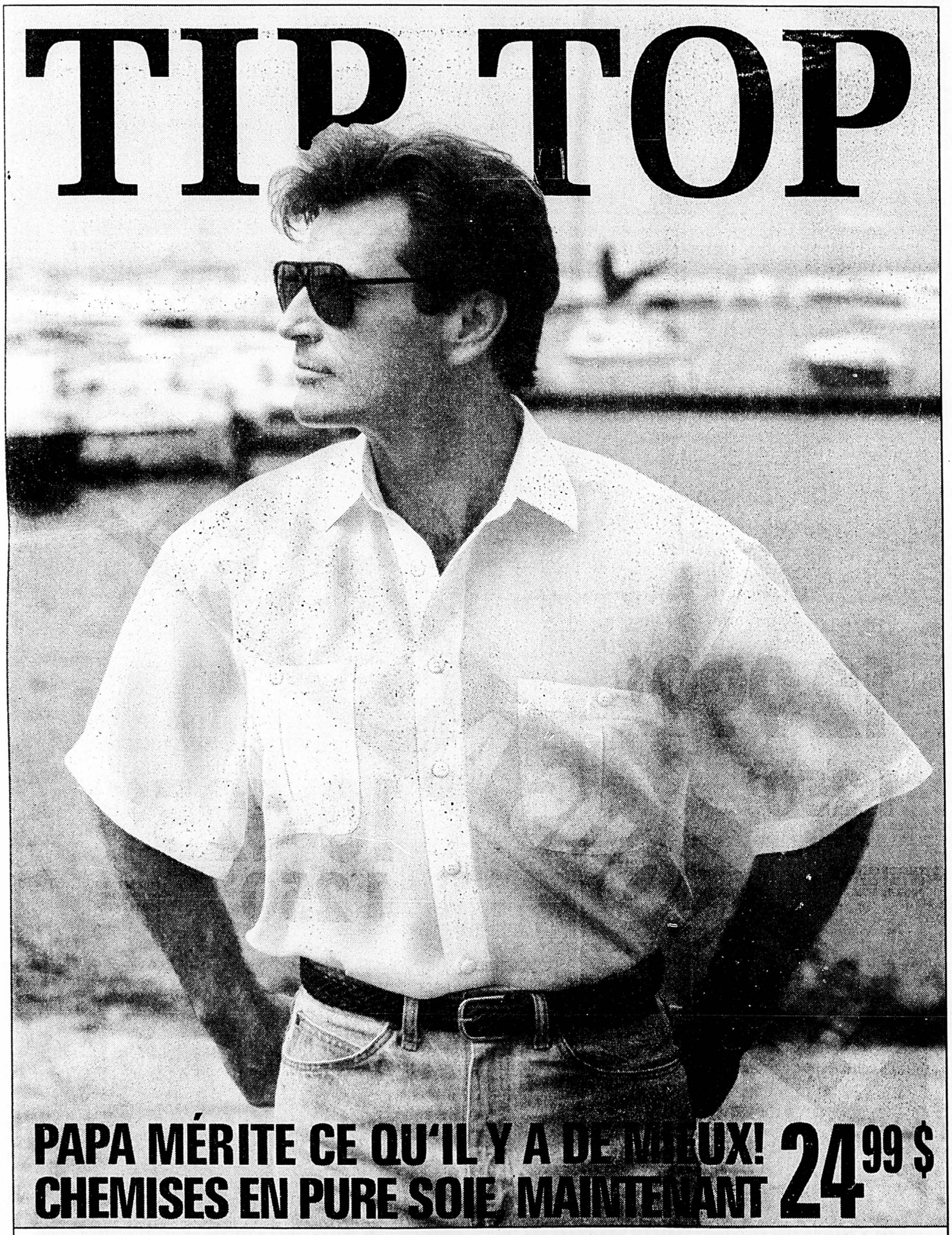
En Ontario, le débat dure depuis plus de quatre ans. En 1990, la Cour suprême de l'Ontario a statué en faveur des commerçants qui réclamaient le droit d'ouvrir le dimanche.

Mais le gouvernement, qui s'y opposait, a porté sa cause devant la Cour suprême du Canada qui a statué en sa faveur en 1991. Les Ontariens ont eu en tout neuf mois de magasinage le dimanche.

Avec la récession et le magasinage transfrontalier, la pression s'est accentuée sur le gouvernement Rae.

En novembre dernier, après un long débat en commission parlementaire, il a déposé un projet de loi permettant l'ouverture des magasins pour les quatre dimanche précédant Noel.

La loi permettait également l'ouverture le dimanche à l'année longue mais seulement dans des zones décrétées touristiques.



L'AMARC blanchie d'une accusation de favoritisme

■ L'Association montréalaise d'action récréative et culturelle (AMARC), accusée de favoritisme envers certains des concessionnaires de La Ronde, a été blanchie par la Cour supérieure, le 15 mai dernier.

Dans son jugement, que *La Presse* n'a pu obtenir avant hier, le juge Pierre Tessier estime nulle la demande d'injonction interlocutoire formulée par Jacques Bitton, un propriétaire de concessions à la Ronde qui alléguait que l'AMARC avait concédé des concessions à des firmes « amies ».

M. Bitton se plaignait de n'avoir pu mettre la main sur quatre concessions octroyées à d'autres firmes, à prix inférieur, en avril 1991. Il estimait perdre 500 000 $ et exigeait que l'AMARC lui remette ces concessions. Le juge a estimé que M. Bitton s'y est pris trop tard pour tenter de régler son différend.

Accident de travail mortel: Sigma écope une amende de 1000 $

Presse Canadienne

ROUYN-NORANDA

■ La compagnie minière Sigma a été condamnée à une amende de 1000 $, lundi, relativement à un accident de travail mortel survenu en avril 1990 dans une mine d'or qu'elle exploite à Val d'Or.

La sentence a été prononcée par le juge Marc Brière, du Tribunal du travail.

L'entreprise avait été reconnue coupable le 25 mai dernier d'avoir enfreint les dispositions de l'article 236 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, en omettant ou en négligeant d'utiliser les méthodes et techniques pour contrôler et éliminer les risques.

L'accusation avait été déposée par la CSST à la suite d'un éboulis qui avait entraîné la mort d'un employé, Danny Martin, le 3 avril 1990.

En rendant son jugement, le juge Brière a suggéré à la CSST de toujours déposer deux chefs d'accusation, en vertu de l'article 237 et de l'article 236, dans des cas semblables, de façon à ce que l'intimée puisse être reconnue coupable de l'infraction la plus grave.

Dans le cas présent, le juge estime que la compagnie aurait pu être reconnue coupable en vertu de l'article 237 pour avoir directement et sérieusement compromis la sécurité des mineurs. Elle aurait alors été passible d'une amende d'au moins 5000 $ et d'au plus 20 000 $.

L'amende maximum en vertu de l'article 236 est de 1000 $.

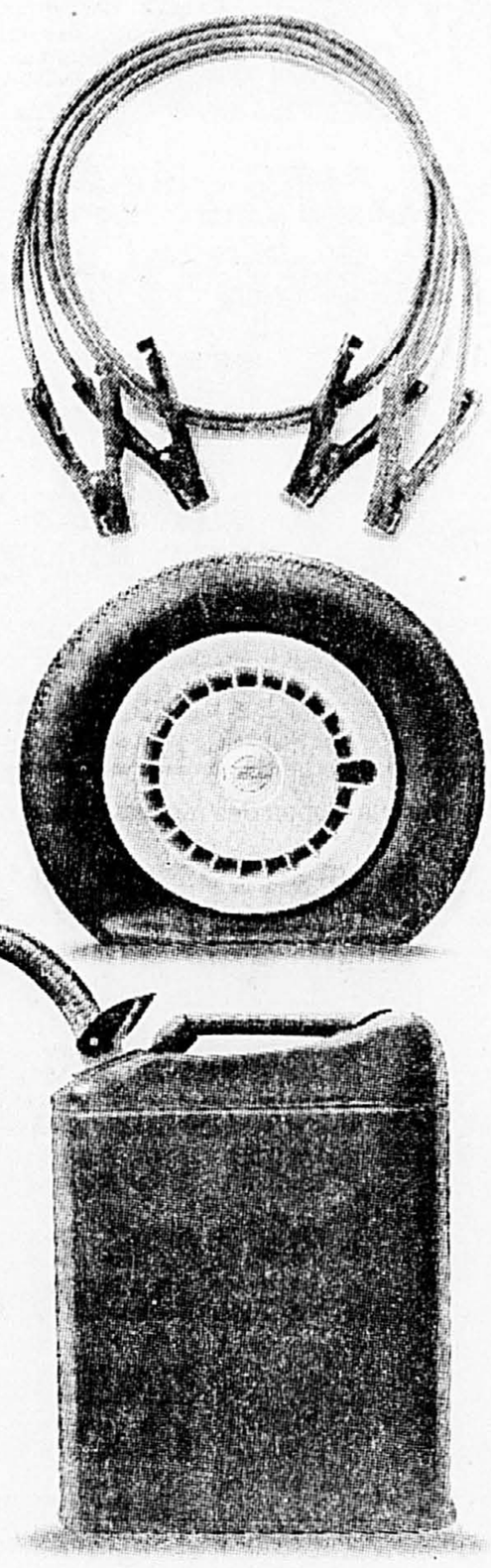
LA LIBERTÉ D'INFORMATION, C'EST CAPITAL.

AMNISTIE INTERNATIONALE
(514) 766-9766

VERROUILLEZ VOS CLÉS DANS UNE NISSAN ET VOUS VERREZ QUE LA SOLUTION LA PLUS RAPIDE EST UNE PIÈCE DE 25¢.

Oublier ses clés dans la voiture n'a rien de bien dramatique. Surtout si votre voiture est une Nissan. Même si cela vous arrive alors que vous êtes loin de tout, vous verrez que c'est loin d'être la fin du monde.

Vous n'avez qu'un numéro à composer : celui du Centre de satisfaction Nissan Jour et nuit, quelqu'un est là pour vous aider. Et comme son nom le suggère, le Centre de satisfaction Nissan vous offre beaucoup plus qu'un service à la clientèle traditionnel.



Vous êtes protégé contre ces quelques maux de tête passagers.

En effet, toute l'équipe dédie ses efforts à une philosophie d'entreprise que nous appelons le « Client avant tout ». En d'autres mots, ces gens s'assurent que la priorité première de Nissan est respectée : celle de combler vos besoins et d'être à la hauteur de vos attentes.

Si vous êtes propriétaire d'une Nissan 1992 ou 1993, notre Centre de satisfaction Nissan peut même vous aider à planifier votre prochain voyage.

Si vous êtes propriétaire d'une Nissan 1992 ou 1993, nous viendrons remorquer votre véhicule, changer un pneu crevé, recharger votre batterie, vous livrer de l'essence ou, comme dans ce cas-ci, déverrouiller votre voiture. Et le tout est entièrement gratuit!

Parce que nous croyons que votre entière satisfaction est notre responsabilité. Aussi, dès que vous quittez le stationnement de votre concessionnaire, vous êtes protégé par le programme de services aux propriétaires le plus complet au Canada sur une gamme entière de véhicules, l'Engagement Satisfaction Nissan.[mc] Il inclut une assistance-dépannage pour trois ans, une garantie de six ans sur les principales composantes, sur le dispositif antipollution et contre les perforations causées par la rouille.

Encore une fois, vous n'avez pas un sou de plus à payer. Car l'Engagement Satisfaction Nissan fait partie de l'équipement standard de tous nos véhicules 1992 et 1993.

Et ce n'est pas tout. Notre engagement à vous satisfaire va même au-delà du meilleur programme de garanties de l'industrie.

Vous pouvez aussi appeler les gens du Centre de satisfaction Nissan pour d'autres types d'assistance routière. Comme pour planifier un voyage par exemple. Nous pouvons vous envoyer un dossier touristique personnalisé contenant tout ce dont vous avez besoin pour bien démarrer votre voyage.

Si nous sommes en mesure d'offrir de tels services et même davantage, c'est tout simplement parce que nos produits sont bien conçus. (Pour la liste complète de ces services, informez-vous auprès de votre concessionnaire Nissan.)

Comme nous l'avons déjà dit, nous croyons que votre satisfaction est notre responsabilité. C'est pourquoi avant d'investir dans une voiture ou un camion, nous vous suggérons de considérer les nombreux avantages d'une relation avec Nissan.

Sinon, nous ne pouvons qu'espérer que vous serez capable de trouver un cintre en cas de malchance.

VOUS N'AVEZ PAS EU DE NOS NOUVELLES ? NOUS VOULONS DE VOS NOUVELLES!

Si vous êtes propriétaire d'un ancien modèle Nissan, ou si vous venez de déménager et désirez recevoir notre bulletin Satisfaction ainsi que nos excellentes offres de service, appelez-nous au 1 800 387-0122, entre 8 h et 19 h HNE.

Vous devez alors nous fournir le numéro d'identification du véhicule qui se trouve sur le tableau de bord, du côté du conducteur, et sur votre certificat d'assurance.

Vous verrez que garder le contact avec nous peut vous mener encore plus loin que vous pensez.

NISSAN

LE MOTEUR D'UNE GÉNÉRATION

VENDREDI ET SAMEDI CHEZ SEARS

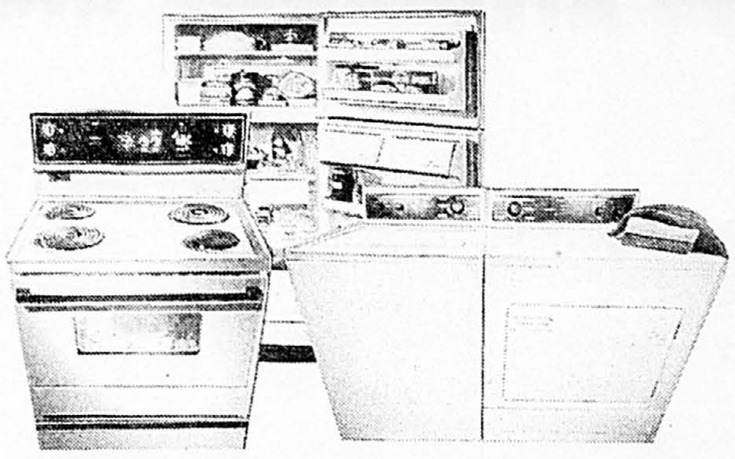
PRIX DE RÉCLAME EN VIGUEUR VENDREDI 5 JUIN ET SAMEDI 6 JUIN 1992

TOUS LES GROS ÉLECTROMÉNAGERS KENMORE À PRIX COURANTS SONT EN RÉCLAME

RABAIS 10-100. TOUS LES MICRO-ONDES ET CONGÉLATEURS

RABAIS 10-130. TOUS LES LAVE-VAISSELLE

RABAIS 10-140. TOUTES LES CUISINIÈRES



RABAIS 10-800. TOUS LES RÉFRIGÉRATEURS

RABAIS 10-150. TOUTES LES LAVEUSES ET SÉCHEUSES

RABAIS 30-200. TOUS LES APPAREILS À ENCASTRER*

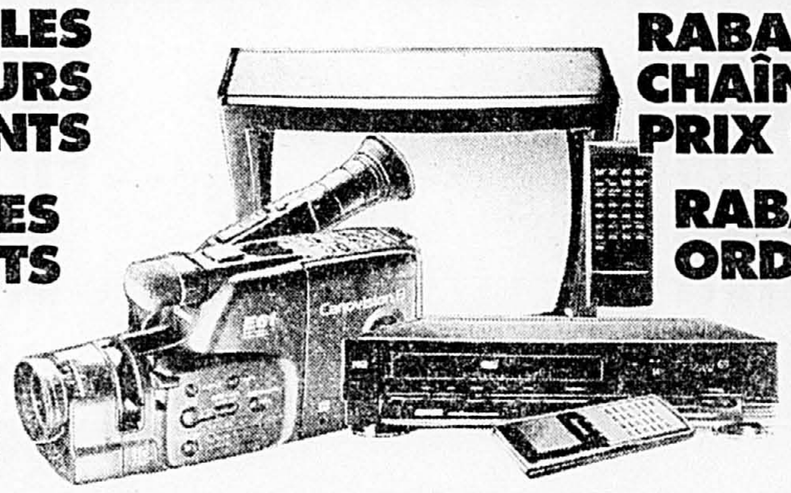
*Supplément pour installation. Dans la plupart des régions Sears peut faire l'installation par des entrepreneurs qualifiés.

PLUS DE 35 MARQUES D'APPAREILS ÉLECTRONIQUES SONT EN RÉCLAME

RABAIS 20-150. TOUS LES TÉLÉCOULEURS À PRIX COURANTS

RABAIS 50-300. TOUS LES CAMESCOPES À PRIX COURANTS

RABAIS 32-159. TOUS LES MAGNÉTOSCOPES À PRIX COURANTS



RABAIS 20-100. TOUTES LES CHAÎNES STÉRÉO AVEC MEUBLES À PRIX COURANTS

RABAIS 100$. TOUS LES ORDINATEURS À PRIX COURANTS

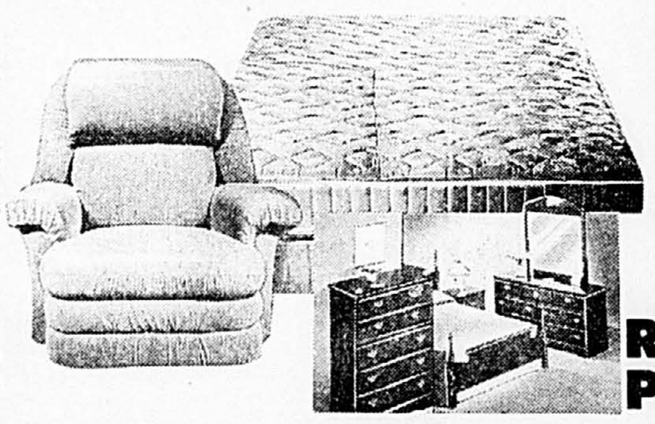
RABAIS 20%. TOUS LES CLAVIERS ÉLECTRONIQUES À PRIX COURANTS

TOUS LES MEUBLES À PRIX COURANTS SONT EN RÉCLAME

RABAIS 100-200. TOUS LES CANAPÉS

RABAIS 10-25%. TOUS LES FAUTEUILS À MOUVEMENTS

RABAIS 45-50%. TOUS LES ENS. DE MATELAS SEARS-O-PEDIC^MD



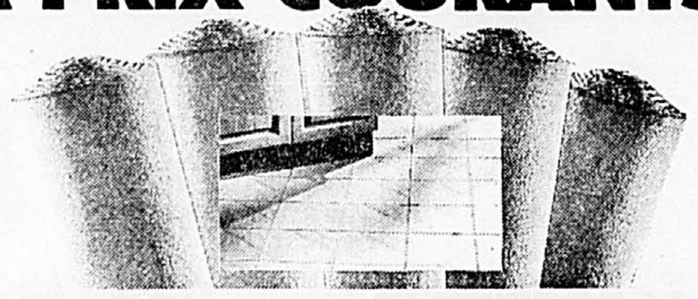
RABAIS 40-600. TOUS LES MOBILIERS DE SALLE À MANGER 5 PIÈCES

RABAIS 100-900. TOUS LES MOBILIERS 4 PIÈCES DE CHAMBRE

RABAIS 20-25%. TOUS LES MEUBLES POUR CHAMBRE DES JEUNES

TOUS LES REVÊTEMENTS DE SOLS EN VINYLE ET MOQUETTES À PRIX COURANTS SONT EN RÉCLAME

RABAIS 25-45%. TOUS LES REVÊTEMENTS DE SOLS EN VINYLE



RABAIS 10-40%. TOUTES LES MOQUETTES ORDINAIRES ET MOQUETTES À ENVERS COUSSINÉ

CHEZ SEARS, NI PAIEMENT NI FRAIS DE CRÉDIT AVANT OCTOBRE 1992 SUR APPROBATION DU SERVICE DU CRÉDIT. IL Y A DES RESTRICTIONS. DEMANDEZ LES DÉTAILS

L'offre "Ni paiement" s'applique à tout article de 200$ et plus dans les rayons ameublement, gros électroménagers, électronique, revêtements de sols et parures de fenêtres sur mesure.

L'offre 'Ni paiement ni frais de crédit' est en vigueur dans les magasins et bureaux de vente Sears et dans tout catalogue courant Sears Détails complets en magasin

CETTE OFFRE NE S'APPLIQUE PAS AUX ARTICLES SOLDÉS DES CENTRES DE LIQUIDATION.

SEARS

vous en avez pour votre argent... et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT

SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA

LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA

LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. **Région de Montréal: Anjou:** 353-7770, **Brossard:** 465-1000, **LaSalle:** 364-9727, **Laval:** 682-1200, **Repentigny:** 582-5532, **St-Bruno:** 441-6603, **Ste-Marthe-sur-le-Lac:** 491-5000, **Ville St-Laurent:** 335-7770. **Région de Québec: Québec:** 529-9861, **Lévis:** 833-4711, **Ste-Foy:** 658-2121. **En province: Alma:** 662-2222, **Arthabaska:** 357-4000, **Chicoutimi:** 549-8240, **Drummondville:** 478-1381, **Granby:** 375-5770, **Rouyn-Noranda:** 797-2321, **St-Jean:** 349-2651, **St-Jérôme:** 432-2110, **Sherbrooke:** 563-9440, **Sorel:** 746-2508, **Trois-Rivières:** 379-5444, **St-Georges de Beauce:** 228-2222. Copyright Canada, 1992, Sears Canada Inc.

Tous les articles, de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.